



Étude sur l'immigration et l'avenir démographique du Grand Montréal

Rapport final

18 septembre 2026



Cette page est volontairement laissée blanche.

Une étude pour alimenter la réflexion sur la planification optimale de l'immigration dans le Grand Montréal

Objectifs de l'étude

Un regroupement de chambres de commerce actives sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a confié le mandat à Aviseo Conseil de réaliser une étude destinée à éclairer la réflexion sur la planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal.

Cette étude répond aux quatre objectifs suivants :

- Brosser un portrait des tendances démographiques, du marché du travail et de l'immigration permanente et temporaire
- Documenter l'état de situation d'une série de facteurs associés à la capacité d'accueil du Grand Montréal
- Quantifier les effets de différents scénarios d'immigration sur l'économie du Québec
- Élaborer des recommandations stratégiques sur la planification optimale de l'immigration

Contexte de l'étude

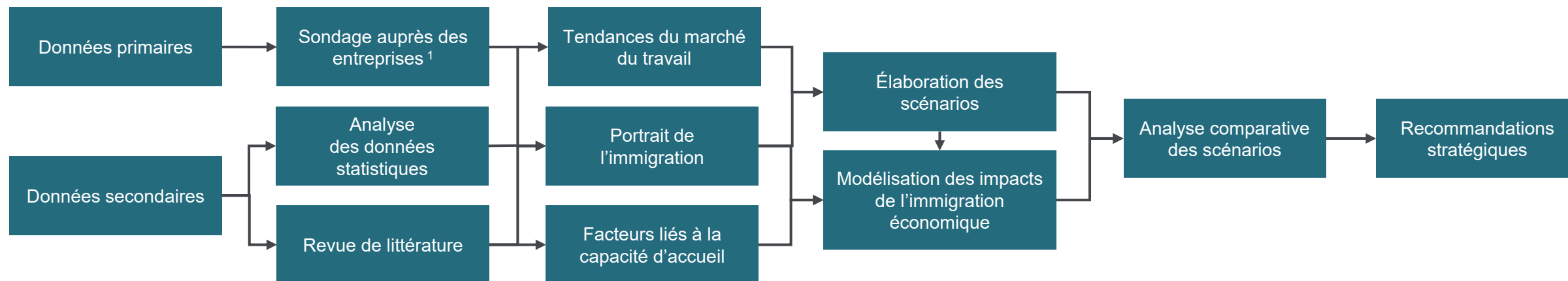
La démarche s'inscrit dans un contexte marqué à la fois par **des besoins de main-d'œuvre persistants, des pressions sur la capacité d'accueil et un resserrement rapide des politiques d'immigration** après plusieurs années de forte croissance, particulièrement de l'immigration temporaire.

En novembre 2025, une vingtaine de changements réglementaires était recensée en seulement quinze mois, auxquels se sont ajoutées plusieurs nouvelles mesures, accentuant l'incertitude pour les entreprises.

L'étude met ainsi en relation les besoins économiques, le rôle de l'immigration pour y répondre et la capacité du territoire à accueillir une population additionnelle, puis évalue différents scénarios de seuils d'immigration afin d'éclairer les choix à venir.

Démarche adoptée dans le cadre du mandat

Aviseo Conseil, 2026



(1) Le sondage compte 470 répondants, dont 235 ayant complété l'ensemble des questions.

Sources : Conseil du Patronat du Québec, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Sans immigration suffisante, le Grand Montréal pourrait vivre un déclin démographique et des déficits croissants de main-d'œuvre

Les entreprises du Grand Montréal dépendent de l'immigration pour combler leurs besoins en main-d'œuvre



Les entreprises s'appuient principalement sur l'immigration économique : Parmi les entreprises sondées, 85 % embauchent ou prévoient embaucher des immigrants, plus particulièrement issus de l'immigration économique temporaire ou permanente.



Le recours aux immigrants répond surtout à un manque de main-d'œuvre locale : Le fait de ne pas trouver suffisamment de travailleurs locaux pour pourvoir les postes disponibles représente la principale motivation d'embaucher des travailleurs immigrants.



Les travailleurs immigrants contribuent avant tout à la continuité des opérations : Leur principal apport, pour 77 % des entreprises sondées, est de permettre le maintien des activités courantes, ce qui témoigne du rôle essentiel qu'ils jouent dans leur fonctionnement.



Pour 73 % des entreprises sondées, l'incertitude liée aux politiques publiques constitue un irritant majeur : Les délais d'obtention des permis de travail et la lourdeur administrative constituent deux autres obstacles majeurs à l'embauche de travailleurs immigrants.



Les besoins futurs se concentrent davantage dans les profils qualifiés : 62 % des entreprises sondées prévoient une augmentation de leurs besoins en travailleurs immigrants au cours des trois prochaines années, particulièrement pour les profils plus scolarisés.



Les entreprises sont satisfaites de la contribution des travailleurs immigrants : Les témoignages recueillis soulignent leur apport essentiel à la continuité des opérations, à la croissance des entreprises et à l'enrichissement des équipes.

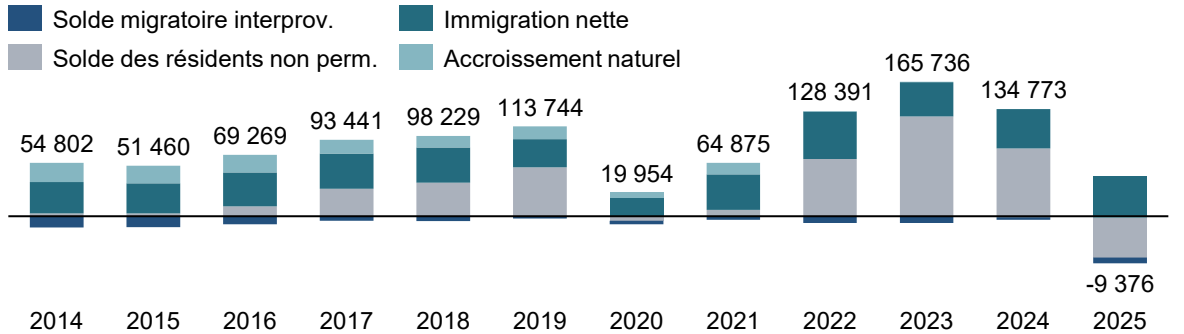
Une croissance démographique qui repose exclusivement sur l'immigration

La totalité de la croissance cumulative de la population entre 2022 et 2024 est venue de l'immigration; le Québec ayant accueilli près de 500 000 immigrants dans l'intervalle

- Le resserrement des politiques d'immigration a toutefois contribué à un recul, alors que plus de 50 000 résidents non permanents ont quitté le Québec.

Composantes de la croissance démographique

Ensemble du Québec, 2014-2025, en nombre

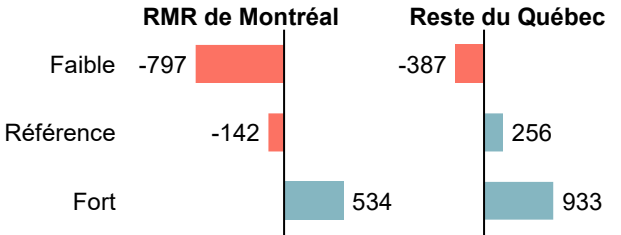


Le maintien des politiques d'immigration actuelles pourrait mener à un déclin démographique du Grand Montréal

Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population du Grand Montréal devrait décroître ces prochaines années, dans un contexte où les besoins de main-d'œuvre demeureront importants.

Variation de la population selon le scénario de l'ISQ

RMR de Montréal et reste du Québec, écart entre 2025 et 2051, en milliers de personnes



L'immigration recule dans le Grand Montréal sous l'effet des restrictions, mais la capacité d'accueil demeure sous tension

Un cadre d'analyse pour définir la capacité d'accueil du Grand Montréal

Aux fins du présent rapport, la capacité d'accueil est définie comme l'aptitude d'un territoire à répondre aux besoins fondamentaux des personnes, à favoriser leur intégration, et à soutenir la croissance démographique.

Le cadre d'analyse adopté par Aviseo distingue :

- **Besoins essentiels** : ce dont une personne a besoin pour vivre sur le territoire
- **Facteurs d'intégration** : ce qui permet à une personne de participer à la vie économique

Pour chaque thématique, des indicateurs clés ont été analysés selon leur évolution récente, la situation du Grand Montréal par rapport au reste du Québec et leur évolution prévisible. Ces constats ont été consolidés pour établir une appréciation globale par thème.

Cette étude propose un premier cadre d'analyse visant à objectiver la capacité d'accueil à partir d'indicateurs factuels. Celle-ci peut toutefois varier selon les profils d'immigration et les régions, ainsi qu'au sein d'une même région, et demeure évolutive : elle peut se renforcer ou se fragiliser en fonction des politiques publiques et des choix collectifs d'investissements.

L'exercice demeure nécessairement imparfait et tributaire des données disponibles, mais il permet de dégager une appréciation d'ensemble de la situation et de jeter les bases d'analyses plus approfondies.

Thématique	Capacité d'accueil	Principaux constats et positionnement du Grand Montréal
Besoins essentiels		
Habitation		– Capacité de développement limitée par le vieillissement des infrastructures d'eau – Enjeu de disponibilité qui concerne essentiellement les logements abordables – Leviers déjà actionnés pour accroître l'offre abordable et optimiser le parc existant
Santé		– Manque critique de personnel et capacité hospitalière sous tension – Aucune garantie d'accès rapide à un médecin de famille – Projets d'investissements pouvant permettre d'augmenter la capacité
Facteurs d'intégration		
Services de garde		– Meilleure couverture des besoins en services de garde dans le Grand Montréal par rapport au reste du Québec – Listes d'attente toujours présentes, mais moins qu'ailleurs au Québec
Éducation		– Difficultés persistantes de recrutement et de rétention du personnel enseignant – Manque de capacité dans les écoles pour accueillir de nouveaux élèves – Investissements prévus concentrés dans le Grand Montréal
Francisation		– Allègement des listes d'attente avec le recul de l'immigration temporaire – Diminution de l'offre de cours en réaction à la demande plus faible pouvant mener à des pressions supplémentaires en cas de hausse de l'immigration – Perte de vitalité du français dans le Grand Montréal selon certains indicateurs, bien que des analyses plus poussées doivent être réalisées
Transport		– Déficit d'investissement augmentant les pressions sur les actifs vieillissants – Signes de saturation croissants lors des déplacements en transport collectif, accentués par le manque de main-d'œuvre, et lors des déplacements en auto

● Très favorable ● Favorable ● Sous tension ● Défavorable ● Très défavorable



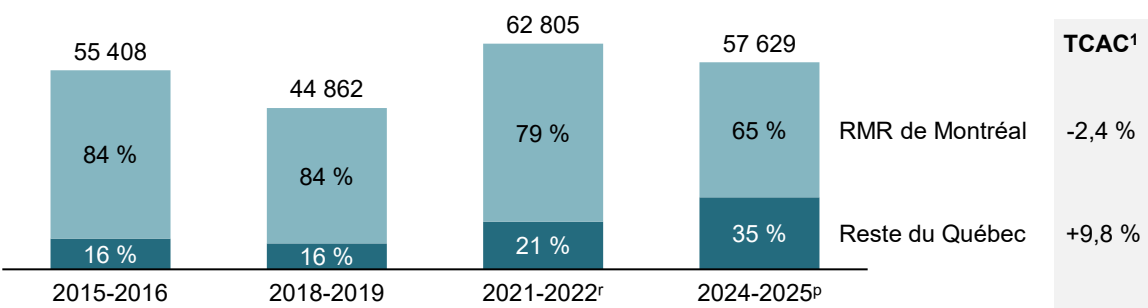
Le vieillissement transformera les pressions sur la capacité d'accueil d'ici 2051, sans les alléger globalement.

Dans un contexte de recul de l'immigration, trois scénarios ont été modélisés pour explorer les effets d'une hausse de seuils

Le nombre d'immigrants recule dans le Grand Montréal devant les efforts de régionalisation des dernières années

Nouveaux immigrants permanents

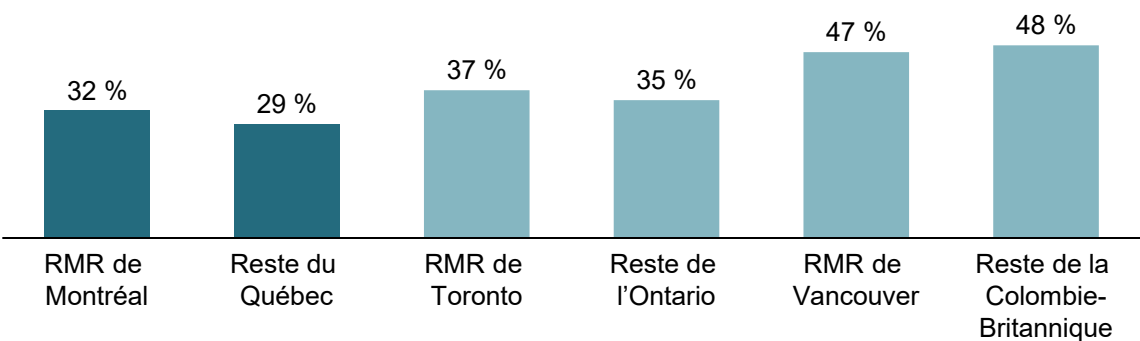
Ensemble du Québec, 2015-2025, en nombre et en pourcentage



Le Québec tire peu parti de son bassin de résidents temporaires pour alimenter l'immigration permanente

Proportion d'immigrants permanents admis entre 2016 et 2021 avec un statut temporaire préalable

Québec, Ontario et Colombie-Britannique, 2021, en pourcentage



(1) TCAC : Taux de croissance annuel composé

Sources : Statistique Canada, 2021; MIFI, 2026; OQLF, 2024; Analyses Aviséo Conseil, 2026.

Aviséo a estimé les impacts économiques de trois scénarios d'immigration permanente à l'aide de son modèle d'équilibre général calculable (EGC), en les comparant au scénario de statu quo

- Pour des raisons méthodologiques, la modélisation porte uniquement sur l'immigration économique permanente
- L'intégration de l'immigration non économique aurait complexifié l'exercice, puisque ses volumes sont plus difficiles à prévoir et ses profils plus hétérogènes
- L'objectif est ainsi de fournir un ordre de grandeur comparatif des impacts économiques selon les seuils retenus.

Scénarios de politiques d'immigration permanente

		Scénario Statu quo	1 Hausse légère	2 Hausse modérée	3 Hausse considérable
Seuils annuels	Économiques	28 800	33 800	43 800	53 800
	Non-économiques*	16 200	13 500	17 200	21 500
	Permanents	45 000	47 300	61 000	75 300
Totaux modélisés	(Économiques — statu quo)	S.O.	5 000	15 000	25 000

*Dans le scénario de statu quo, le gouvernement du Québec estime, pour la période 2026-2029, l'immigration non économique à 16 200 immigrants par année, soit un ratio de 0,56 immigrant non économique par immigrant économique. En 2024, au Québec, ce ratio a toutefois diminué à 0,44. Dans une perspective de limiter l'immigration non économique, un ratio de 0,4 par immigrant économique a été appliqué aux trois différents scénarios élaborés.

Une immigration mieux ciblée peut soutenir la prospérité du Québec tout en limitant les pressions sur la capacité d'accueil

Des trois scénarios modélisés, le scénario 2 pourrait permettre de répondre aux besoins de main-d'œuvre tout en limitant la pression sur la capacité d'accueil

	1 Hausse légère	2 Hausse modérée	3 Hausse considérable
Niveau d'admission	– Seuil total de 47 300 permanents – 33 800 immigrants économiques – 13 500 non économiques – 375 000 immigrants temporaires¹	– Seuil total de 61 000 permanents – 43 800 immigrants économiques – 17 200 non économiques – 375 000 immigrants temporaires	– Seuil total de 75 300 permanents – 53 800 immigrants économiques – 21 500 non économiques – 375 000 immigrants temporaires
Impact sur la démographie	Faible baisse (-2 % d'ici 2040)	Faible hausse (+2 % d'ici 2040)	Hausse modérée (+5 % d'ici 2040)
Réponse aux besoins de main-d'œuvre	● ● ●	● ● ●	● ● ●
Impact sur la capacité d'accueil	● ● ●	● ● ●	● ● ●
Retombées économiques à terme	– PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme – Recettes fiscales : Impact quasi nul	– PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme – Recettes fiscales : Impact neutre ou faiblement positif	– PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme – Recettes fiscales : Impact neutre ou faiblement positif

(1) Note méthodologique sur l'immigration temporaire

Dans les trois scénarios, Aviseo retient les mêmes hypothèses d'immigration temporaire que le scénario de référence de l'ISQ, lui-même fondé sur les orientations du gouvernement du Québec en la matière.

Il est toutefois difficile de savoir combien d'immigrants temporaires comptent le Québec à l'heure actuelle et l'effort qu'il reste à faire pour atteindre la cible de 375 000.

La donnée comparable la plus récente du gouvernement du Québec date de 2024 et s'établit à 500 180, soit avant la baisse engendrée par les mesures restrictives des derniers mois.

Il existe d'ailleurs des écarts importants entre les trois principales sources de données sur l'immigration temporaire au Québec (IRCC, MIFI et Statistique Canada).

Pour éclairer les politiques publiques visant à mieux planifier l'immigration, les différents organismes gagneraient à se concerter pour harmoniser leur méthodologie et s'entendre sur une définition commune.

Les analyses détaillées sur les données disponibles en matière d'immigration temporaire sont présentées à partir de la page 50.

Une hausse modérée des permanents combinée aux cibles des temporaires actuelles permettrait d'éviter le déclin démographique

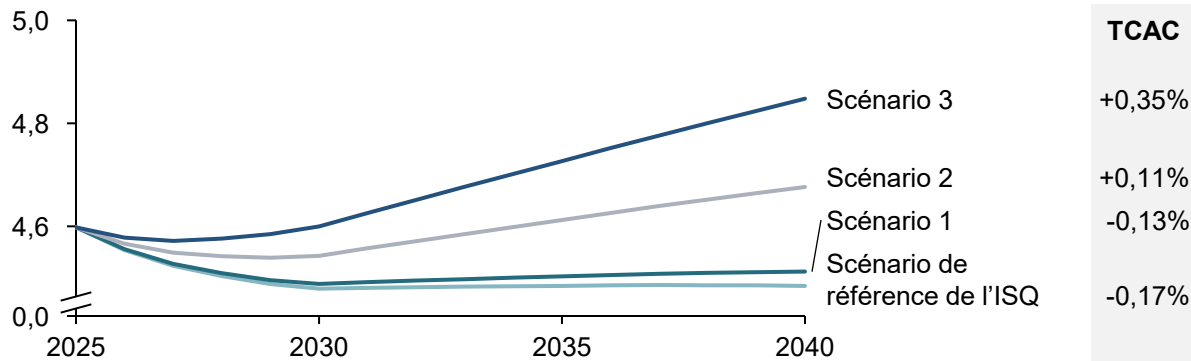
À titre illustratif, l'intégration des différents scénarios aux projections de l'ISQ suggère que les scénarios 2 et 3 seraient les plus susceptibles de soutenir la croissance démographique du Grand Montréal.

En supposant que 80 % des nouveaux immigrants permanents du Québec s'établissent dans le Grand Montréal, soit la moyenne des dix dernières années, une hausse modérée de l'immigration permanente apparaît nécessaire pour soutenir la croissance du Grand Montréal

- À l'inverse, le scénario de hausse légère (scénario 1) ne suffirait pas à éviter le déclin démographique, tandis qu'une hausse considérable (scénario 3) exercerait des pressions nettement plus fortes sur la capacité d'accueil de la région.
- Une régionalisation plus forte atténuerait la croissance démographique, sans nécessairement entraîner un déclin, comme le montre le graphique de droite
 - Quelle que soit l'hypothèse de régionalisation retenue, un exercice plus complet devra toutefois être mené dans le cadre de l'élaboration d'un plan démographique métropolitain, en tenant compte de l'ensemble des facteurs qui influencent la croissance de la population (fécondité, émigration, migration interprovinciale, etc.).

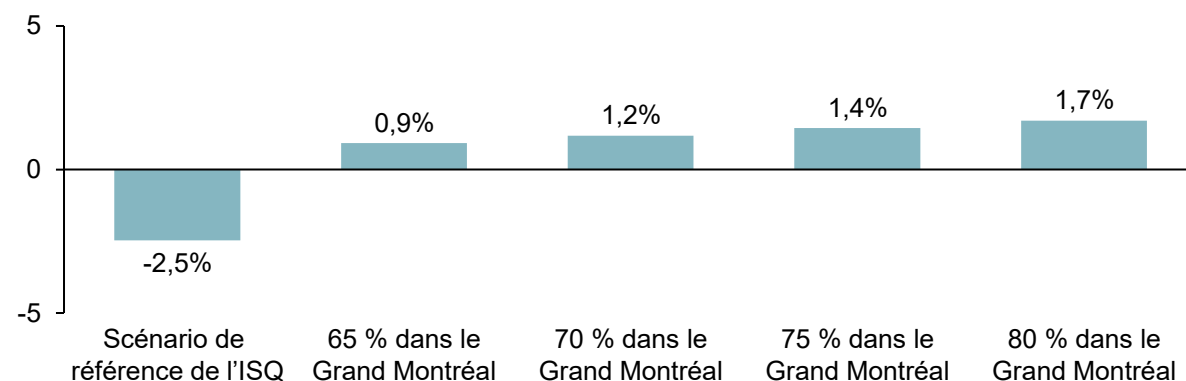
Illustration de l'impact des différents scénarios sur la trajectoire démographique de la RMR de Montréal^{1, 2, 3}

RMR de Montréal, 2025-2040, scénarios de 2026; en millions de personnes; hypothèse : 80 % des immigrants additionnels vont s'installer dans le Grand Montréal



Croissance démographique totale de la RMR de Montréal d'ici 2040 selon l'hypothèse de régionalisation de l'immigration permanente^{1, 2, 3}

RMR de Montréal, variation 2025-2040, scénarios de 2026 et scénario 2; en pourcentage



(1) Les estimations servent uniquement à illustrer l'effet général des différents scénarios sur la population de la RMR de Montréal. Contrairement aux projections de l'ISQ, elles ne tiennent pas compte de facteurs démographiques tels que la fécondité, l'émigration et la migration interprovinciale. (2) Les estimations reposent sur l'écart entre la cible actuelle de 45 000 immigrants permanents du gouvernement du Québec et le nombre total de résidents permanents projetés dans chaque scénario. (3) La méthodologie détaillée des estimations de l'ISQ, notamment en ce qui concerne la régionalisation des immigrations permanente et temporaire, est disponible en annexe à la page 119.

Sources : ISQ, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Treize recommandations pour assurer une meilleure planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal

1. Planification et vision stratégique

Assurer la mise en place de politiques et de seuils d'immigration **qui renverseront le déclin démographique prévu de la région métropolitaine de Montréal, en s'appuyant sur le scénario 2 comme base de réflexion**

Tenir des États généraux sur l'avenir démographique du Québec regroupant la société civile afin d'établir une vision concertée, une stratégie nationale et un plan d'action spécifique pour renverser le déclin démographique du Grand Montréal

Adopter une vision à long terme dans l'élaboration des politiques d'immigration

Standardiser les concepts et méthodes utilisées pour mesurer l'immigration temporaire afin de mieux réconcilier les données, suivre l'évolution réelle des volumes et établir une planification fondée sur un diagnostic commun

2. Profils prioritaires

Prioriser l'immigration économique, qualifiée et francophone, et l'arrimer aux besoins du marché du travail

Veiller à ce que la diminution du nombre d'immigrants temporaires soit moins rapide et moins dirigée vers les étudiants étrangers, pour éviter de fragiliser davantage le leadership mondial de Montréal en tant que pôle de haut savoir

3. Capacité d'accueil

Mettre en place un cadre d'analyse québécois indépendant de la capacité d'accueil (définition commune, indicateurs, outils de mesure, etc.), afin d'en mesurer l'évolution selon les régions et les profils d'immigration

Accorder la priorité aux travailleurs immigrants qui contribueront à alléger la capacité d'accueil (ex. : construction, santé et services sociaux, éducation et services de garde) **ainsi qu'à ceux qui sont essentiels aux secteurs stratégiques de l'économie** (ex. : agriculture, minéraux critiques)

Mettre en place un chantier prioritaire pour simplifier les processus et accélérer la reconnaissance des compétences des travailleurs dans les secteurs prioritaires

Évaluer et, au besoin, rééquilibrer le partage des revenus et des coûts liés à l'accueil et l'intégration des immigrants entre les différents ordres de gouvernement

4. Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

Augmenter la proportion d'immigrants permanents issue du bassin de résidents temporaires

Maintenir le PEQ et en faire un vecteur prioritaire de l'immigration permanente, afin de favoriser la rétention de personnes déjà établies au Québec et de soutenir une immigration davantage francophone et mieux intégrée

Mener un exercice de révision des critères d'admissibilité du PEQ afin d'optimiser l'arrimage avec les besoins du marché du travail et pour que le volume de résidents permanents admis à travers ce programme puisse être compatible avec la capacité d'accueil

Table des matières

	<i>page</i>
Introduction	11
Besoins de main-d'œuvre	21
<i>Résultats du sondage aux entreprises</i>	21
<i>Tendances démographiques et du marché du travail</i>	31
Portrait de l'immigration	46
Capacité d'accueil	69
Scénarios et retombées économiques	91
Recommandations et conclusion	109
Annexes	116



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



Une étude pour alimenter la réflexion sur la planification de l'immigration dans le Grand Montréal

Un regroupement de chambres de commerce actives sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a confié le mandat à Aviseo Conseil de réaliser une étude destinée à éclairer la réflexion sur la planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal.

Dans un contexte marqué à la fois par des besoins de main-d'œuvre persistants et des pressions sur la capacité d'accueil, la démarche met en relation les besoins économiques, le rôle de l'immigration pour y répondre et la capacité du territoire à accueillir une population additionnelle. Elle évalue également les effets de différents scénarios d'immigration afin de dégager des pistes de réflexion et des recommandations stratégiques pour la suite.

Cette étude répond aux quatre objectifs suivants :

- 1 Brosser un portrait des tendances démographiques, du marché du travail et de l'immigration permanente et temporaire
- 2 Documenter l'état de situation d'une série de facteurs associés à la capacité d'accueil du Grand Montréal
- 3 Quantifier les effets de différents scénarios d'immigration sur l'économie du Québec
- 4 Élaborer des recommandations stratégiques sur la planification optimale de l'immigration



Cette étude s'inscrit dans un contexte de changement de cap important en matière d'immigration dans les dernières années. Après plusieurs années d'assouplissements qui ont favorisé une forte croissance du nombre d'immigrants, les gouvernements du Québec et du Canada ont adopté un resserrement de leurs politiques.

Définitions

Dans l'ensemble, les références à l'immigration comprennent l'immigration permanente et temporaire.

- **L'immigration permanente** réfère à une personne admise au Canada comme résidente permanente. Cela comprend l'immigration économique et l'immigration non économique (incluant le regroupement familial, ainsi que les personnes réfugiées).
- **L'immigration temporaire** réfère à une personne présente au Québec pour une durée limitée en vertu d'un permis ou d'une autorisation temporaire. Cette catégorie comprend les travailleurs étrangers temporaires, les étudiants internationaux et les demandeurs d'asile.

Dans la présente étude, le portrait de l'immigration présente des données sur toutes les catégories d'immigration. Les modélisations de retombées économiques incluent toutefois uniquement l'immigration économique permanente, puisqu'elle est la principale source de l'offre de travail immigrante.

Le terme Grand Montréal réfère au territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et ses 82 municipalités, mais en raison des données disponibles, le Grand Montréal est le plus souvent défini comme la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, correspondant à l'agglomération urbaine formée de 91 municipalités.

- Pour des raisons de disponibilité des données, le Grand Montréal est parfois défini comme la **combinaison des cinq régions administratives** qui le composent, soit Montréal, Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie.



Un système d'immigration articulé autour de deux grands statuts, soit temporaire et permanent

Immigrants temporaires

Les personnes ayant ce statut sont présentes au Québec pour une période temporaire. On y retrouve :

- **Travailleurs étrangers temporaires**¹, embauchés par des entreprises québécoises
- **Étudiants étrangers**, inscrits dans des établissements d'enseignement québécois
- **Demandeurs d'asile**, qui sollicitent une protection internationale en attendant la décision sur leur demande.

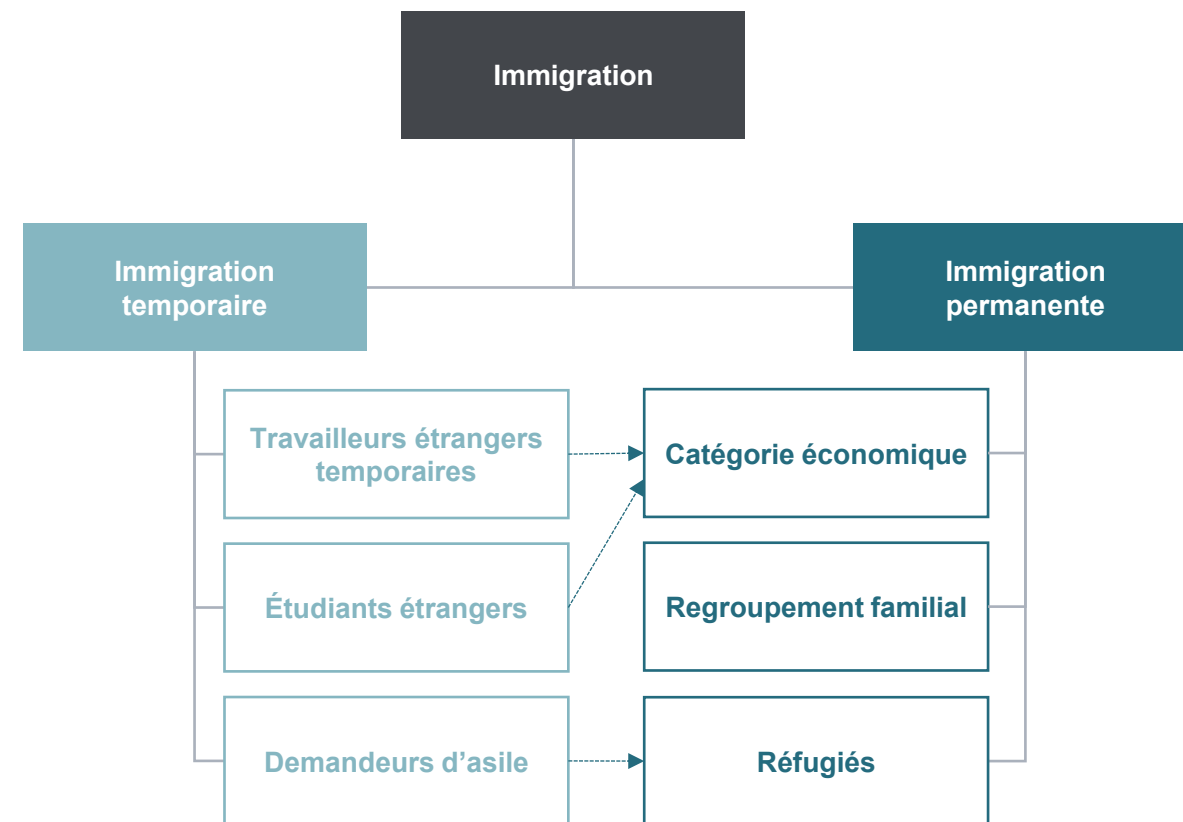
Immigrants permanents

Les personnes ayant ce statut ont obtenu le droit de s'établir de façon durable au Québec, incluant :

- **Catégorie économique** : travailleurs qualifiés, diplômés, ou entrepreneurs sélectionnés pour leurs compétences ou leur contribution à l'économie
- **Regroupement familial** : personnes parrainées par un membre de leur famille déjà résident permanent ou citoyen canadien
- **Réfugiés** : personnes reconnues comme ayant besoin de protection, souvent après avoir obtenu l'asile.

Structure simplifiée de l'immigration au Québec

À titre illustratif



-----> : Possibilité de passer d'une catégorie à l'autre

(1) Le Québec accueille des travailleurs temporaires à travers deux programmes : le Programme de mobilité internationale (PMI) et le Programme de travailleurs étrangers temporaires (PTET).

Sources : Gouvernement du Québec, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Le Québec contribue à la sélection des immigrants temporaires et permanents via quatre programmes

Le Québec contrôle partiellement l'admission des immigrants sur son territoire, plus précisément le volume d'immigrants économiques, ainsi qu'une portion des travailleurs étrangers temporaires et des étudiants étrangers. Sa responsabilité repose principalement sur l'étude des dossiers pour assurer l'admissibilité, ainsi que la mise en place de seuil et de quotas.

Immigration temporaire		Immigration permanente	
 Programmes des travailleurs étrangers temporaires (PTET)	 Programmes des étudiants étrangers (PEE)	 Programme de l'expérience québécoise (PEQ)	 Programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ)
– Programme d'embauche de travailleurs temporaires détenant un contrat de travail au Québec – Admissibilité dépendante de la profession exercée – Admissibilité limitée dans les régions dont le taux de chômage dépasse 6,0 %, ainsi qu'à Montréal et Laval temporairement	– Programme de sélection temporaire pour études – Quotas jusqu'en 2027 pour les établissements d'enseignement, les centres de formation et les commissions scolaires – Émission d'un permis d'étude par le fédéral, à la suite de l'obtention du certificat d'acceptation du Québec	– Programme accéléré pour obtenir la résidence permanente – Adressé aux travailleurs étrangers temporaires et aux diplômés du Québec – Programme introduit en 2010, mais suspendu en 2024 jusqu'à son retour temporaire à l'été 2026	– Anciennement le programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) – Programme pour accueillir des travailleurs qualifiés dans les secteurs admissibles – Système de pointage permettant de privilégier certaines professions, niveaux de qualification et autres caractéristiques lors de la sélection
Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec ●●●	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec ●●●	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec ●●●	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec ●●●

Légende : ●●●●● Aucun pouvoir décisionnel ●●●●● Pouvoir limité ●●●●● Pouvoir exercé conjointement avec le fédéral ●●●●● Contrôle largement exercé par le gouvernement du Québec

D'autres programmes gérés par le fédéral alimentent l'immigration au Québec, réduisant son contrôle sur les admissions

Le pouvoir décisionnel du Québec à l'égard des volumes admis dans les programmes fédéraux demeure limité. Les politiques québécoises doivent néanmoins tenir compte de ces flux migratoires lors de l'établissement des seuils des programmes relevant de sa compétence, dans le respect de la capacité d'accueil du territoire et des objectifs d'immigration du gouvernement du Canada.

Immigration temporaire		Immigration permanente	
 Programme de mobilité internationale (PMI)	 Demandeurs d'asile	 Réfugiés	 Réunification familiale
– Permet l'embauche de travailleurs étrangers temporaires sans demande d'évaluation des impacts sur le marché du travail (EIMT) – Admissibilité limitée à certaines professions et employeurs éligibles – Dispense du permis de travail pour les chercheurs, les étudiants à temps plein et les artistes	– Demandes traitées par le Gouvernement du Canada – Offre de services publics (hébergement, éducation, cours de français, etc.) sous la responsabilité du Québec – Peut mener à l'immigration permanente sous l'admission de réfugiés	– Responsabilité partagée entre les deux paliers de gouvernement – Admissibilité et critères de contrôle de santé, sécurité et criminalité déterminés par le fédéral – Examen des demandes et offre de services d'installation et d'intégration par le Québec	– Réception et traitement des demandes par le fédéral – Demande d'engagement ensuite émise auprès du Québec – Au besoin, exigence de divers critères d'admissibilité et de requis en matière de revenu par le Québec
Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec 	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec 	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec 	Pouvoir décisionnel du Gouvernement du Québec 

Légende : ●●● Aucun pouvoir décisionnel ●●● Pouvoir limité ●●● Pouvoir exercé conjointement avec le fédéral ●●● Contrôle largement exercé par le gouvernement du Québec

Les dernières années ont été particulièrement chargées en matière de changements aux politiques d'immigration

Depuis quelques années, les modifications aux politiques d'immigration se succèdent à une fréquence difficile à assimiler pour les entreprises

- En novembre 2025, le CPQ recensait déjà une vingtaine de changements réglementaires dans les quinze mois précédents
- Depuis, plusieurs changements ont encore été apportés aux politiques d'immigration, suscitant de la confusion parmi les entreprises.

Les mesures d'immigration se doivent de refléter le besoin et la capacité future, autant que le portrait actuel

- L'intégration de nouveaux immigrants est un processus qui requiert du temps, notamment en raison des nombreuses formalités et démarches préalables à leur établissement.

Quelques changements aux politiques survenus depuis 2025

3 mars 2025	Élargissement du moratoire aux emplois à bas salaire pour l'île de Montréal à Laval
2 juillet 2025	Annnonce des critères pour le PSTQ
17 novembre 2025	Fermeture du PEQ
19 novembre 2025	Les entreprises de 25 employés et plus devront être conformes au processus de francisation
21 novembre 2025	Ottawa prolonge jusqu'en 2027 la suspension des parrainages privés de réfugiés
4 décembre 2025	Retrait d'une aide au logement aux demandeurs d'asile
20 décembre 2025	Retrait d'une aide aux enfants demandeurs d'asile handicapés
22 décembre 2025	Ottawa plafonne les demandes de visas étudiants autour de 310 000
29 décembre 2025	Hausse du montant détenu dans les comptes pour les étudiants étrangers dès le 1 ^{er} janvier 2026
13 mars 2026	Ottawa donne un an de plus aux travailleurs en permis fermé qui désirent rester au Québec
10 juin 2026	Annnonce de la réouverture du PEQ à partir du 2 juillet 2026
16 juin 2026	Ottawa suspend des citoyennetés obtenues par filiation
19 juin 2026	Réouverture des demandes de regroupement familial
17 juillet 2026	Hausse du seuil salarial de 34,62 \$/h à 36,00 \$/h pour le PTET



Les entreprises ont besoin d'une certaine prévisibilité des critères et des seuils d'admission afin de prévoir leurs embauches et d'assurer la rétention du personnel

- Un sondage de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) révélait qu'en 2025, 51 % des entreprises sondées ont dû ajuster leurs stratégies de recrutement en réaction aux modifications réglementaires soudaines
- Le sondage aux entreprises mené par Aviseo dans le cadre de ce mandat confirme que l'incertitude liée aux politiques d'immigration constitue le principal obstacle à l'embauche de travailleurs immigrants
- D'ailleurs, 44 % des entreprises sondées rapportent avoir perdu des ressources clés à la suite de la suspension temporaire du PEQ.

La politique d'immigration 2026-2029 traduit un virage vers un ralentissement de l'immigration au Québec

Estimant avoir atteint sa capacité d'accueil soutenable, le gouvernement du Québec a orienté sa politique d'immigration 2026-2029 vers un ralentissement des admissions des résidents permanents et temporaires en agissant principalement sur les programmes relevant de sa compétence.

L'augmentation rapide du nombre de résidents temporaires au cours de la dernière décennie a notamment intensifié les pressions sur le système de santé, le réseau scolaire et le marché de l'habitation.

À la suite de consultations publiques, le gouvernement du Québec a dévoilé sa politique d'immigration 2026-2029, fixant **l'admission de résidents permanents à environ 45 000 par année.**

Cette nouvelle politique privilégie **la transition vers la résidence permanente des personnes déjà présentes au Québec, notamment en région, tout en maintenant une forte proportion d'immigration économique**

- Favoriser l'admission de personnes immigrantes francophones demeure également **une priorité gouvernementale.**

Grandes orientations de la Politique d'immigration 2026-2029

1

Réduire le nombre de résidents temporaires — travailleurs et étudiants — au Québec de 13 % par rapport à 2024¹, en resserrant les programmes qu'il contrôle tout en préservant les admissions étudiantes et les besoins des régions

2

Diminuer les seuils annuels de résidents permanents avec une nouvelle cible d'environ 45 000 personnes immigrantes admises par année

3

Favoriser la connaissance du français en ayant plus de 77 % de connaissance du français chez les résidents permanents et favoriser son apprentissage pour les résidents temporaires

4

Privilégier l'immigration permanente des personnes déjà établies au Québec avec une cible de 65 % ou plus des admissions d'ici 2029

5

Maintenir une part importante d'immigration économique dans l'immigration permanente de 64 % afin de répondre aux enjeux de main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques priorités de l'économie québécoise

6

Prioriser l'immigration permanente des personnes réfugiées ou dans des situations semblables résidant déjà au Québec

(1) En absolu, le gouvernement du Québec vise à limiter à 65 000 le nombre de titulaires de permis dans le PTET et à 110 000 le nombre de titulaires de permis dans le Programme des étudiants étrangers.

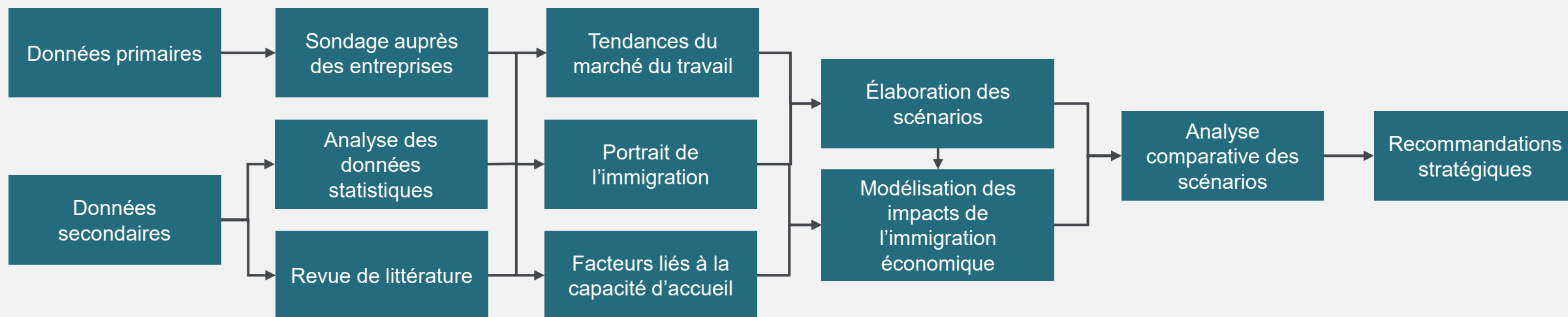
Aviseo a adopté une méthodologie rigoureuse s'appuyant à la fois sur les données probantes et sur une démarche consultative

L'approche spécifique adoptée par Aviseo pour soutenir le regroupement de chambres de commerce dans cette démarche prévoyait notamment :

- Une présentation des tendances démographiques et du marché du travail, afin de mieux comprendre l'évolution des besoins de main-d'œuvre
- Une synthèse du sondage auprès d'entreprises du Grand Montréal embauchant des travailleurs immigrants
- Un portrait détaillé de l'immigration dans le Grand Montréal, à l'aide des résultats du sondage et de l'analyse de données statistiques
- La documentation des facteurs susceptibles d'affecter la capacité d'accueil du Grand Montréal en matière d'immigration
- La modélisation des impacts de l'immigration économique à partir de différents scénarios d'analyse
- L'élaboration de recommandations stratégiques fondées notamment sur la modélisation des impacts économiques et la documentation de la capacité d'accueil.

Démarche adoptée dans le cadre du mandat

Aviseo Conseil, 2026



(1) Le sondage, qui compte 470 répondants, a été mené auprès d'entreprises du Grand Montréal.

Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Un rapport divisé en cinq grandes sections complémentaires

1

Besoins de main-d'œuvre

Cette section présente les résultats du sondage réalisé auprès des entreprises du Grand Montréal, ainsi qu'un aperçu des principales tendances démographiques et du marché du travail. Cette section met en exergue le fait que la disponibilité de main-d'œuvre constitue le principal enjeu économique du Grand Montréal.

2

Portrait de l'immigration

Cette section comprend un portrait de l'immigration temporaire et permanente à l'échelle du Grand Montréal. Elle aborde notamment la répartition sectorielle, la provenance, ainsi que les connaissances linguistiques.

3

Capacité d'accueil

Cette section aborde les différents indicateurs utilisés pour évaluer la capacité d'accueil du Grand Montréal, notamment en ce qui concerne le logement et l'offre de services publics.

4

Scénarios et retombées économiques

Cette section présente les retombées économiques de la présence des immigrants économiques au Québec selon divers scénarios. Les retombées y sont notamment chiffrées en termes d'impacts sur le PIB et de revenus fiscaux pour les gouvernements.

5

Recommandations et conclusion

Enfin, le rapport se conclut par des recommandations sur les politiques à privilégier en matière d'immigration.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Résultats du sondage aux entreprises

Tendances démographiques et du marché du travail

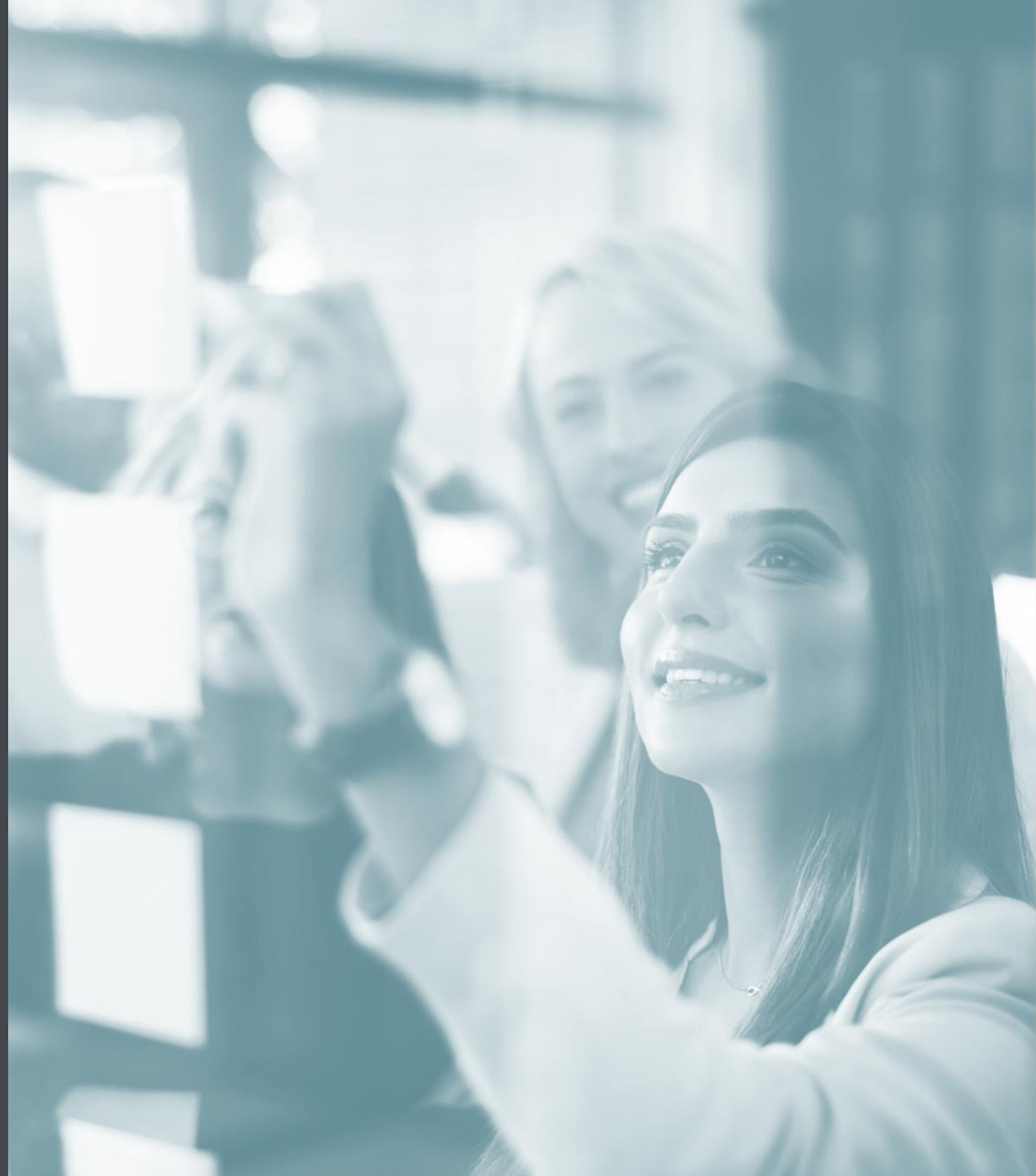
Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



Un sondage auprès des entreprises du Grand Montréal sur leurs besoins actuels et futurs de main-d’œuvre immigrante

Méthodologie du sondage

Aviseo Conseil a mené un sondage auprès d’entreprises du Grand Montréal

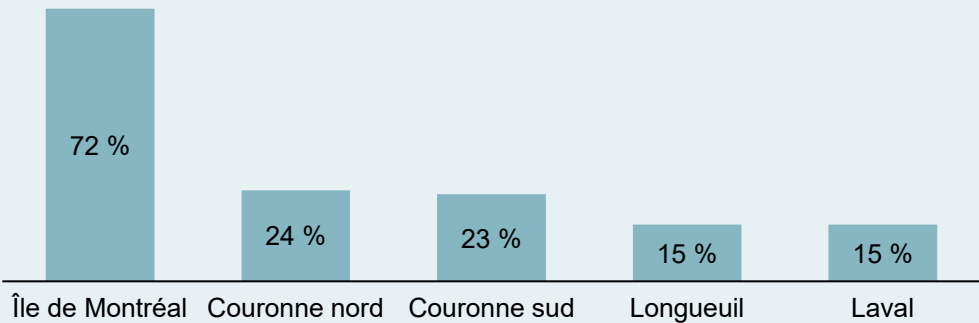
Le sondage, qui s’est déroulé du 9 au 24 juillet 2026, compte 470 répondants, dont 235 ayant complété l’ensemble des questions.

Les entreprises sondées ont déclaré des activités dans toutes les régions du Grand Montréal

- 72 % des entreprises sont actives sur l’Île de Montréal, suivi de 24 % et 23 % dans les couronnes nord et sud
- Enfin, 15 % des entreprises ont des activités à Longueuil ou Laval.

Régions du Grand Montréal où sont situées les activités ¹

Sondage aux entreprises du Grand Montréal, 2026; en pourcentage (n = 230)



(1) Le total est supérieur à 100 %, puisque les répondants pouvaient déclarer des activités dans plusieurs régions. Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Profil des répondants

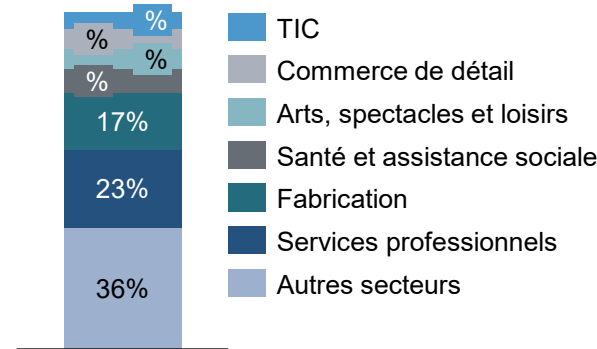
Secteur d’activité

Près du quart des entreprises sondées œuvrent dans les services professionnels, scientifiques et techniques, suivi de la fabrication (17 %)

- Les autres principaux secteurs représentés comprennent la santé et l’assistance sociale, les arts, les spectacles et les loisirs, le commerce de détail et les TIC².

Secteur d’activité

En % des répondants (n = 230)



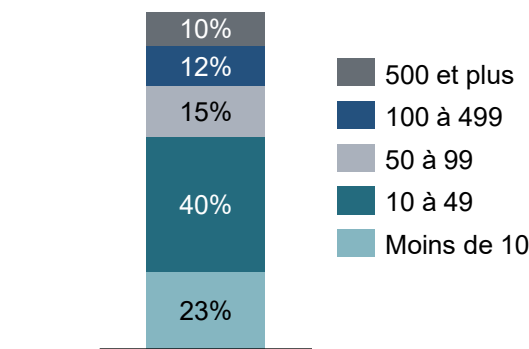
Nombre d’employés

L’échantillon compte des entreprises de toutes les tailles, mais elles sont particulièrement nombreuses à compter entre 10 et 49 employés (40 %)

- En outre, près du quart des entreprises sondées comptent moins de dix emplois.

Nombre d’employés

En % des répondants (n = 230)



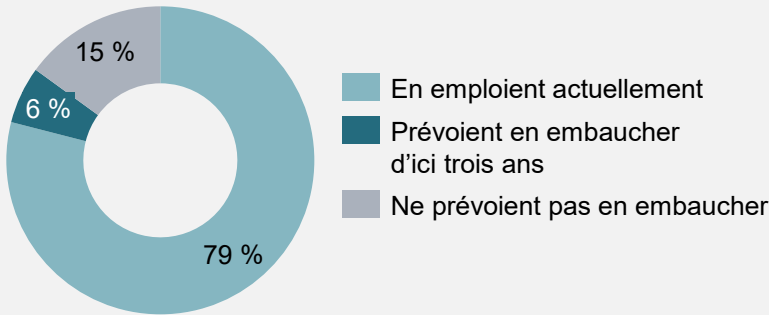
Près de 80 % des entreprises sondées emploient déjà des immigrants

En incluant celles qui prévoient en embaucher au cours des trois prochaines années, cette proportion atteint 85 %, témoignant d'un recours actuel ou anticipé très répandu à cette main-d'œuvre

- Le recours aux travailleurs immigrants est moins répandu chez les très petites entreprises (moins de cinq employés), alors qu'il est largement généralisé parmi les entreprises de plus grande taille.

Recours actuel et prévu aux travailleurs immigrants

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 470)



Les entreprises s'appuient principalement sur l'immigration économique

En comparaison des autres catégories d'admission, les immigrants économiques permanents et les travailleurs étrangers temporaires représentent beaucoup plus souvent une part importante des effectifs immigrants, dans des proportions d'ailleurs très similaires

- Les entreprises semblent ainsi mobiliser à la fois l'immigration économique permanente et temporaire pour répondre à leurs besoins de main-d'œuvre.

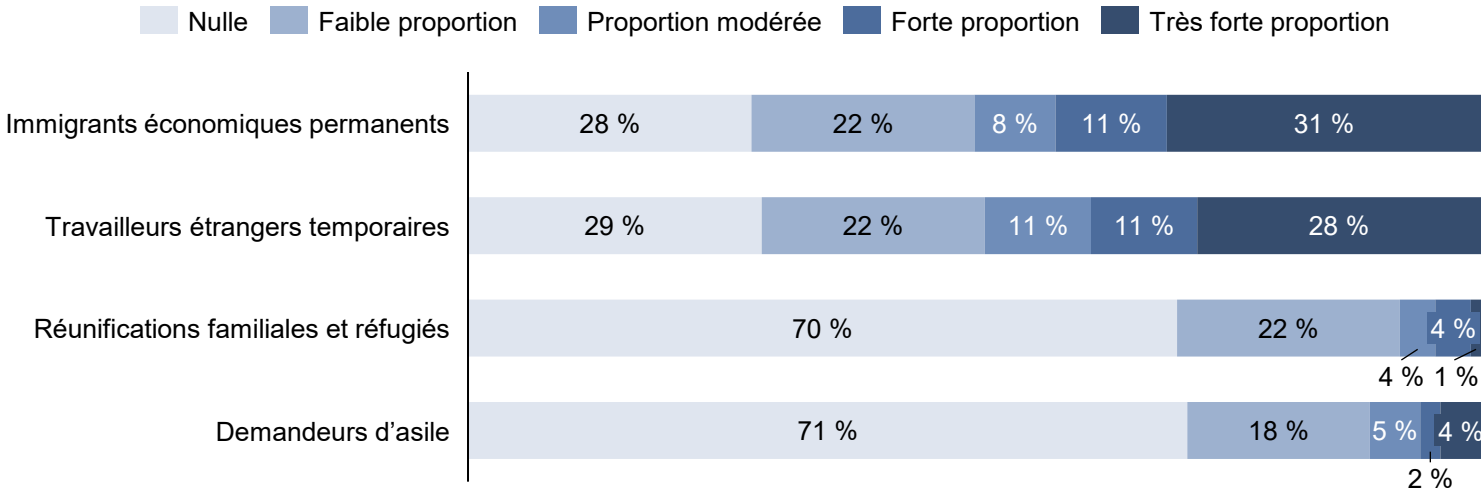
À l'inverse, les réfugiés, les personnes admises au titre du regroupement familial et les demandeurs d'asile occupent une place beaucoup plus limitée dans les effectifs

- Environ 70 % des entreprises déclarent une proportion nulle pour les réfugiés et le regroupement familial, et 71 % pour les demandeurs d'asile

Les besoins exprimés par les entreprises portent donc principalement sur une immigration économique, qu'elle soit temporaire ou permanente.

Proportion des effectifs issus de l'immigration, selon la catégorie d'admission

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 182)



Le recours aux immigrants répond surtout à un manque de main-d’œuvre locale

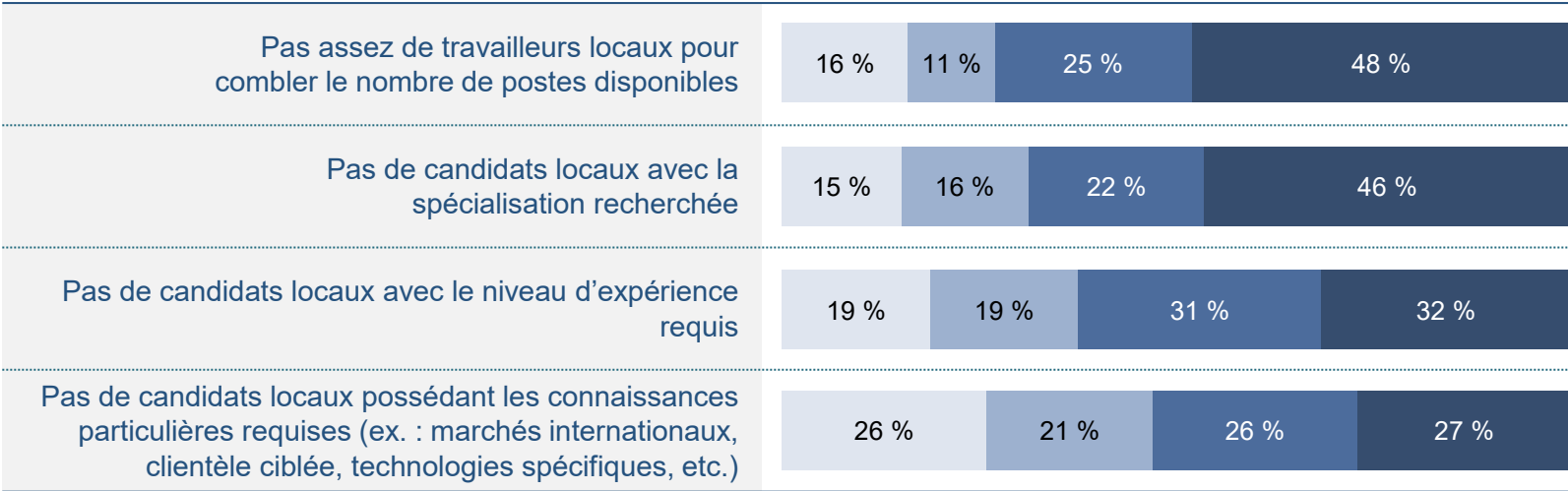
Pour 72 % des entreprises, le fait de ne pas trouver suffisamment de travailleurs locaux pour pourvoir les postes disponibles représente une motivation importante ou très importante d’embaucher des travailleurs immigrants

- Il en va de même pour l’absence de candidats locaux possédant la spécialisation recherchée (68 %), le niveau d’expérience requis (62 %) ou certaines connaissances particulières (53 %)

Le recours à l’immigration répond ainsi autant à un manque de candidats qu’à un décalage entre les profils disponibles localement et les besoins des entreprises.

Raisons d’embaucher des travailleurs immigrants

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 177)



Légende : Aucune importance Peu important Important Très important

Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.

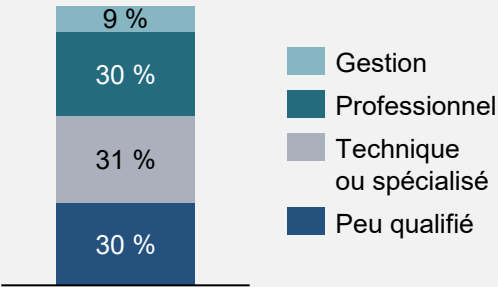
Sept immigrants sur dix occupent un poste qualifié

Parmi les entreprises sondées, en moyenne, 70 % des effectifs immigrants occupent des postes de niveau gestion, professionnel, technique ou spécialisé contre 30 % dans des postes peu qualifiés

- Leur embauche répond donc non seulement à un manque de main-d’œuvre, mais aussi à la recherche de compétences précises, soulignant l’importance d’un bon arrimage entre les profils disponibles et les besoins des entreprises.

Composition des effectifs immigrants selon le poste occupé

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 149)



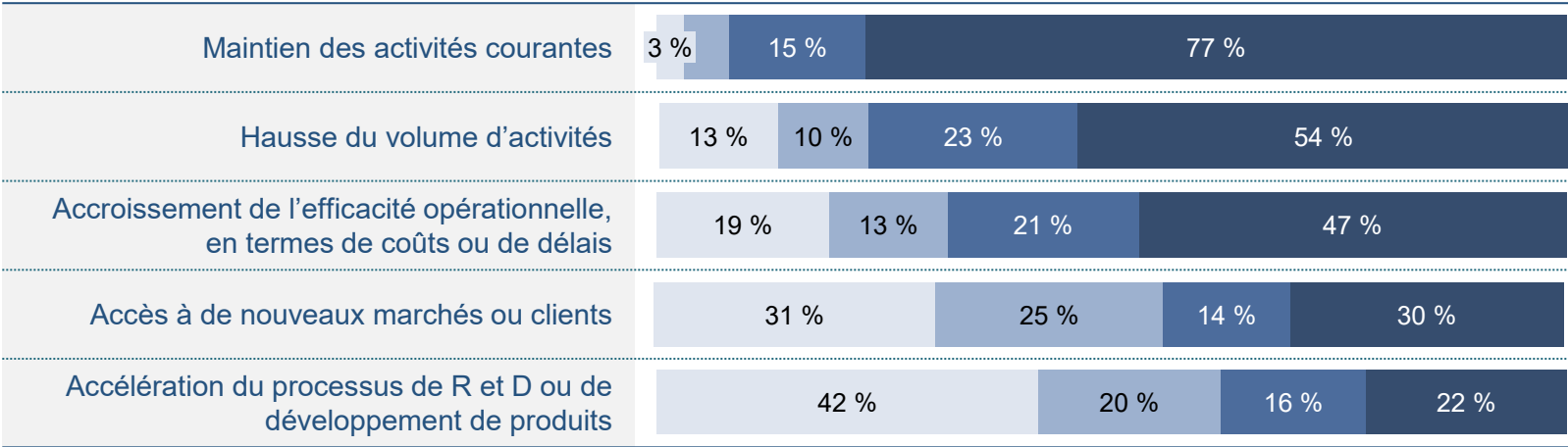
Les travailleurs immigrants contribuent d'abord à assurer la continuité des activités

Pour 77 % des entreprises sondées, les travailleurs immigrants jouent un rôle important dans le maintien des activités courantes, illustrant que les besoins de main-d'œuvre répondent avant tout à des enjeux de continuité des opérations

- Ils constituent également un levier de croissance en permettant d'augmenter le volume d'activités (54 %) et d'améliorer l'efficacité opérationnelle (47 %)
- Leur impact est moins généralisé en matière d'accès à de nouveaux marchés ou clients et d'accélération du processus de R et D ou de développement de produits, mais il demeure important pour certains profils de main-d'œuvre plus spécialisés.

Contribution des travailleurs immigrants à l'organisation

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 163)



Légende : Aucune contribution Faible contribution Contribution modérée Contribution importante

Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.



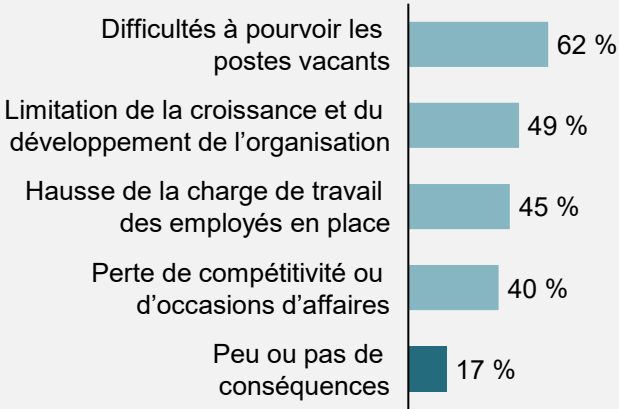
De nombreux impacts négatifs au statu quo

Pour une majorité d'entreprises sondées, les seuils d'immigration actuels ne permettent pas de répondre adéquatement à leurs besoins de main-d'œuvre

- Ainsi, **62 % estiment que le maintien du statu quo entraînerait des difficultés à pourvoir les postes vacants**, tandis que seulement 17 % anticipent peu ou pas de conséquences.

Impacts du statu quo en matière de politiques d'immigration

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 164)



L'incertitude liée aux politiques publiques constitue un irritant majeur pour les entreprises embauchant des immigrants

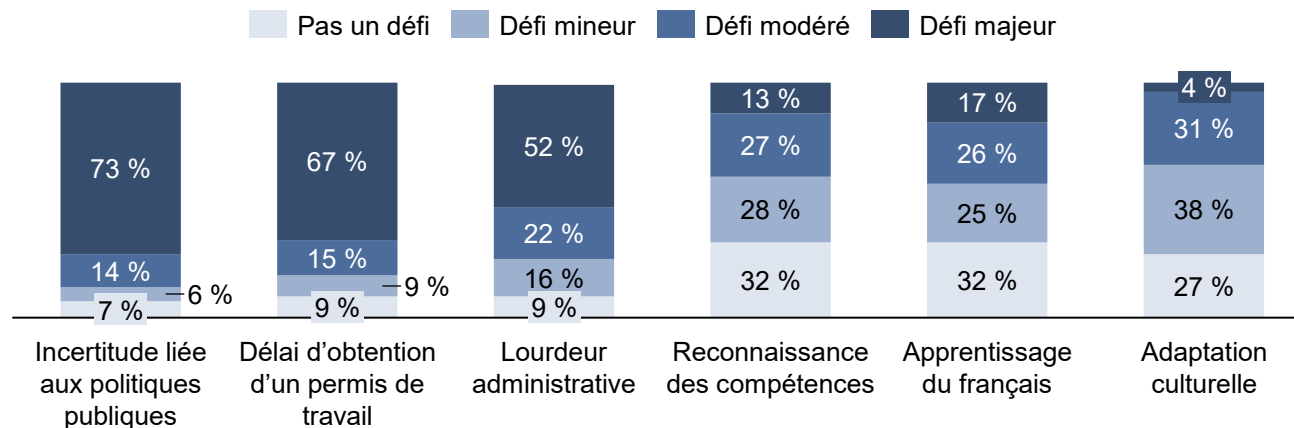
Près des trois quarts des entreprises sondées rapportent que l'incertitude liée aux politiques publiques représente un défi majeur

- En outre, les délais d'obtention des permis de travail et la lourdeur administrative constituent deux autres obstacles majeurs à l'embauche de travailleurs immigrants
 - Au-delà des cas rapportés de pertes d'employés attribuables aux délais administratifs, 44 % des entreprises sondées indiquent également avoir perdu des ressources clés à la suite de la suspension du PEQ.
- En comparaison, les défis liés à l'apprentissage du français, à l'adaptation culturelle ou à la reconnaissance des compétences, bien qu'existants, sont perçus comme moins importants.

Ces résultats suggèrent que les obstacles rencontrés par les employeurs relèvent davantage des démarches réglementaires que de l'intégration au milieu de travail.

Défis liés à l'embauche des travailleurs immigrants

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 181)



Impacts de l'incertitude et des obstacles réglementaires pour les entreprises embauchant des travailleurs immigrants

Extrait d'entretiens avec des entreprises, 2026

«Quand nous avons déjà **investi du temps et de l'argent** pour former cette main-d'œuvre et que nous devons ensuite **les laisser partir faute de pouvoir renouveler leur permis**, c'est une perte importante pour notre entreprise.»

«Ce n'est pas le PEQ qui nous a causé des problèmes, mais nous avons **perdu deux très bonnes employées**, bien intégrées dans leur milieu, dû à la **lenteur administrative à obtenir leur permis de travail** prolongé ou permanent après un PVT.»

«Les “va-et-vient” liés au PEQ a créé de **l'incertitude** dans notre entreprise et nous a fait **perdre une ressource clé**. La volatilité des politiques en immigration est un enjeu.»

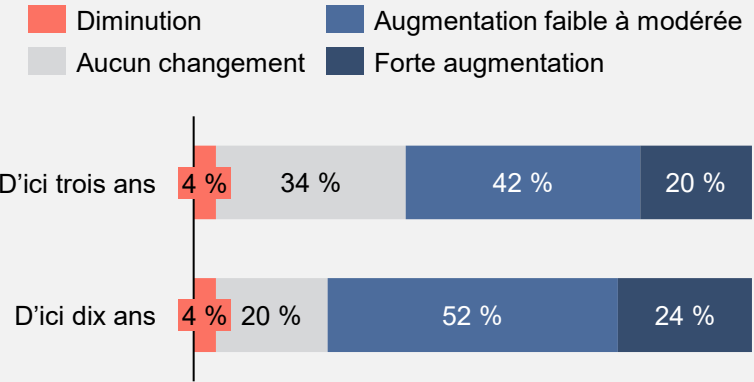
Des besoins grandissants en main-d'œuvre immigrante

Devant le manque de main-d'œuvre locale, la majorité des entreprises sondées prévoient une augmentation de leurs besoins en travailleurs immigrants au cours des prochaines années

- D'ici trois ans, **62 %** des entreprises s'attendent à une augmentation de leurs besoins
- D'ici dix ans, cette proportion atteint **76 %**, soit plus des trois quarts des entreprises sondées.

Évolution des besoins en travailleurs immigrants

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 159)



Les besoins futurs se concentrent davantage dans les profils qualifiés

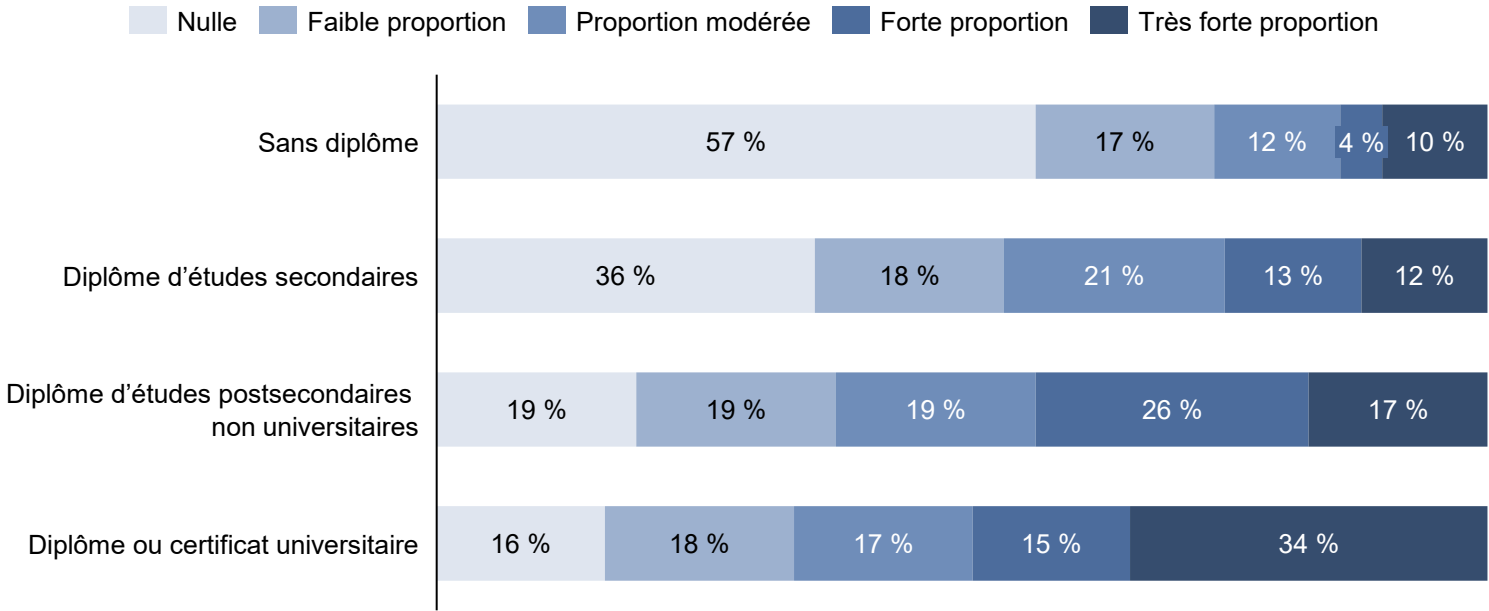
Environ un répondant sur deux (49 %) estime qu'une forte ou très forte proportion de leurs besoins de main-d'œuvre immigrante concernera des travailleurs titulaires d'un diplôme ou certificat universitaire

- Cette proportion atteint 43 % pour les travailleurs détenant un diplôme d'études postsecondaires non universitaires
- À l'inverse, seulement 14 % des entreprises prévoient qu'une forte ou très forte part de leurs besoins concernera des travailleurs sans diplôme.

Les besoins anticipés augmentent donc nettement avec le niveau de scolarité.

Composition des besoins en travailleurs immigrants d'ici trois ans, selon le niveau de scolarité

Sondage aux entreprises, 2026, en pourcentage (n = 182)



Des profils techniques particulièrement recherchés

Cette préférence pour les profils plus scolarisés se reflète également dans les types de postes recherchés

- Les postes techniques ou spécialisés arrivent en tête des besoins anticipés, avec un rang moyen de 1,88 et 41 % des répondants qui les placent au premier rang, suivis des postes professionnels
- Les postes peu qualifiés demeurent néanmoins importants pour certaines entreprises, tandis que les besoins en gestion sont plus limités.

Classement des besoins futurs en travailleurs immigrants selon le type de poste

Sondage aux entreprises, 2026, en rang et en pourcentage (n = 128)

	Rang moyen ¹	Part (%) 1 ^{er} rang
Gestion	3,02	12 %
Professionnels	2,24	33 %
Techniques ou spécialisés	1,88	41 %
Peu qualifiés	2,39	30 %

(1) 1 = besoin le plus important; 4 = besoin le moins important

Source : Analyses Aviséo Conseil, 2026.



Les entreprises sondées se montrent largement satisfaites de la contribution des travailleurs immigrants à leur organisation

Les témoignages recueillis soulignent leur apport essentiel à la continuité des opérations, à la croissance des entreprises et à l'enrichissement des équipes.

«Les travailleurs immigrants sont **fiers et responsables** de leurs tâches. Ils **s'intègrent très bien** à nos équipes et respectent la hiérarchie.»

«Les personnes immigrantes représentent **un immense bassin de talents qualifiés qui demeure encore sous-utilisé**. [...] Pourtant, leur expérience internationale, leur motivation et leur volonté de s'établir durablement à Montréal en font des **employés engagés et précieux**.»

«Ces travailleurs apportent **une contribution très précieuse et essentielle** au fonctionnement et au développement de notre compagnie par la **complémentarité des compétences / savoir-faire / savoir-être**.»

«J'ai embauché deux immigrants ukrainiens pour des postes simples. Ce sont de **super travailleurs**. Un a développé et démontré ses compétences, et nous aide maintenant à automatiser nos opérations. **Sa débrouillardise technique** nous aide à mettre en place des applis qui nous rendent plus efficaces.»

«Les travailleurs immigrants **éduqués et spécialisés** sont un facteur non négociable dans le **succès de mon entreprise** ainsi que dans le **maintien des activités** de celle-ci au Québec.»

«L'immigration est une **force vive** pour un **Québec fort et prospère**.»

Six grands constats émergent des résultats du sondage aux entreprises

Principaux constats sur les résultats du sondage aux entreprises

Grand Montréal, 2026



Les entreprises s'appuient principalement sur l'immigration économique : Parmi les entreprises sondées, 85 % embauchent ou prévoient embaucher des immigrants, plus particulièrement issus de l'immigration économique temporaire ou permanente.



Le recours aux immigrants répond surtout à un manque de main-d'œuvre locale : Le fait de ne pas trouver suffisamment de travailleurs locaux pour pourvoir les postes disponibles représente la principale motivation d'embaucher des travailleurs immigrants.



Les travailleurs immigrants contribuent avant tout à la continuité des opérations : Leur principal apport, selon les entreprises, est de permettre le maintien des activités courantes, ce qui témoigne du rôle essentiel qu'ils jouent dans leur fonctionnement.



Pour 73 % des entreprises sondées, l'incertitude liée aux politiques publiques constitue un irritant majeur : Les délais d'obtention des permis de travail et la lourdeur administrative constituent deux autres obstacles majeurs à l'embauche de travailleurs immigrants.



Les besoins futurs se concentrent davantage dans les profils qualifiés : 62 % des entreprises sondées prévoient une augmentation de leurs besoins en travailleurs immigrants au cours des trois prochaines années, particulièrement au niveau des profils plus scolarisés.



Les entreprises sont satisfaites de la contribution des travailleurs immigrants : Les témoignages recueillis soulignent leur apport essentiel à la continuité des opérations, à la croissance des entreprises et à l'enrichissement des équipes.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Résultats du sondage aux entreprises

Tendances démographiques et du marché du travail

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



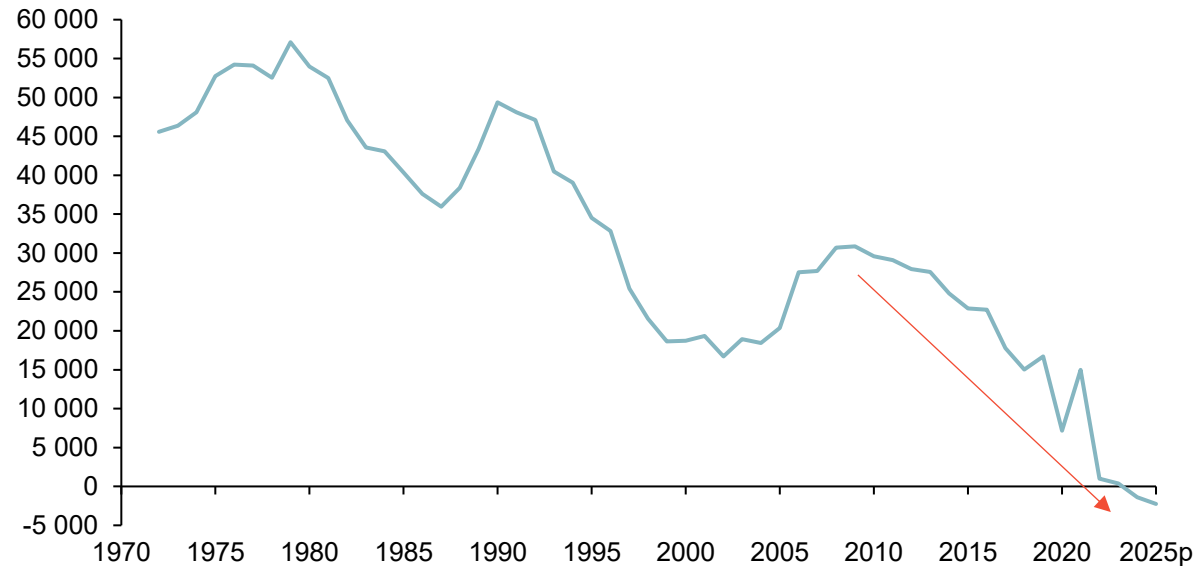
Le Québec s'appuie désormais exclusivement sur l'immigration pour soutenir sa croissance démographique

En 2024, le Québec a enregistré davantage de décès que de naissances pour la première fois depuis que ces données sont compilées. Cette baisse de la croissance naturelle de la population fait d'ailleurs suite à des hausses quasi nulles en 2022 et 2023

- Il ne s'agit donc pas d'un facteur ponctuel. En effet, la contribution négative de l'accroissement naturel à l'évolution démographique s'inscrit dans la tendance lourde amorcée en 2010, alors que le taux de natalité au Québec a périclité dans les dernières années.

Accroissement naturel de la population

Ensemble du Québec, 1971-2025, en nombre; p = provisoire

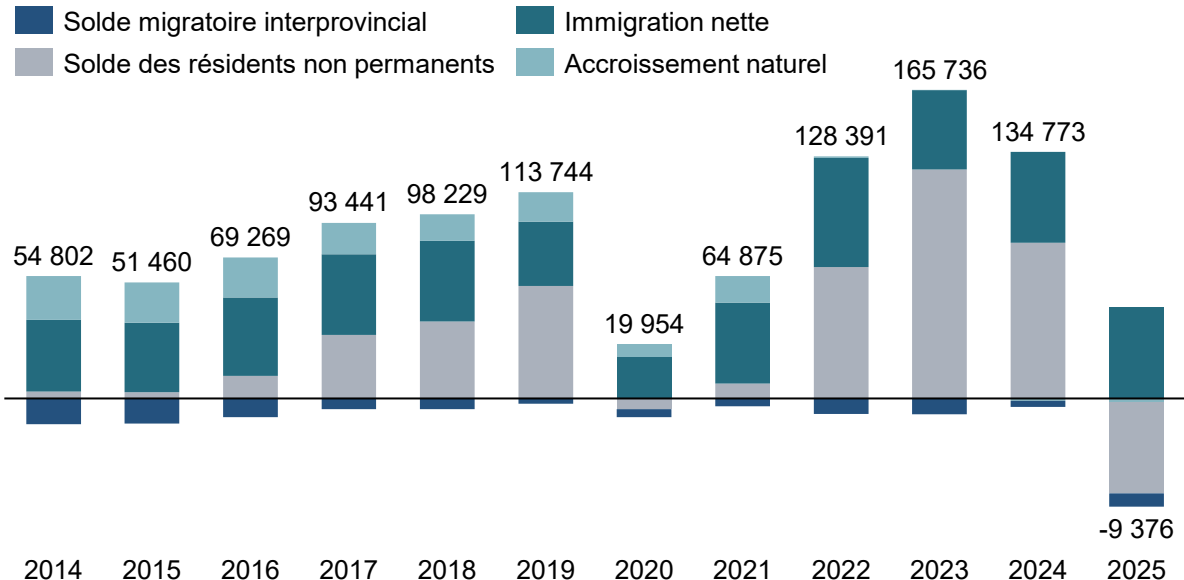


La totalité de la croissance cumulative de la population entre 2022 et 2024 est ainsi venue de l'immigration; le Québec ayant accueilli près de 500 000 immigrants dans l'intervalle

- Ce sont les immigrants temporaires qui ont le plus contribué à cette croissance, avec une hausse de près de 345 000 immigrants
- **Le resserrement des politiques d'immigration a toutefois contribué à une baisse de la population en 2025**, alors que plus de 50 000 résidents non permanents ont quitté le Québec.

Composantes de la croissance démographique

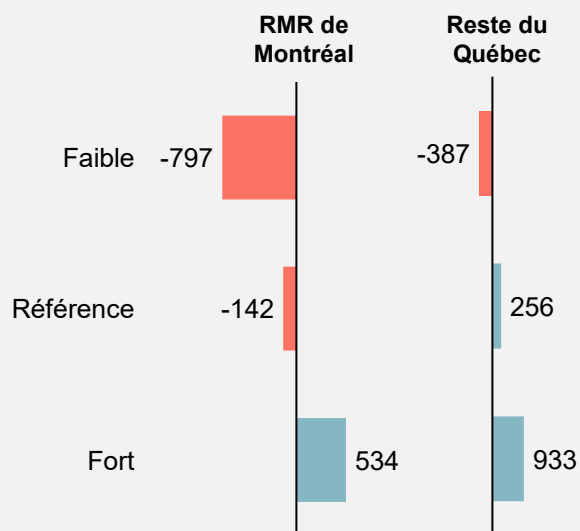
Ensemble du Québec, 2015-2025, en nombre



Le Grand Montréal perdra plus de 100 000 habitants d'ici 2035

Variation de la population selon le scénario

RMR de Montréal et reste du Québec, écart entre 2025 et 2051, en milliers de personnes



Le scénario de référence de 2026 de l'ISQ projette une diminution d'environ 142 000 habitants de la population de la RMR de Montréal d'ici 2051 au profit du reste du Québec

- 80 % de la baisse est prévue d'ici 2035, représentant une perte de plus de 113 000 habitants (-2 %)
- Ces projections reposent sur le maintien des orientations actuelles en matière d'immigration. Dans ce contexte, le Grand Montréal perdrait progressivement du poids démographique au Québec malgré son rôle économique central.

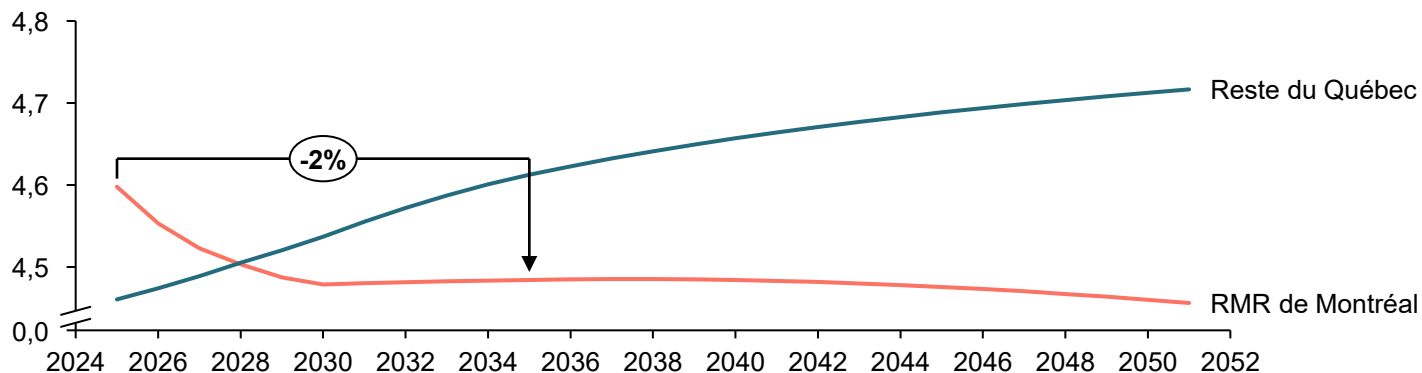
À ce rythme, la population du reste du Québec dépasserait celle de la région métropolitaine de Montréal dès 2028

- Même dans le scénario de forte croissance de l'ISQ, ce croisement n'est repoussé qu'à 2031 ce qui témoigne de la portée limitée des gains démographiques anticipés pour Montréal
- Le faible écart entre les scénarios s'explique par la dynamique démographique stagnante de la RMR qui n'atteint que 0,1 % par année en moyenne
- La diminution de la population est principalement attribuable au recul marqué des 20 à 64 ans, une tendance préoccupante puisqu'il s'agit du principal bassin de main-d'œuvre soutenant l'activité et le développement économique.

Ces résultats suggèrent que la croissance démographique du Grand Montréal demeure fortement dépendante de l'immigration.

Projection de la croissance démographique

RMR de Montréal et reste du Québec, 2021-2051, scénario de référence; en millions de personnes



TCAC¹

+0,2%

-0,1%

(1) Taux de croissance annuel composé

Sources : Institut de la statistique du Québec (scénario juillet 2026), 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

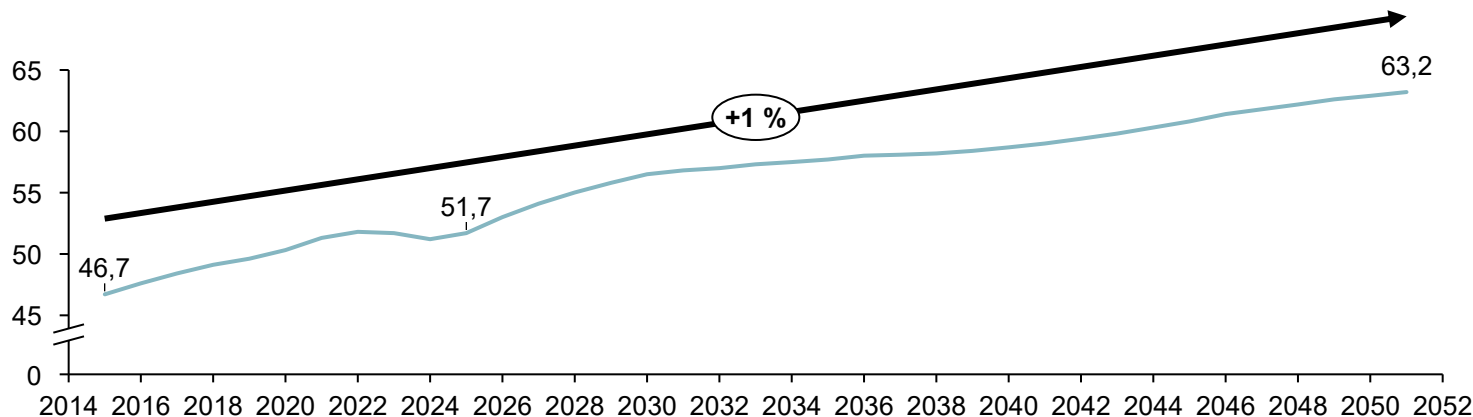
Le vieillissement accentuera le déséquilibre entre travailleurs et population à charge

Le vieillissement transforme progressivement la structure démographique du Grand Montréal et réduit le poids relatif de la population en âge de travailler

- Cette évolution est déjà visible : le ratio de dépendance est passé de 46,7 en 2015 à 51,7 en 2025, et selon le scénario de référence de l'ISQ, il devrait continuer de grimper pour atteindre 63,2 en 2051
- Comme le recul démographique serait particulièrement marqué chez les 20 à 64 ans, le bassin de travailleurs et de contribuables devrait se contracter pendant que les besoins liés au vieillissement augmenteraient
- Moins nombreuse relativement, la population active devra donc soutenir une part croissante des dépenses associées aux enfants et aux personnes âgées, ce qui accentuera les pressions sur les finances publiques.

Ratio de dépendance démographique

RMR de Montréal, 2015-2051, scénario de référence; en ratio (population de 0-14 ans et 65 ans et plus / population de 15-64 ans)



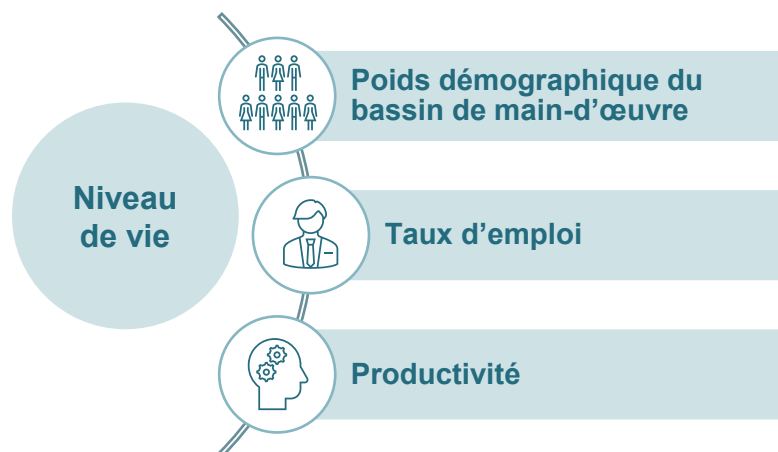
Le poids démographique du bassin de main-d'œuvre est déterminant pour l'amélioration du niveau de vie

L'augmentation du niveau de vie repose essentiellement sur trois grands leviers, soit **le poids démographique du principal bassin de main-d'œuvre**, **le taux d'emploi** et **la productivité du travail**

- Or, le Québec fait face à un ralentissement du premier de ces leviers, ce qui constitue un frein structurel important à la croissance économique.

Dans un contexte où le taux d'emploi se situe déjà à un niveau historiquement élevé, les marges de progression sont limitées

- Cela signifie que le maintien du niveau de vie passera principalement par deux voies : **l'augmentation de la productivité** et **la croissance démographique du bassin de main-d'œuvre**, notamment par l'immigration.



Un déclin concentré parmi la population en âge de travailler pèserait ainsi sur la croissance du niveau de vie.

Moins de travailleurs signifie une croissance potentielle plus faible, davantage de tensions de main-d'œuvre et une pression accrue sur les finances publiques.

Comme le Grand Montréal constitue le principal moteur économique du Québec, ces effets dépasseraient la seule région métropolitaine.

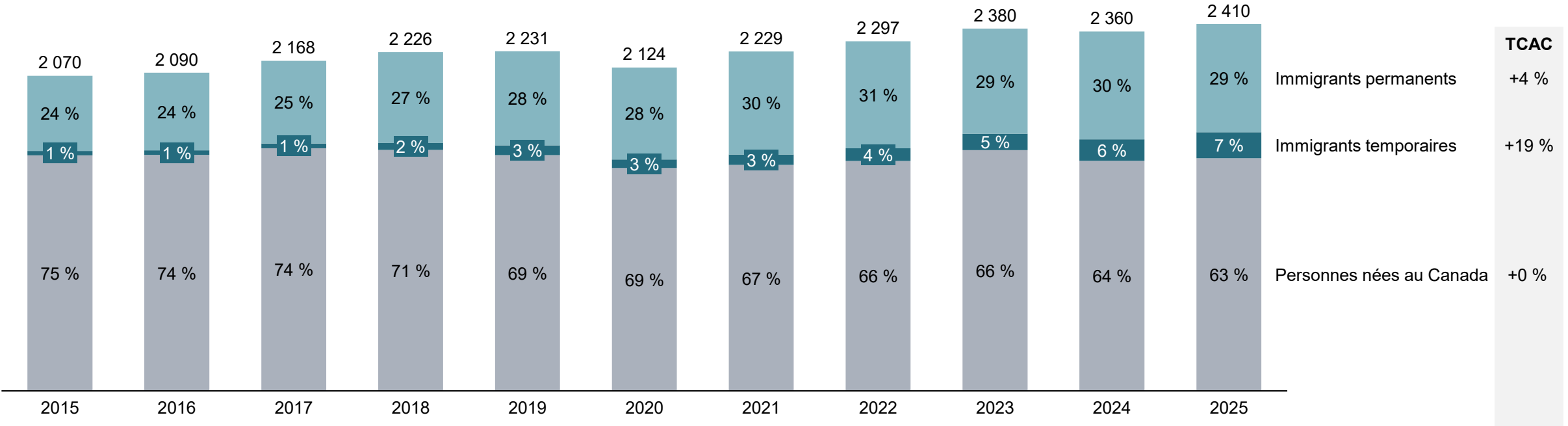


L'immigration est à l'origine de la totalité de la croissance de l'emploi dans le Grand Montréal

Le vieillissement de la population limite la capacité de renouvellement de la main-d'œuvre locale. Ainsi, l'emploi chez les personnes nées au Canada a stagné dans la RMR de Montréal

- En parallèle, la contribution des personnes immigrantes — tant permanentes que temporaires — ne cesse d'augmenter : elles représentaient plus du tiers de l'emploi dans la RMR de Montréal, contre le quart en 2015
- Ce phénomène s'observe particulièrement chez les immigrants temporaires dont l'emploi a augmenté de 19 % par année en moyenne, illustrant leur rôle de plus en plus central pour combler les besoins de main-d'œuvre des entreprises dans plusieurs secteurs économiques.

Nombre d'emplois selon le statut d'immigrant
RMR de Montréal, 2015-2025, en milliers et en pourcentage



Sources : Statistique Canada (Tableau 14-10-0472-01), 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

La population active du Grand Montréal continue de soutenir le dynamisme du marché du travail au Québec

Le Grand Montréal se distingue par une participation au marché du travail plus élevée que dans le reste du Québec, en grande partie grâce à sa population plus jeune

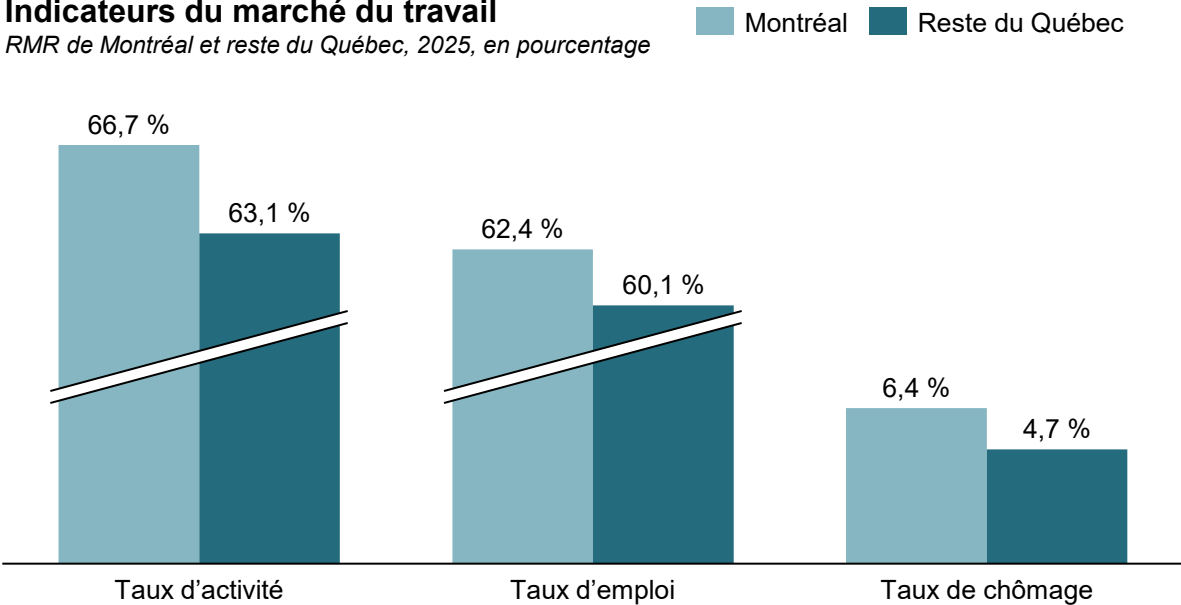
– Cela fait de la RMR un moteur de la croissance de l’emploi au Québec, représentant un peu plus de la moitié des emplois totaux (52 %).

Ce dynamisme se heurte toutefois aux défis d’intégration des immigrants, une situation également observée dans le reste du Québec

- Le taux de chômage des immigrants est plus élevé par rapport aux personnes nées au Canada, et ce autant dans la RMR de Montréal qu’ailleurs au Québec
- Des progrès sont néanmoins observés : l’écart entre les taux de chômage des personnes immigrantes et des personnes nées au Canada a diminué au cours de la dernière décennie, témoignant d’une meilleure intégration sur le marché du travail.

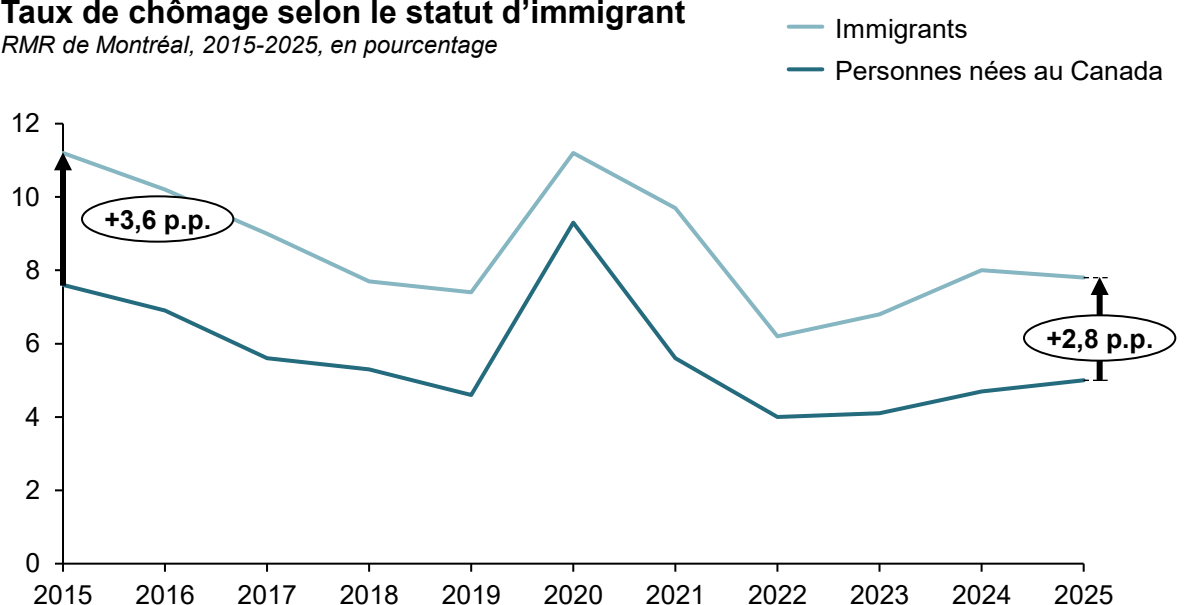
Indicateurs du marché du travail

RMR de Montréal et reste du Québec, 2025, en pourcentage



Taux de chômage selon le statut d'immigrant

RMR de Montréal, 2015-2025, en pourcentage



Le marché du travail du Grand Montréal effectue une transition vers des emplois exigeant de plus en plus de qualifications

La tertiarisation de l'économie et la montée des activités à forte intensité de connaissances ont progressivement accru la demande pour une main-d'œuvre qualifiée

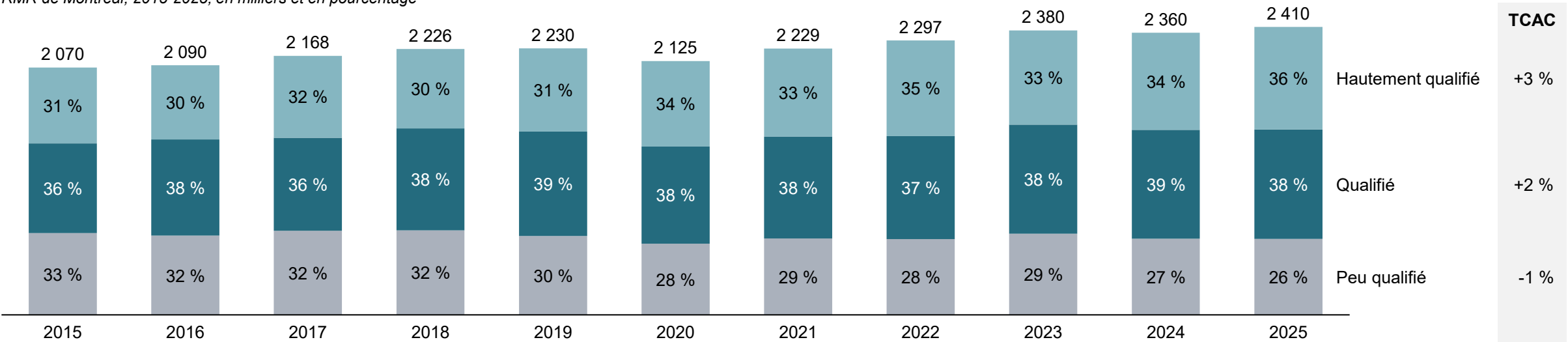
- Les emplois mobilisent davantage de capacités d'analyse, de résolution de problèmes et de traitement de l'information, tandis que les tâches plus simples et routinières sont de plus en plus automatisées.

Dans le Grand Montréal, cette transformation se traduit par une **croissance concentrée dans les emplois qualifiés et hautement qualifiés**, alors que les emplois moins qualifiés reculent

- Les récentes avancées technologiques, notamment en intelligence artificielle, accélèrent cette tendance déjà amorcée depuis plusieurs années
- Les grandes métropoles sont particulièrement bien positionnées dans cette transition, puisqu'elles concentrent à la fois les secteurs du savoir, les sièges sociaux et les établissements d'enseignement supérieur qui alimentent l'offre et la demande en compétences spécialisées.

Nombre d'emplois selon le niveau de qualification

RMR de Montréal, 2015-2025, en milliers et en pourcentage



Des tensions sur le marché du travail dues au déficit structurel de main-d'œuvre

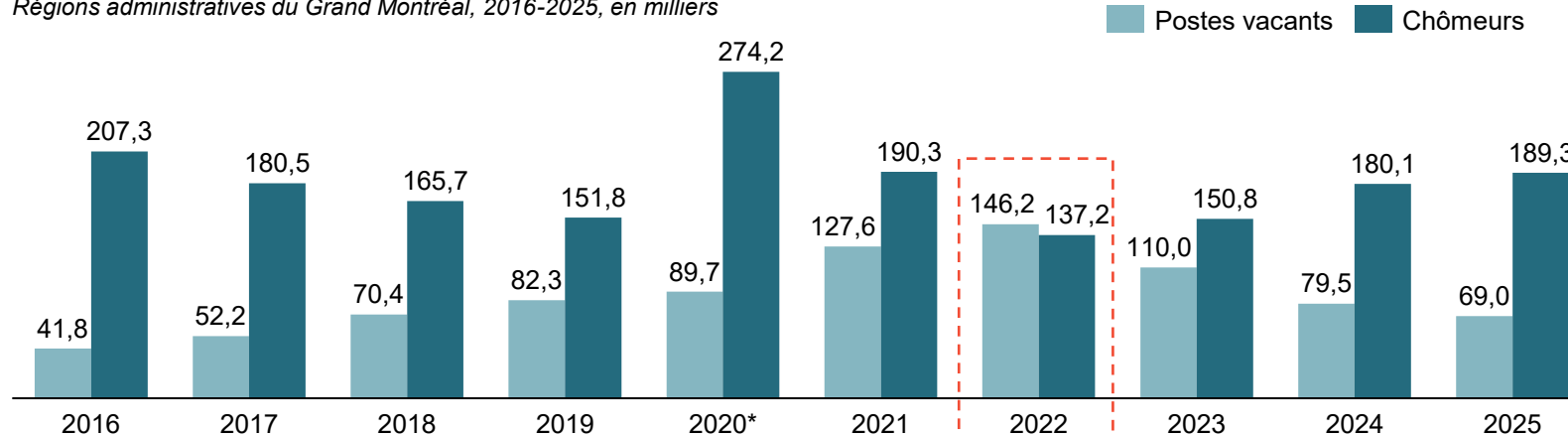
Le vieillissement de la population québécoise engendre un déficit structurel de main-d'œuvre au Québec, qui s'est traduit par une intensification des difficultés de recrutement au cours des dernières années

- Avant même la pandémie, le Grand Montréal observait déjà une baisse du chômage combinée à une hausse du nombre de postes vacants
- La reprise économique a accentué ces tensions, atteignant un sommet en 2022, alors que les postes vacants surpassaient le nombre de chômeurs
 - Le Grand Montréal concentre généralement plus de 60 % des postes vacants observés au Québec.

Si la situation s'est partiellement stabilisée depuis, certains secteurs continuent de faire face à des défis; un bassin de talents plus large ne garantissant pas une adéquation entre les compétences et les besoins des employeurs.

Nombre de postes vacants et de chômeurs

Régions administratives du Grand Montréal, 2016-2025, en milliers



* L'estimation est basée sur la moyenne de deux trimestres seulement (T1 et T4), puisque l'enquête a été mise sur pause au plus fort de la pandémie.

Sources : Statistique Canada (Tableau 14-10-0444-01), 2026; ISQ, 2026; Analyses Aviséo Conseil, 2026.



Les professions du domaine de la santé affichent un nombre important de postes vacants

Les professions les plus touchées combinent à la fois des **emplois peu qualifiés**, aux conditions de travail parfois peu attrayantes, et des **postes spécialisés**, pour lesquels les compétences sont rares sur le marché.

En tête de liste figurent notamment plusieurs professions du domaine de la santé, témoignant des difficultés d’attraction et de rétention de la main-d’œuvre dans le secteur

- Les groupes de profession les plus touchés sont les professionnels des soins infirmiers et paramédicaux, le personnel de soutien des services de santé et le personnel technique en thérapie et en diagnostic.

Parallèlement, plusieurs professions peu qualifiées affichent également un nombre élevé de postes vacants

- Le personnel de soutien des aliments, les caissiers, le personnel de soutien aux ventes et les nettoyeurs constituent les groupes les plus affectés.

Enfin, des enjeux de recrutement sont toujours présents dans plusieurs professions spécialisées, notamment en TIC (concepteurs et développeurs, professionnels en informatique) et en administration (ex. : RH, comptabilité, finance).

Groupes de professions affichant le plus grand nombre de postes vacants

Régions administratives du Grand Montréal, moyenne 2025, en nombre et en pourcentage

	Nombre	Part (%)
1. Personnel de soutien des aliments	3 688	5,3 %
2. Personnel de soutien des services de santé	3 341	4,8 %
3. Professionnels des soins infirmiers et paramédicaux	3 103	4,5 %
4. Personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement	2 790	4,0 %
5. Vendeurs en commerce de détail et représentants des ventes et des comptes en commerce de gros (non-technique)	2 510	3,6 %
6. Professionnels en gestion des ressources humaines et en services aux entreprises	2 020	2,9 %
7. Caissiers et autre personnel de soutien aux ventes	1 484	2,2 %
8. Personnel technique en thérapie et en diagnostic	1 468	2,1 %
9. Conducteurs de camions de transport et de véhicules de transport en commun	1 356	2,0 %
10. Nettoyeurs	1 256	1,8 %
11. Adjoints administratifs — général, juridique et médical	1 229	1,8 %
12. Professionnels en finance, en vérification et en comptabilité	1 191	1,7 %
13. Concepteurs et développeurs en informatique, logiciel et Web	1 181	1,7 %
14. Représentants aux services à la clientèle et services d'information	1 088	1,6 %
15. Cuisiniers, boucher et boulangers-pâtisseries	896	1,3 %
Sous-total	28 600	41,5 %

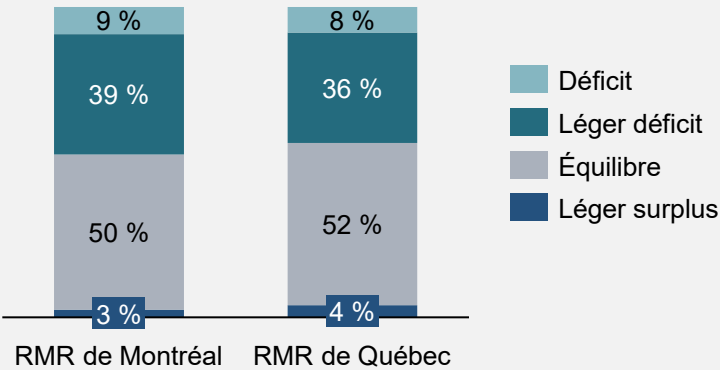
Les tensions devraient perdurer à moyen terme

Selon les diagnostics d'adéquation d'offre et de demande de main-d'œuvre d'Emploi Québec, **48 % des professions devraient être en déficit ou léger déficit** de main-d'œuvre dans le Grand Montréal d'ici 2029

- À titre de comparaison, cette proportion est estimée à 44 % dans la RMR de Québec, ce qui laisse entrevoir des tensions de recrutement plus marquées dans le Grand Montréal au cours des prochaines années.

Répartition des professions selon le diagnostic à moyen terme (2029)

RMR de Montréal et Québec, 2029, en pourcentage



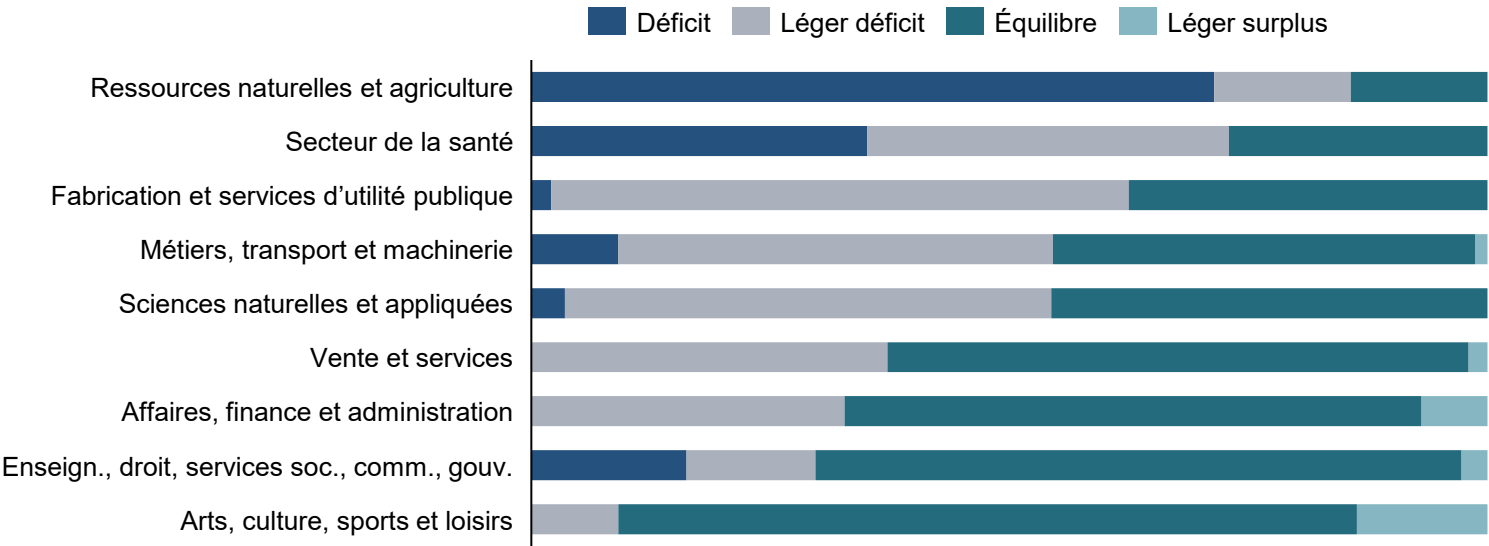
Plus de la moitié des professions seront en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre dans cinq des neuf domaines professionnels

Les ressources naturelles et l'agriculture, ainsi que le secteur de la santé constituent les deux domaines d'emploi affichant une plus grande proportion de professions en manque de main-d'œuvre d'ici 2029

- Plus précisément, respectivement 85 % et 73 % des professions pour lesquelles des diagnostics sont publiés devraient afficher un déficit ou un léger déficit de main-d'œuvre
- Le nombre de professions en manque de main-d'œuvre devrait aussi dépasser les professions en équilibre ou surplus dans les domaines de la fabrication et des services d'utilité publique, dans les métiers, le transport et la machinerie, ainsi que dans les sciences naturelles et appliquées
- À l'inverse, les professions des arts, de la culture, des sports et des loisirs ne seront que peu touchées par la rareté de main-d'œuvre d'ici 2029.

Répartition des professions selon le diagnostic à moyen terme (2029)

RMR de Montréal, 2029, en pourcentage



Le Québec affiche un retard de productivité par rapport à la plupart des grandes économies avancées

Alors que la croissance de la population active repose largement sur l'immigration, le Québec doit aussi miser sur la hausse de la productivité du travail pour soutenir sa prospérité à long terme.

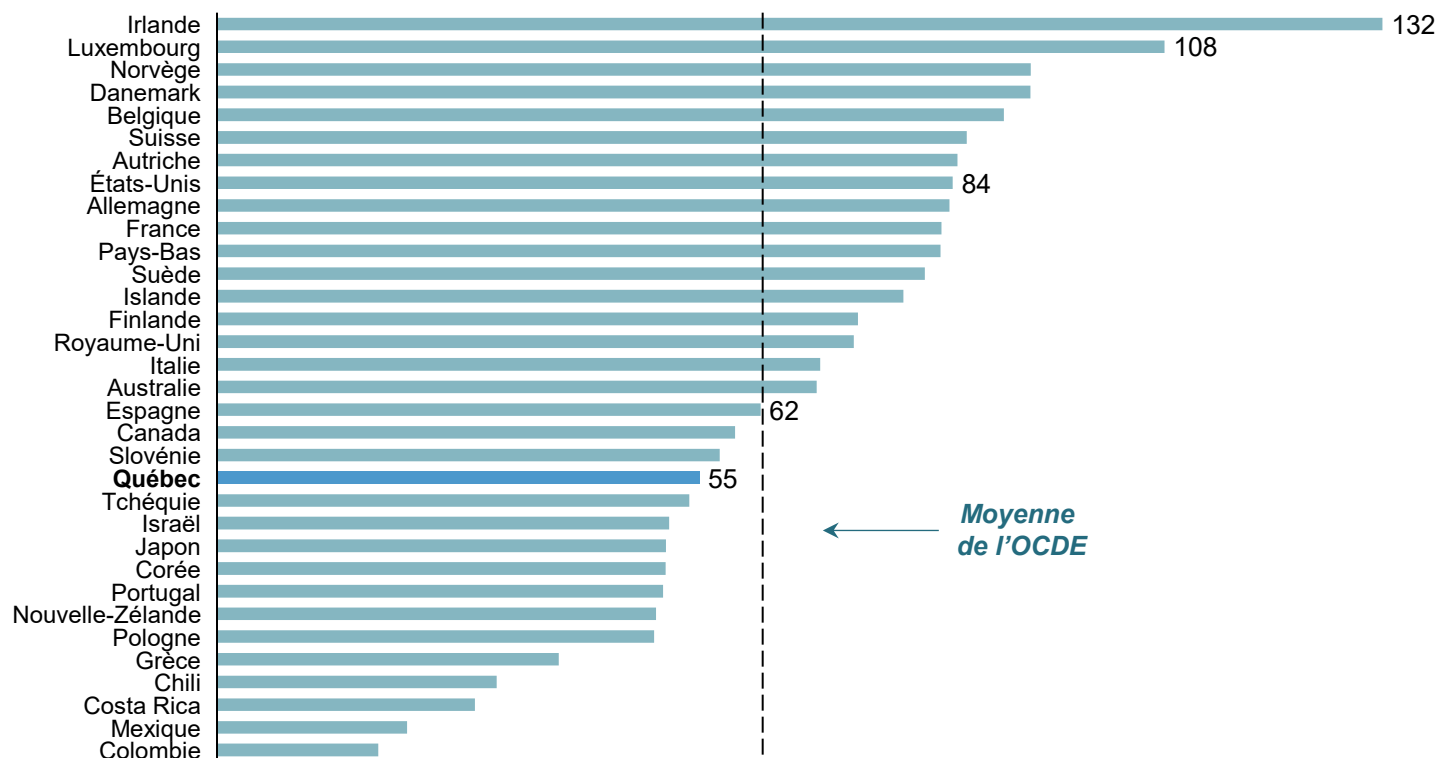
La productivité du travail au Québec était 11 % plus faible que la moyenne des pays membres de l'OCDE en 2023, et cet écart s'est accentué dans les 10 dernières années

- Cette situation est d'autant plus préoccupante que la croissance de la productivité du travail connaît un ralentissement marqué depuis 2019
- La croissance annuelle moyenne de la productivité, qui s'établissait à environ 0,8 % entre 1981 et 2019, est tombée à seulement 0,3 % en moyenne par année depuis 2019
- Bien que cette situation puisse en partie découler de la structure industrielle du Québec, elle s'explique surtout par un niveau d'investissement en capital et en innovation relativement plus bas.

Dans un contexte où la main-d'œuvre disponible croît moins rapidement, l'augmentation de la productivité apparaît comme un autre levier essentiel pour maintenir la croissance du PIB.

PIB par heure travaillée dans les pays de l'OCDE

Sélection de pays membres de l'OCDE, 2023, en \$ US ajustés pour la parité des pouvoirs d'achat





L'amélioration de la productivité repose notamment sur l'investissement en capital, l'automatisation et l'adoption de nouvelles technologies.

Si l'accès à la main-d'œuvre immigrante peut, dans certains cas, réduire l'incitation à automatiser, cette relation est loin d'être systématique. Immigration et investissement peuvent aussi se renforcer mutuellement selon la nature des tâches, les secteurs, les compétences recherchées et d'autres facteurs externes.

D'ailleurs, 77 % des entreprises sondées ont rapporté que l'embauche de travailleurs immigrants n'a pas permis de retarder, réduire ou éviter des investissements.

L'immigration peut agir de manière complémentaire ou en substitution à l'adoption des nouvelles technologies

Facteurs déterminants expliquant la complémentarité ou la substituabilité entre immigration et automatisation

Principaux constats	
Niveau de qualification	– Les immigrants hautement qualifiés renforcent la capacité d'innovation et agissent en complémentarité avec les nouvelles technologies (<i>Kerr (2013); Terry et al. (2024); OCDE [2020]</i>) – Les immigrants peu qualifiés peuvent agir en substitution ou en complémentarité selon les contextes (nature des tâches et secteur) (<i>Mann & Pozzoli [2024]; Lewis [2011]; Liu & Portes [2020]</i>)
Nature des tâches	– La nature des tâches détermine l'exposition aux innovations technologiques, nonobstant qu'elles soient réalisées par des immigrants ou des personnes natives (<i>Basso et al. [2018]</i>) – Selon une étude axée sur l'Union européenne, les natifs aux emplois routiniers étaient davantage remplacés par la technologie que les immigrants (<i>Ghodsai et al. [2024]</i>) – Le constat est expliqué par le fait que les immigrants étaient plus souvent employés dans des tâches complémentaires aux technologies.
Secteur d'activité	– Dans les secteurs agricoles et manufacturiers de base, une augmentation de la main-d'œuvre immigrante réduit le recours aux robots (<i>Mann & Pozzoli [2024]; Lewis [2011]; Liu & Portes [2020]</i>) – Dans les secteurs à haute valeur ajoutée, l'immigration qualifiée est un levier d'innovation (<i>OCDE [2020]; Blit et al. [2018]; Kerr [2013]</i>).
Facteurs externes	– Reconnaissance des compétences : L'impact positif des immigrants sur l'innovation devient significatif seulement lorsqu'ils accèdent à des emplois correspondant à leurs compétences (<i>Blit et al. [2018]; Mahboubi & Zhang [2024]</i>) – Conditions du marché du travail : Plus les pénuries de main-d'œuvre sont importantes, plus les entreprises recourent simultanément à l'immigration et à la technologie (<i>Tverdostup et al. [2025]; Mann & Pozzoli [2024]</i>) – Incitatifs économiques : Les firmes priorisent la main-d'œuvre lorsque celle-ci est moins chère que l'investissement en machines (<i>Lewis [2011]; Liu & Portes [2020]; Mann & Pozzoli [2024]</i>).



Implications pour le Québec

Dans le contexte québécois de rareté structurelle de main-d'œuvre, l'immigration et l'innovation technologique tendent généralement à agir comme des leviers complémentaires.

Bien que certaines professions, particulièrement celles à forte teneur en tâches routinières, présentent un risque réel de remplacement technologique, l'automatisation est surtout utilisée pour accroître la productivité et soutenir les opérations, plutôt que pour réduire les effectifs.

Ainsi, bien que la nature des tâches évolue, les besoins de main-d'œuvre devraient persister, positionnant l'immigration et l'innovation technologique comme deux leviers structurants et convergents pour la compétitivité du Québec.



Six grands constats émergent de la revue des tendances

Principaux constats sur les tendances démographiques et du marché du travail

Grand Montréal, 2026



La croissance du Grand Montréal repose désormais sur l'immigration : Sans immigration, la population et le bassin de travailleurs diminueraient. L'immigration est devenue l'unique moteur de croissance démographique et d'emploi de la région.



Le maintien des politiques d'immigration actuelles pourrait mener à un déclin démographique de la métropole du Québec : Selon les projections de l'ISQ, la population du Grand Montréal est appelée à décroître au cours des prochaines années.



Le déficit de main-d'œuvre demeure structurel : Les difficultés de recrutement persistent dans plusieurs secteurs, particulièrement celui de la santé, malgré une baisse du nombre de postes vacants. Le Grand Montréal concentre plus de 60 % des postes vacants au Québec.



Les tensions sur le marché du travail devraient perdurer à moyen terme : Près de la moitié (48 %) des professions afficheront un déficit ou un léger déficit de main-d'œuvre d'ici 2029 dans le Grand Montréal, une proportion qui atteint 73 % dans le domaine de la santé.



Le Québec accuse toujours un retard de productivité : La productivité du travail au Québec demeure inférieure à celle de plusieurs économies comparables. Accroître l'investissement, l'automatisation et l'adoption technologique constitue donc un enjeu central.



Immigration et technologie ne sont pas nécessairement en opposition : Dans le contexte québécois de rareté structurelle de main-d'œuvre, l'immigration et l'innovation technologique tendent généralement à agir comme des leviers complémentaires.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



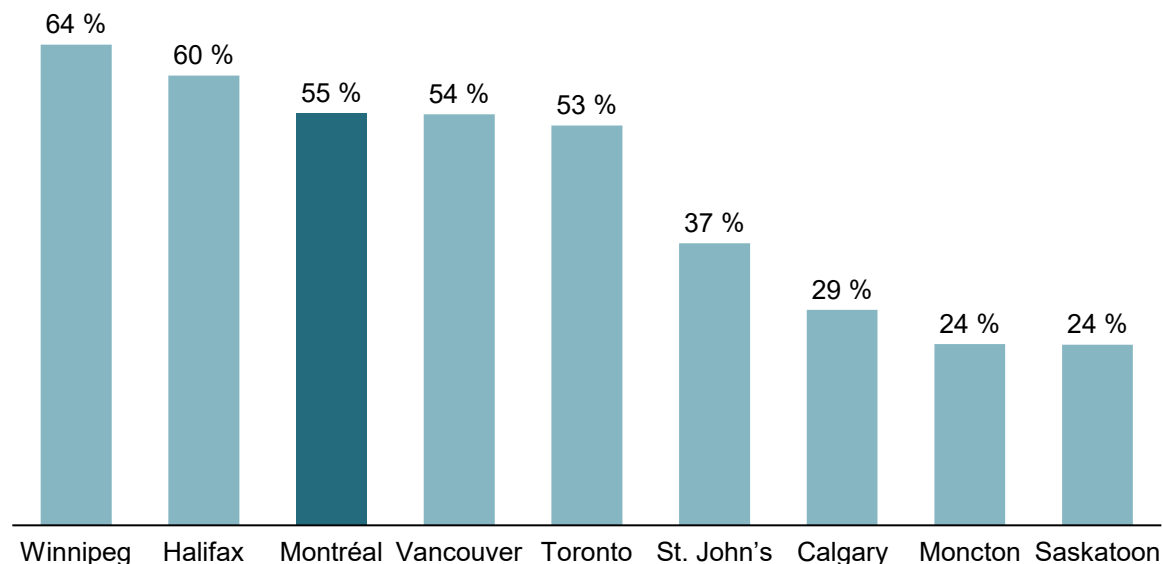
Les grandes métropoles jouent un rôle économique moteur qui profite aux territoires avoisinants

Dans cinq des neuf juridictions canadiennes comparées, le principal centre urbain génère à lui seul plus de la moitié du PIB

- Le Grand Montréal représente 55 % du PIB de l'ensemble du Québec, ce qui illustre son rôle central dans la création de richesse et la croissance économique
- Dans les juridictions où cette part est plus faible, comme l'Alberta, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan, l'activité repose davantage sur plusieurs pôles économiques.

Poids économique de la principale RMR de chaque juridiction canadienne

Canada; 2022; en pourcentage



Sources : Statistique Canada, 2025; Institut du Québec, 2014; OCDE, 2021; OCDE, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Quand Montréal va bien, le reste du Québec en bénéficie

Montréal ne constitue pas un moteur économique uniquement par le poids de son économie : sa performance génère des retombées qui se diffusent dans le reste du Québec

- L'Institut du Québec a documenté cet «effet locomotive» et conclut que la croissance de Montréal et celle du reste du Québec évoluent de façon convergente
- Ainsi, si Montréal avait affiché, au cours des 25 années étudiées, une croissance équivalente à la moyenne des grandes villes canadiennes, le PIB par habitant hors des RMR québécoises aurait été supérieur de 2 780 \$.

Ce phénomène s'explique notamment par les économies d'agglomération : les grandes villes concentrent travailleurs qualifiés, entreprises, chaînes de valeur et activités d'innovation, ce qui favorise une plus grande productivité

- L'OCDE estime qu'à compétences comparables, une ville 10 % plus peuplée peut afficher une productivité de 0,2 % à 0,5 % plus élevée
- Surtout, ces gains ne s'arrêtent pas aux frontières métropolitaines. Les retombées de productivité des métropoles demeurent mesurables jusqu'à 200 à 300 km, et les régions situées plus près des grands centres affichent généralement une croissance du PIB par habitant plus rapide.

Ainsi, renforcer la performance économique de Montréal profite aux régions du Québec : une métropole plus dynamique contribue également à la croissance des territoires qui l'entourent.

La part des immigrants permanents du Québec qui s'installe dans le Grand Montréal diminue de façon significative

Historiquement, la majorité des nouveaux immigrants permanents s'installent dans le Grand Montréal, lequel accueille une part des arrivants supérieure à son poids démographique (51 %)

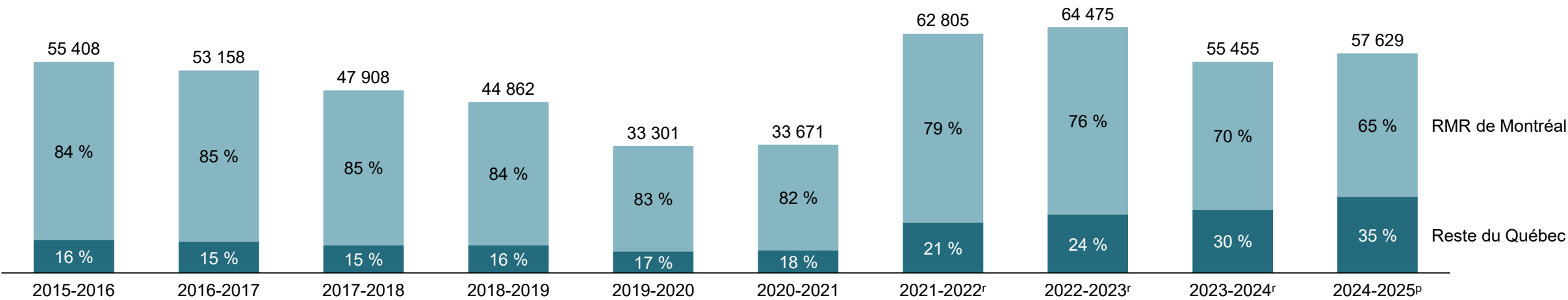
Cette concentration n'est toutefois pas propre à Montréal : dans les pays de l'OCDE et ailleurs au Canada, les grandes régions métropolitaines attirent généralement une proportion d'immigrants supérieure à celle des territoires hors métropole.

La part des nouveaux immigrants permanents s'établissant dans le Grand Montréal diminue toutefois rapidement, **ayant passé d'environ 85 % avant la pandémie à 65 % en 2024-2025, une baisse de 20 points de pourcentage en seulement quelques années**

– Malgré cette régionalisation accélérée, Montréal continue d'accueillir davantage d'immigrants que ne le suggère son seul poids démographique.

Nouveaux immigrants permanents selon le lieu de résidence

RMR de Montréal et reste du Québec, 2015-2025, en nombre et en pourcentage





Du fait de l'attractivité naturelle des grandes métropoles, Montréal demeure la principale porte d'entrée de l'immigration au Québec.

Pour comprendre qui s'y établit, il faut considérer l'ensemble des parcours : l'immigration temporaire, la transition vers la permanence et, enfin, l'immigration permanente.

Les pages suivantes présentent le profil de l'immigration selon ces différentes composantes.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Après la forte croissance des dernières années, le Québec cherche à réduire l'immigration temporaire

À partir de 2022, l'immigration temporaire a fortement augmenté au Québec, amenant le gouvernement du Québec à resserrer ses politiques et à fixer des objectifs de réduction pour les catégories sur lesquelles il exerce le plus directement un contrôle

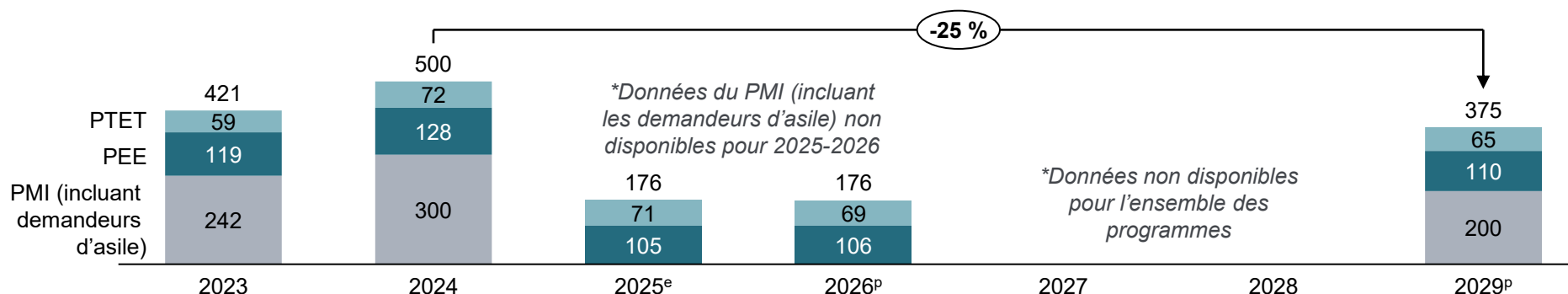
- Le gouvernement vise ainsi, d'ici 2029, un maximum de 65 000 titulaires de permis du PTET et 110 000 titulaires de permis du PEE, soit un total de 175 000 personnes
- Il demande également au gouvernement fédéral de réduire le nombre de titulaires des programmes qu'il gère (PMI et demandeurs d'asile) à un maximum de 200 000 personnes d'ici 20 29¹.

Le gouvernement du Québec vise ainsi une réduction d'environ 125 000 immigrants temporaires d'ici 2029 par rapport au sommet de 500 180 observé en 2024

- Selon les estimations du MIFI pour 2025, le nombre d'étudiants étrangers serait déjà inférieur à la cible de 2029, tandis que celui des travailleurs du PTET demeurerait légèrement au-dessus
- Pour les programmes relevant principalement du gouvernement fédéral, les données de 2025 ne sont pas encore disponibles. Une réduction d'environ 100 000 personnes par rapport au sommet de 2024 serait néanmoins nécessaire d'ici 2029 pour atteindre l'objectif global visé par le Québec.

Nombre d'immigrants temporaires, selon la catégorie d'admission²

Ensemble du Québec, 2023-2029p, en milliers de titulaires de permis



La cible gouvernementale ne peut pas être comparée au nombre total de résidents non permanents estimé par Statistique Canada présenté à la page suivante et qui vise plutôt à mesurer l'ensemble des résidents temporaires au Québec.

1) Sur la base des orientations du gouvernement du Québec en matière d'immigration temporaire, l'ISQ prévoit un total de 375 000 immigrants temporaires dans son scénario de projections démographiques de référence.

Sources : Gouvernement du Québec, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

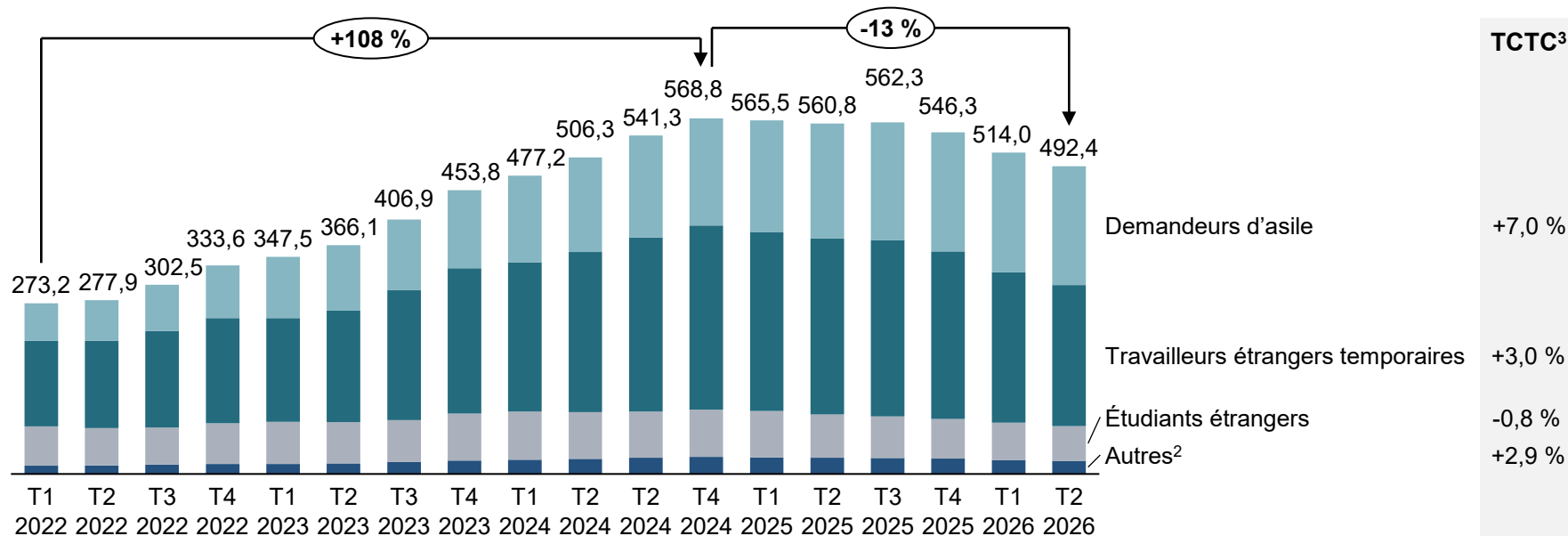
Les estimations de résidents non permanents montrent un recul, mais demeurent difficiles à comparer aux données de permis

Selon les estimations de Statistique Canada, le nombre de résidents non permanents au Québec est passé de 273 200 au début de 2022 à près de 569 000 à la fin de 2024, avant de reculer à 492 400 au deuxième trimestre de 2026 (-13 %)

- En excluant les demandeurs d'asile, dont le nombre a continué d'augmenter depuis le dernier trimestre de 2024 (+11 %), la baisse atteint 24 %
- Ce recul rapide pourrait engendrer des tensions additionnelles au sein d'un marché du travail déjà sous pression.

Nombre d'immigrants temporaires, selon la catégorie d'admission

Ensemble du Québec, T1 2022-T2 2026, en milliers et en pourcentage



Les estimations de l'immigration temporaire varient sensiblement selon les sources et ne peuvent être comparées directement. Ces écarts s'expliquent notamment par des différences de définition, de population couverte et de méthode de comptabilisation.

La page suivante présente les principales différences entre les données d'IRCC, du MIFI et de Statistique Canada afin de mieux comprendre les écarts observés.

(1) Les données sur l'immigration temporaire ne reposent pas sur une définition entièrement standardisée. IRCC mesure principalement des titulaires de permis, alors que Statistique Canada estime une population résidente en tenant compte notamment des personnes à charge, des renouvellements et des personnes détenant plusieurs statuts. À cela s'ajoutent les arrivées, départs et changements de permis fréquents, ce qui rend difficile l'établissement d'un nombre unique directement comparable entre les sources.

(2) Cette catégorie comprend principalement les membres de la famille qui accompagnent les titulaires de permis. Elle comprend aussi les titulaires de permis de séjour temporaire non compris ailleurs.

(3) TCTC : Taux de croissance trimestrielle composée

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

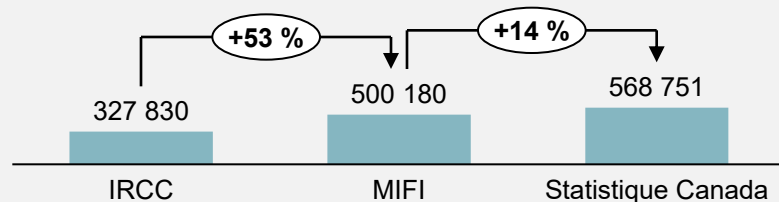
Des écarts importants entre les trois sources de données

Selon la source retenue, le nombre d'immigrants temporaires au Québec en 2024 varie de près de 328 000 à 569 000

- Ces écarts reflètent des différences de définition, de population couverte et de méthode de comptabilisation, ce qui limite les comparaisons directes entre les sources.

Nombre d'immigrants temporaires, selon la source de donnée

Ensemble du Québec, 2024, en nombre d'immigrants au 31 décembre (IRCC et MIFI) et au quatrième trimestre (Statistique Canada)



Pour éclairer les politiques publiques visant à mieux planifier l'immigration, les différents organismes gagneraient à se concerter pour harmoniser leur méthodologie et s'entendre sur une définition commune.

Tableau synthèse des sources de données sur l'immigration temporaire

	IRCC	MIFI	Statistique Canada
Ce qui est mesuré	Données administratives sur les titulaires de permis et les statuts administratifs	Données administratives sur les titulaires de permis et les statuts administratifs	Estimation du nombre de résidents non permanents (RNP) présents dans la population
Qui est inclus	Personnes détenant un permis ou un statut incluant les titulaires de permis du : – Programme des étudiants étrangers – Programme de mobilité internationale, excluant les détenteurs de permis à des fins d'ordre humanitaire ^{1 2} – Programme des travailleurs étrangers temporaires	Personnes détenant un permis ou un statut incluant les titulaires de permis du : – Programme des étudiants étrangers – Programme de mobilité internationale à toutes les fins ¹ – Programme des travailleurs étrangers temporaires	Ensemble des RNP estimés, incluant : – Étudiants étrangers – Travailleurs étrangers temporaires – Demandeurs d'asile – Autres types de RNP (accompagnants, membres de la famille, titulaires d'autres permis)
Périodes de référence disponibles	– Selon la date d'entrée en vigueur du permis – Permis valides au 31 décembre	– Permis valides au 31 décembre	– Estimations trimestrielles
Précisions	– La validité d'un permis ne signifie pas que la personne est présente sur le territoire – Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives : il y a du double comptage parmi les détenteurs de plus d'un permis – Les données excluent les RNP qui ne détiennent pas de permis – En tant qu'estimation préliminaire, les données sont sujettes à des révisions	– Idem que les données d'IRCC – Les données sont tirées de l'IRCC, mais ajustées par le MIFI	– Les catégories sont mutuellement exclusives – Les demandeurs d'asile sont comptabilisés dans une catégorie distincte, même lorsqu'ils détiennent également un permis d'études ou de travail – Les données viennent de l'IRCC, mais sont ajustées pour tenir compte entre autres du double comptage

(1) Il existe des permis de travail du PMI selon quatre fins : à des fins d'emploi, à des fins d'ordre humanitaire, à des fins de résidence permanente et à des fins d'études.

(2) Certaines fins semblent exclues puisque les totaux ne correspondent au total pour l'ensemble du Québec ni à celui présenté par le MIFI.

A blue-tinted photograph of students in a classroom or study hall. In the foreground, a man with a beard and a woman are leaning over a desk, looking at papers. The man is holding a pen. In the background, other students are visible at their desks. The overall atmosphere is one of focused study.

L'immigration temporaire dans le Grand Montréal pourrait aussi avoir récemment fait face à un recul

Toutefois, les données officielles ne permettent pas encore d'en mesurer l'ampleur

Les premiers signes sont toutefois déjà visibles chez les étudiants internationaux : à l'automne 2025, les inscriptions étaient en baisse dans la majorité des universités montréalaises, notamment de 19 % à l'ÉTS, de 16,7 % à Concordia et de 15,5 % à Polytechnique

- Ces résultats suggèrent que le Grand Montréal pourrait être particulièrement touché par le resserrement récent, dans un contexte où certaines restrictions y sont plus contraignantes qu'ailleurs au Québec.

Sources : CCMM, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

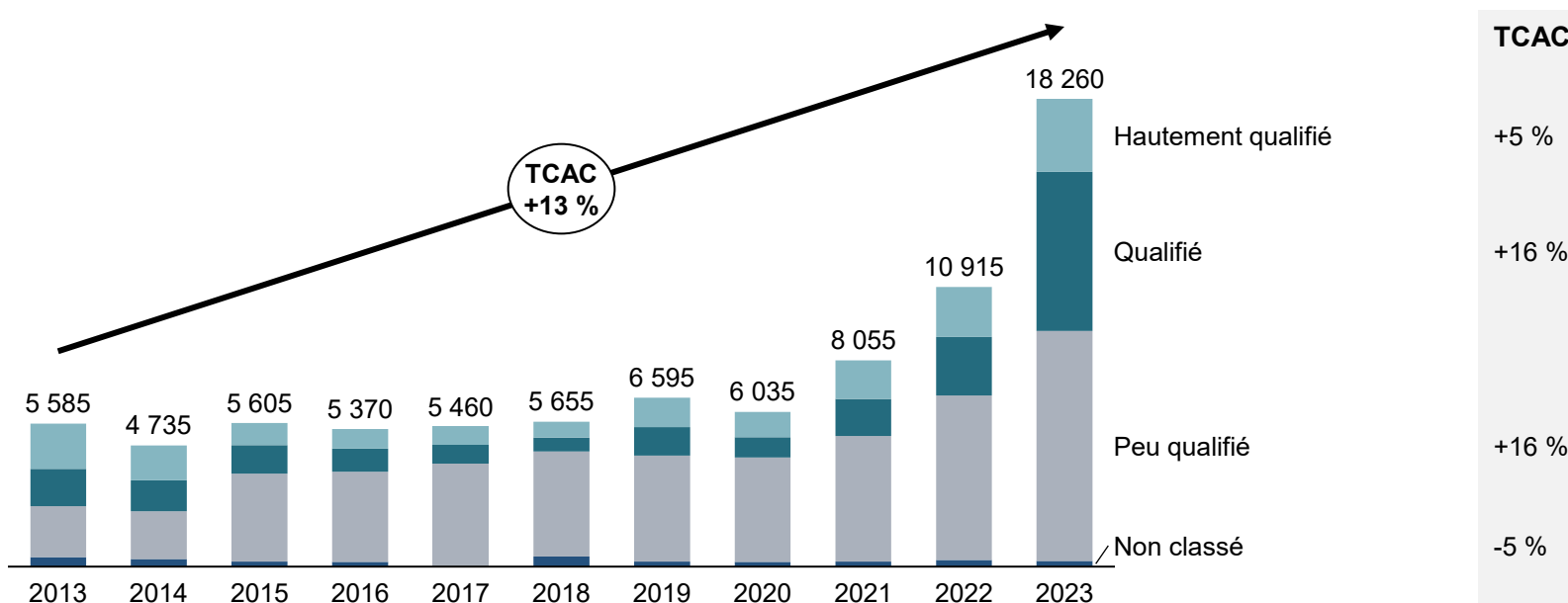
Une croissance généralisée des TET avant 2024, mais surtout chez les moins qualifiés

Dans le Grand Montréal, en 2023, les **TET peu qualifiés**, soit occupant un emploi exigeant au plus un diplôme d'études secondaires, **représentaient à eux seuls 49 % des TET**

- Les **TET peu qualifiés** ont d'ailleurs vu leur nombre croître de **16 % par année en moyenne** depuis 2013, soit un rythme plus de trois fois supérieur à celui des TET hautement qualifiés (+5 %)
- En revanche, les TET qualifiés, soit ceux occupant des postes de niveau technique ou spécialisé, affichent aussi une croissance annuelle moyenne de 16 % depuis 2013.

Travailleurs étrangers temporaires, selon le niveau de qualification ¹

RMR de Montréal, 2013-2023, en nombre et en pourcentage



(1) Les données présentées incluent uniquement les TET issus du PTET, puisque les données par profession ne sont pas disponibles pour ceux issus du PMI. De 2021 à 2023, le PMI comptait pour près de 80 % du volume de permis de travail délivrés dans la RMR (78 % contre 22 % pour le PTET).

Des assouplissements réglementaires à l'origine de la forte croissance des TET non qualifiés

Au cours des dernières années, le gouvernement du Québec a introduit plusieurs assouplissements visant à faciliter le recours aux TET dans les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, incluant une reconnaissance accrue de certains métiers peu spécialisés

- Ces ajustements ont eu pour effet de faire bondir le nombre de TET non qualifiés présents au Québec.

Face aux préoccupations croissantes concernant cette croissance rapide, le gouvernement du Québec a imposé plusieurs restrictions sur les travailleurs étrangers peu qualifiés ou à bas salaire

- Par exemple, en juillet 2026, le gouvernement du Québec a haussé le seuil salarial de 34,62 \$/h à 36,00 \$/h pour le PTET.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

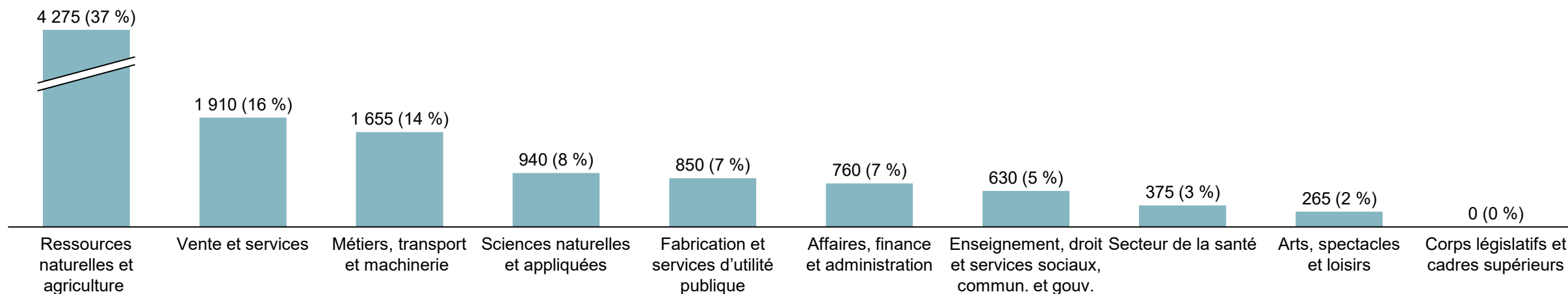
Les travailleurs étrangers temporaires se concentrent dans le secteur agricole qui dépend largement de cette main-d'œuvre

Plus du tiers des travailleurs étrangers temporaires issus du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) ¹ œuvrent dans le domaine des **ressources naturelles et de l'agriculture**, une dominance largement attribuable au secteur agricole, où les manœuvres à la récolte représentent à eux seuls 36 % de l'ensemble des travailleurs étrangers temporaires à Montréal

- Les domaines des **ventes et services** (16 %) et des **métiers, transport et machinerie** (14 %) se distinguent également par un recours important à l'immigration temporaire, reflétant des besoins structurels dans des postes souvent difficiles à combler
- Les **sciences naturelles et appliquées** suivent avec 8 % des travailleurs étrangers temporaires
- À l'inverse, les domaines requérant une formation plus spécialisée, comme la **santé** ou la **finance**, mobilisent une part beaucoup plus faible d'immigrants temporaires, bien que ceux-ci demeurent essentiels pour pourvoir certains postes exigeant des compétences particulières.

Nombre de travailleurs étrangers temporaires issus du PTET, selon le domaine d'emploi ²

RMR de Montréal, janvier à juillet 2024, en nombre et en pourcentage



(1) Le PTET est le seul programme de travailleurs étrangers temporaires soumis à l'autorisation et à la planification du gouvernement du Québec. Les données présentées concernent uniquement ce programme, puisque c'est le seul dont l'information par profession est disponible.

(2) Les données se rapportent aux nouveaux permis entrés en vigueur entre janvier et juillet 2024 et non au nombre total de travailleurs présents durant la période.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

La France constitue le principal bassin de recrutement

La provenance des immigrants temporaires varie sensiblement selon le type de statut

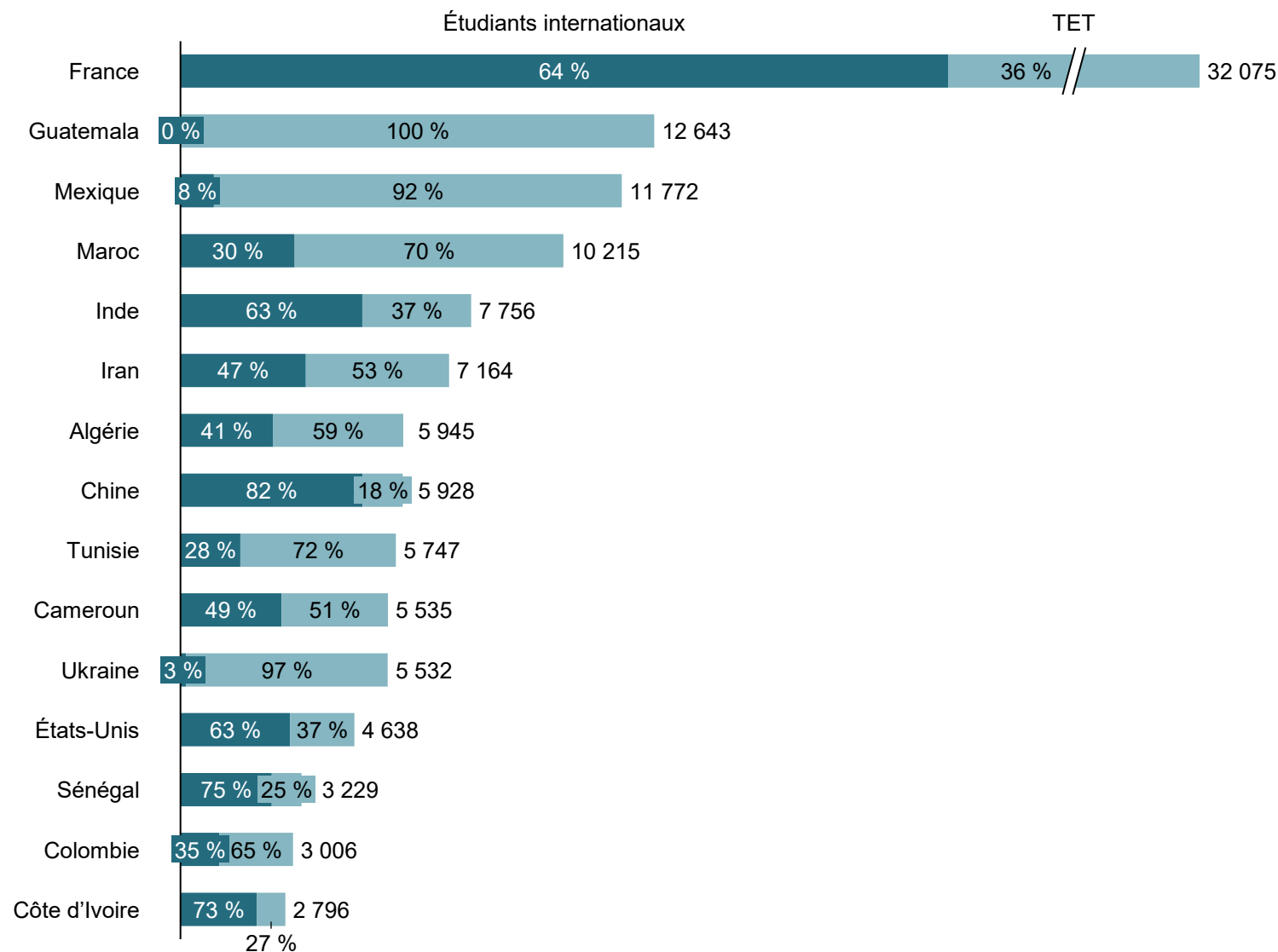
- La France constitue toutefois un bassin important à la fois pour les étudiants internationaux et les travailleurs étrangers temporaires, favorisée notamment par la langue commune, les liens culturels et certains mécanismes facilitant les parcours d'études et d'emploi.

D'autres bassins sont plus spécialisés à une ou l'autre des catégories d'admission

- Le Guatemala et le Mexique alimentent surtout le recrutement de travailleurs étrangers temporaires, notamment pour répondre aux besoins du secteur agricole, alors que la Chine et les États-Unis se distinguent davantage comme bassins d'étudiants
- À l'inverse, l'Inde, l'Iran et plusieurs pays d'Afrique francophones (ex. : Algérie, Tunisie et Cameroun) occupent une place importante dans les deux catégories.

Quinze principaux pays de provenance des immigrants temporaires ¹

Ensemble du Québec, janvier à juillet 2024, en nombre et en pourcentage



(1) Les demandeurs d'asile sont exclus de l'analyse, puisque les données ne sont pas disponibles.

Sources : IRCC, 2024; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

La moitié des travailleurs étrangers temporaires connaît le français

La connaissance du français demeure plus limitée chez les travailleurs du PTET

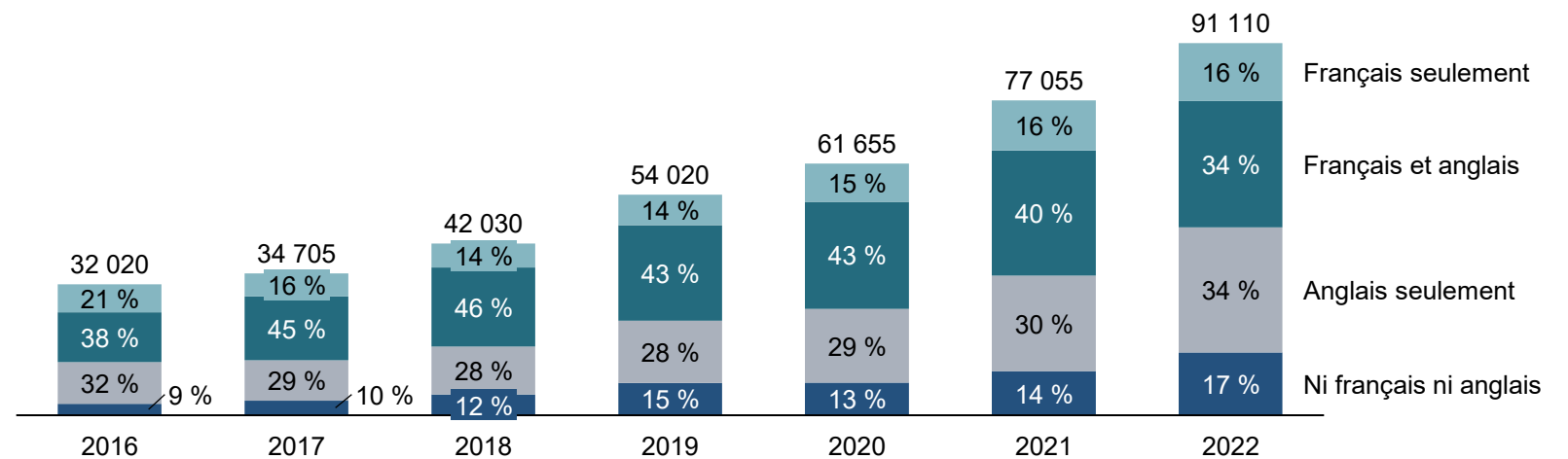
- En 2022, 40 % d'entre eux déclaraient connaître le français, contre 55 % parmi les travailleurs du PMI
- Cet écart semble toutefois largement lié à la forte présence de travailleurs agricoles dans le PTET : selon des données récentes du MIFI, en les excluant, la proportion connaissant le français atteignait 60,6 % en 2022 et 65,2 % en 2023.

Les nouvelles exigences adoptées en 2025 devraient aussi renforcer la connaissance du français chez les travailleurs qui demeurent plus longtemps au Québec

- À compter de décembre 2028, ceux visés devront démontrer un niveau 4 de français à l'oral après trois années cumulées de séjour, tandis que les travailleurs agricoles demeureront exemptés.

Connaissance des langues officielles des travailleurs étrangers temporaires

Ensemble du Québec, 2016-2022, en nombre et en pourcentage





Les résidents temporaires constituent un bassin de choix pour l'immigration permanente

Pour une partie des immigrants, le séjour temporaire constitue une porte d'entrée vers la permanence.

Leur expérience du marché du travail québécois, leur connaissance du contexte local et les compétences linguistiques acquises sur place facilitent ensuite leur intégration économique

- Selon une étude de la Chaire de recherche Jacques-Parizeau en politiques économiques, ceux ayant d'abord séjourné temporairement au Québec convergent plus rapidement vers la situation économique des natifs après leur admission permanente.

Les prochaines pages présentent un portrait des immigrants temporaires transitant vers la résidence permanence au Québec et ailleurs au Canada.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Le Québec convertit moins efficacement ses immigrants temporaires en résidents permanents

La RMR de Montréal présente un potentiel de rattrapage par rapport à celles de Toronto et de Vancouver dans la transition des immigrants temporaires vers la résidence permanente

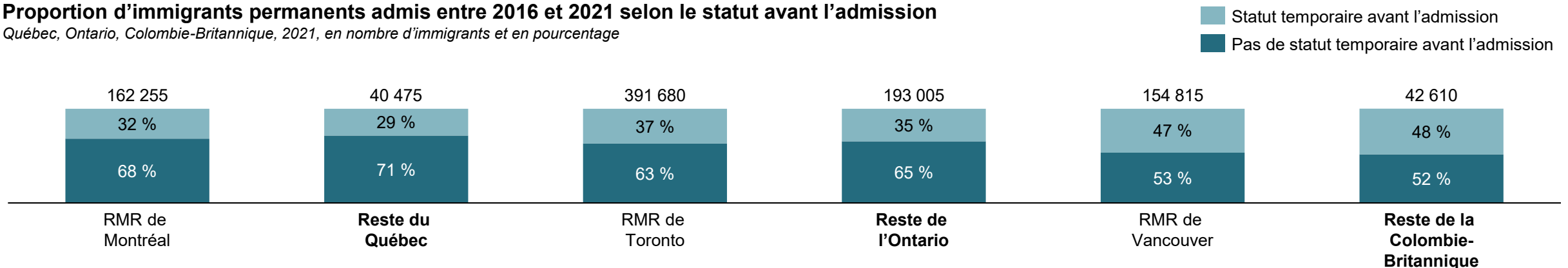
Cet enjeu dépasse toutefois la métropole : les transitions d'un statut temporaire à permanent sont également plus faibles dans le reste du Québec, ce qui suggère une difficulté ou une réticence plus généralisée à convertir ce bassin en immigration permanente

- À l'inverse, Toronto et surtout Vancouver semblent davantage tirer parti des résidents temporaires déjà présents pour soutenir leur croissance démographique et leurs besoins de main-d'œuvre.
- Or, ces personnes constituent un bassin particulièrement stratégique puisqu'elles sont déjà établies sur le territoire et disposent d'une expérience locale qui peut faciliter leur intégration durable.

Dans sa planification 2026-2029, le gouvernement du Québec vise d'ailleurs à ce que 65 % des immigrants permanents admis soient déjà présents sur le territoire, comparativement à 31 % en 2021 dans l'ensemble du Québec et 32 % dans la RMR de Montréal.

Proportion d'immigrants permanents admis entre 2016 et 2021 selon le statut avant l'admission

Québec, Ontario, Colombie-Britannique, 2021, en nombre d'immigrants et en pourcentage



PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

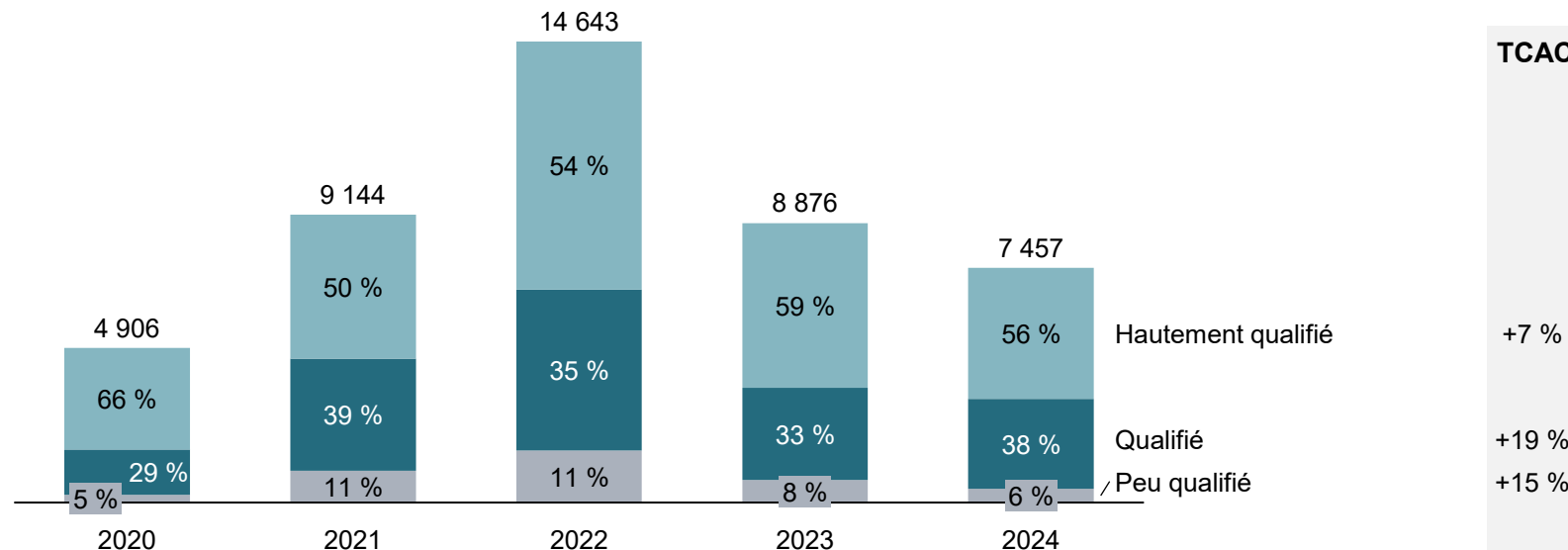
La transition vers la résidence permanente favorise les travailleurs les plus qualifiés

Plus de la moitié des immigrants permanents ayant auparavant détenu un permis de travail occupaient un emploi hautement qualifié, ce qui facilite généralement leur intégration économique après l'admission permanente

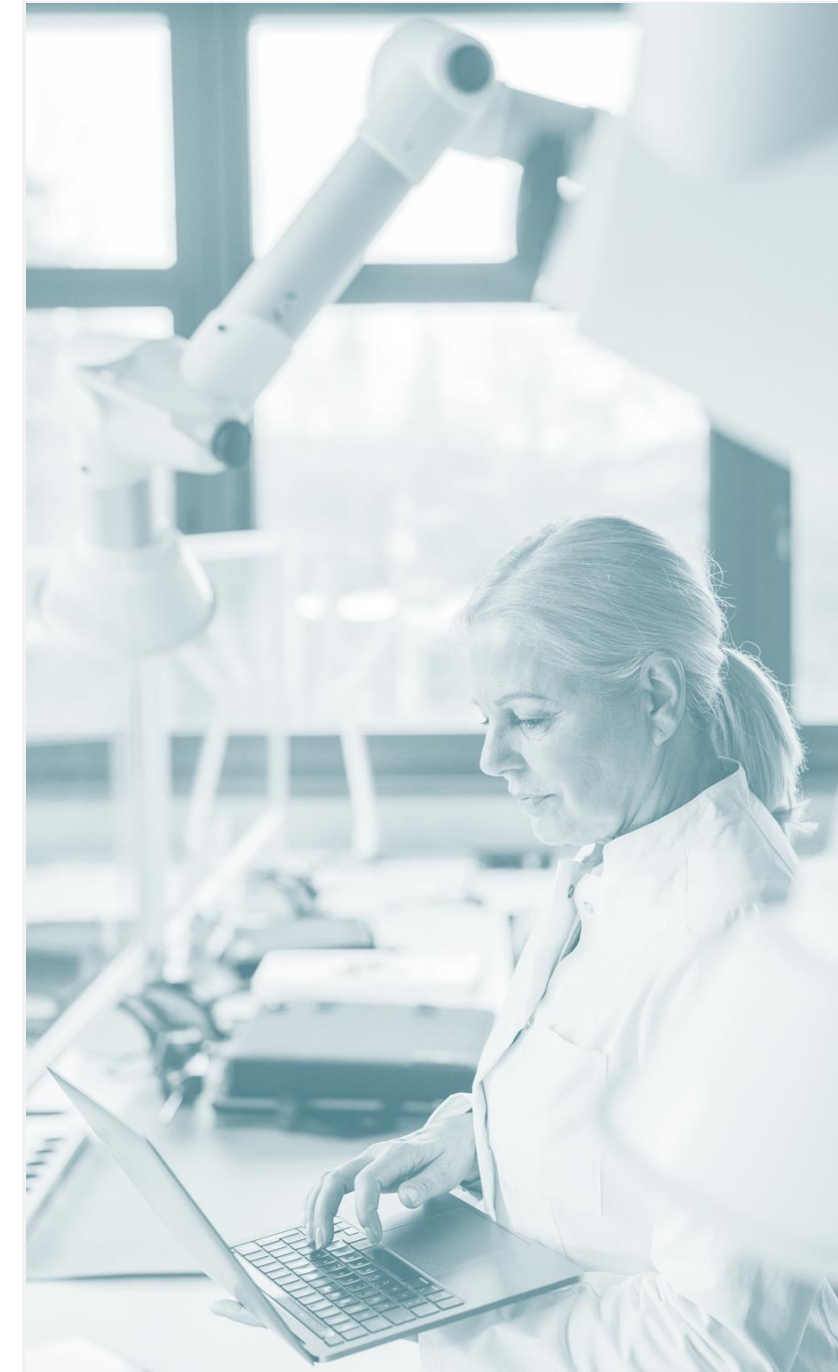
- Depuis 2020, les transitions progressent toutefois plus rapidement chez les travailleurs qualifiés et peu qualifiés, signe d'une diversification graduelle des profils admis
- Malgré cette évolution, les travailleurs peu qualifiés demeurent largement minoritaires parmi les admissions permanentes issues d'un permis de travail.
- Les travailleurs les plus qualifiés demeurent ainsi les principaux bénéficiaires de ces parcours.

Niveau de qualification des immigrants permanents détenant auparavant un permis de travail

Ensemble du Québec, 2020-2024, en nombre et en pourcentage



Sources : MIFI, 2025; Analyses Aviséo Conseil, 2026.



PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

L'immigration économique représente une part croissante de l'immigration permanente au Québec

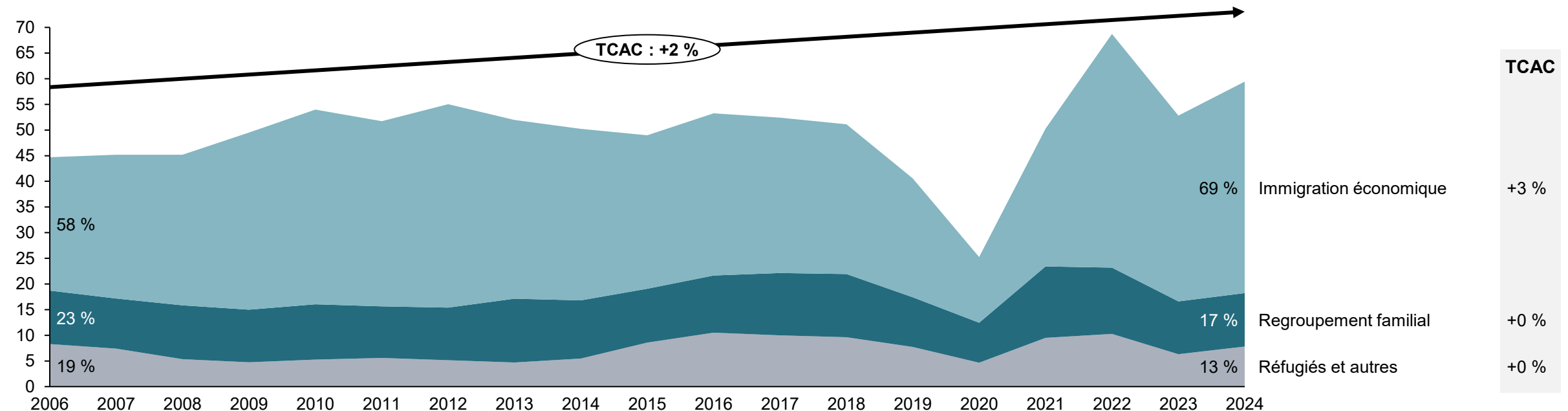
Depuis 2006, le nombre d'immigrants admis de façon permanente au Québec a crû de 2 % par année en moyenne, une croissance qui s'est exclusivement concentrée dans l'immigration économique (+3 % par année en moyenne)

- En conséquence, la part de cette catégorie est passée de 58 % des admissions en 2006 à 69 % en 2024, traduisant une orientation croissante de l'immigration permanente vers les besoins du marché du travail.

Parallèlement, comme présentée à la page 46, la part des immigrants permanents s'établissant dans la grande région de Montréal a largement diminué, une tendance qui témoigne des efforts de régionalisation déployés au cours des dernières années.

Nombre d'immigrants permanents, selon la catégorie d'admission

Ensemble du Québec, 2006-2024, en milliers et en pourcentage



PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Près de la moitié des immigrants permanents admis en 2024 proviennent d'Afrique

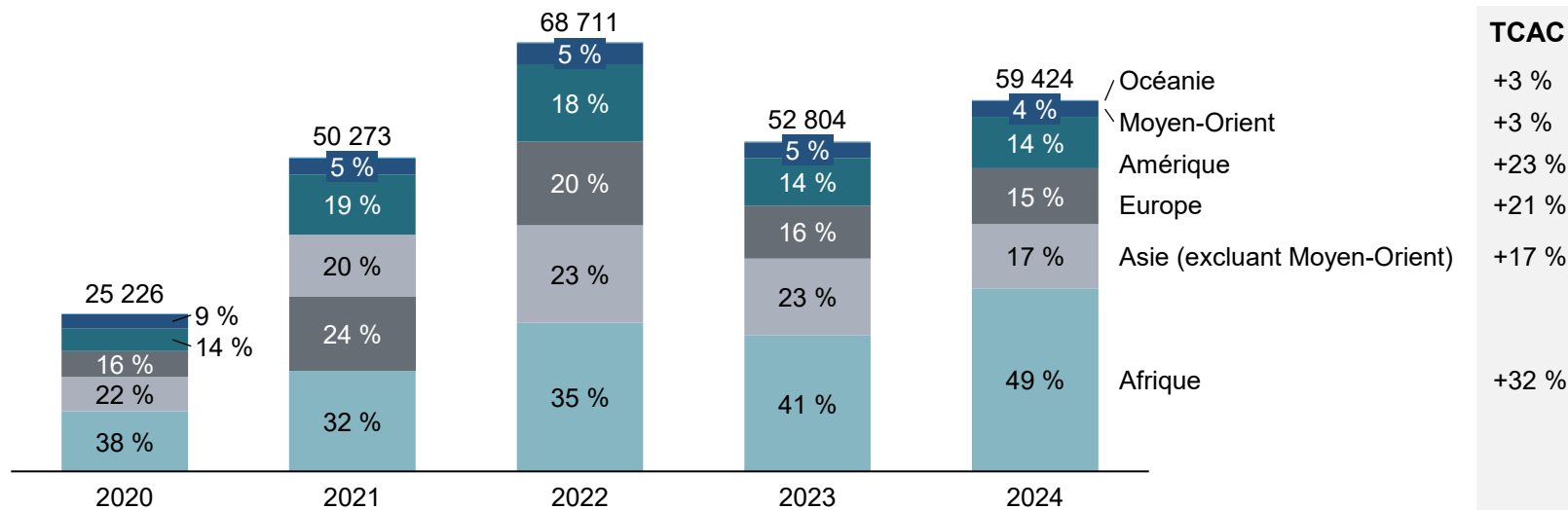
Ce continent est également à l'origine de la plus forte croissance de l'immigration au cours des dernières années

- Le resserrement des exigences linguistiques favorise les pays où la connaissance du français est plus répandue, ce qui renforce l'attractivité des bassins francophones d'Afrique
 - Cette tendance est particulièrement visible au sein de plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne francophone, qui occupent une place importante dans l'immigration au Québec.

L'Europe, principalement grâce à la France, bénéficie également de cet avantage linguistique et enregistre une croissance soutenue des admissions.

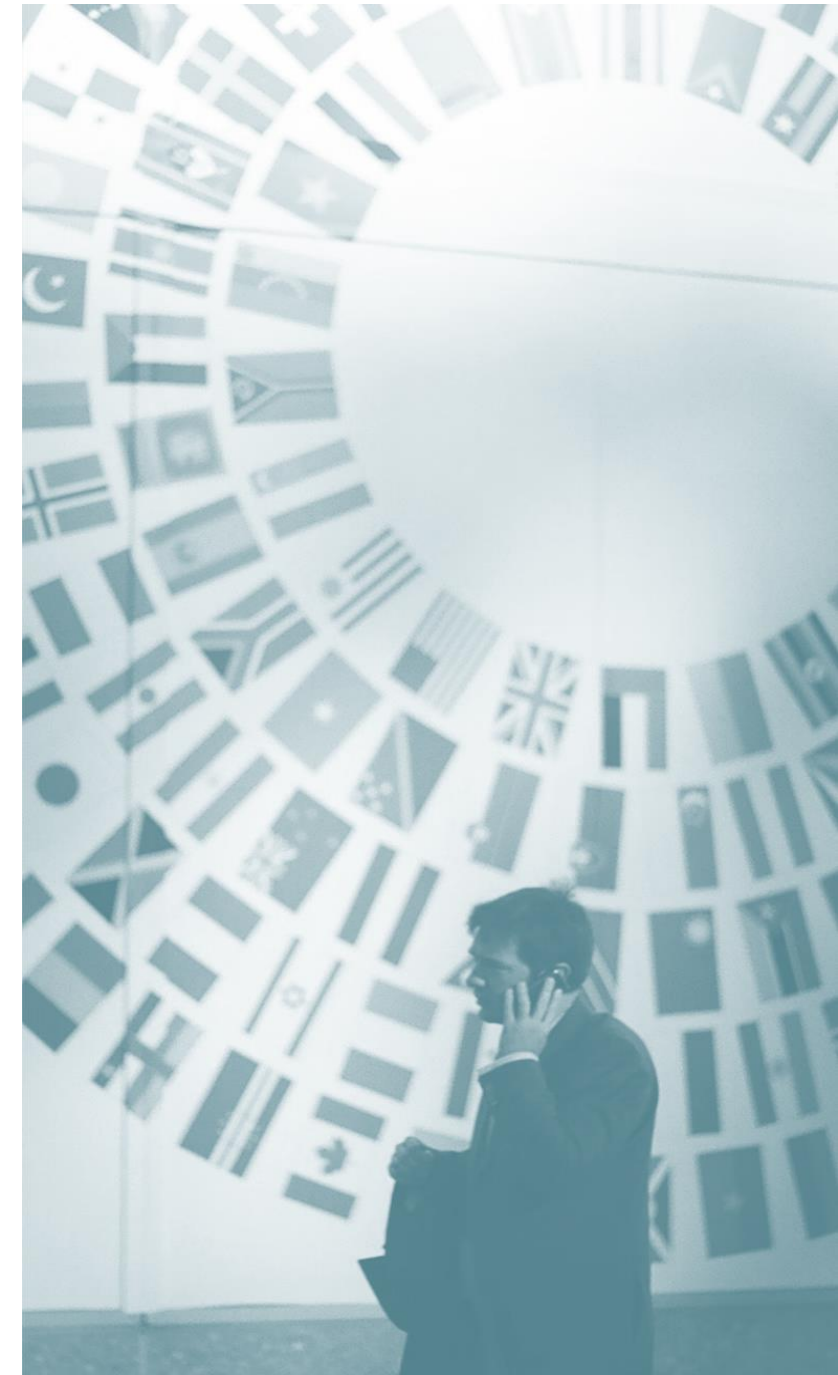
Continent de provenance des immigrants permanents¹

Ensemble du Québec, 2020-2024, en nombre



(1) Les immigrants dont le pays de provenance n'est pas déclaré sont exclus.

Sources : MIFI, 2025; Analyses Aviséo Conseil, 2026.



PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Une forte proportion d'immigrants provient de pays francophones

Le Québec admet principalement des immigrants issus de pays francophones, notamment de la France et de plusieurs pays africains

- Parmi les pays d'origine représentant plus de 10 000 immigrants admis au Québec depuis 2021, seule la Chine présente une faible présence du français.

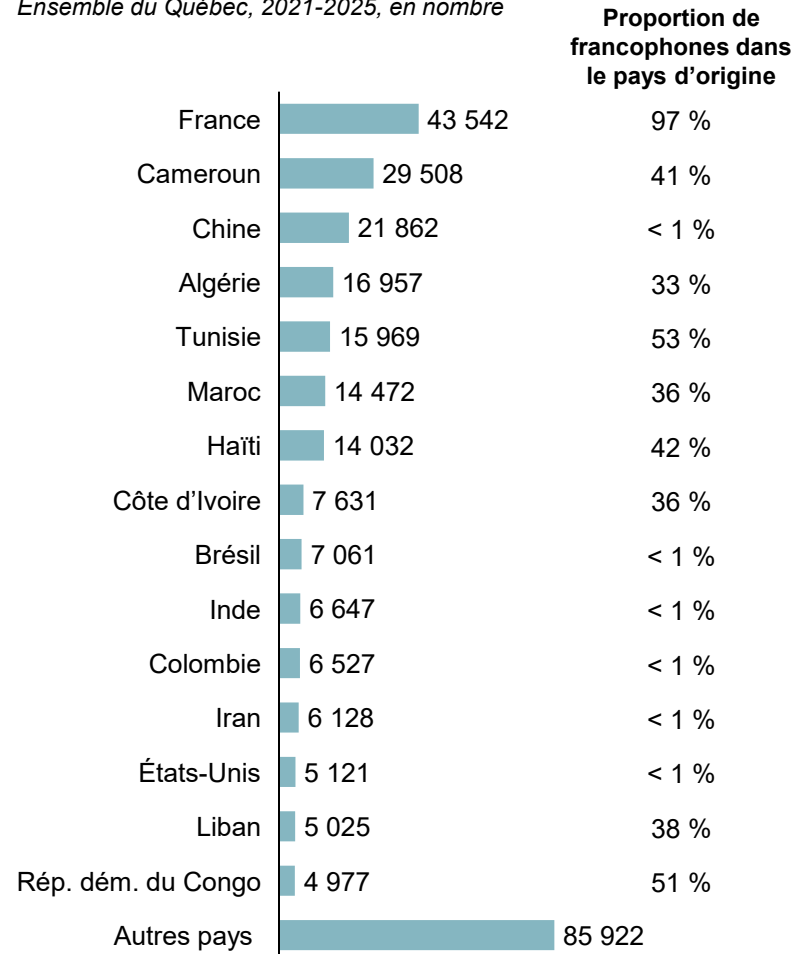
Environ les trois quarts des immigrants provenant des principaux pays d'origine sont issus de pays où la population francophone est importante

- Dans neuf des quinze principaux pays d'origine, plus de 30 % de la population est francophone ¹.

Cette forte présence de la francophonie parmi les principaux pays d'origine se reflète dans la proportion considérable de nouveaux arrivants ayant déjà une bonne connaissance du français.

Pays de provenance des immigrants permanents

Ensemble du Québec, 2021-2025, en nombre



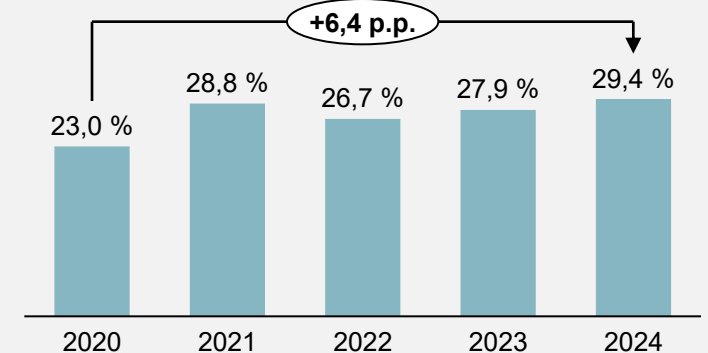
Le français comme langue maternelle en hausse parmi les immigrants permanents

Au Québec, la part des immigrants permanents ayant le français comme langue maternelle est passée de 23 % en 2020 à 29,4 % en 2024

- Cette tendance permet entre autres de réduire la pression sur les services de francisation.

Proportion d'immigrants permanents ayant le français comme langue maternelle

Ensemble du Québec, 2020-2024, en pourcentage



(1) Selon la définition de l'Observatoire international de la francophonie, la francophonie inclut toute personne de 10 ans et plus, capable d'utiliser le français pour communiquer (parler, comprendre, lire ou écrire), quel que soit le degré de maîtrise.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

La proportion d'immigrants permanents connaissant le français a fortement augmenté au cours des dernières années

La proportion d'immigrants permanents connaissant le français est passée de 52 % en 2017 à 73 % en 2024, soit une augmentation de plus de 20 points de pourcentage

- Cette progression s'est accompagnée d'une diminution du nombre d'immigrants connaissant uniquement l'anglais ou ne connaissant aucune langue officielle, ce qui témoigne d'une importance accrue accordée à la connaissance du français dans la sélection des immigrants
- Cette tendance est également liée au poids croissant de l'immigration économique, dont les candidats sont plus susceptibles de connaître le français : ils représentent 77 % des immigrants permanents francophones, comparativement à 69 % de l'ensemble des immigrants permanents.



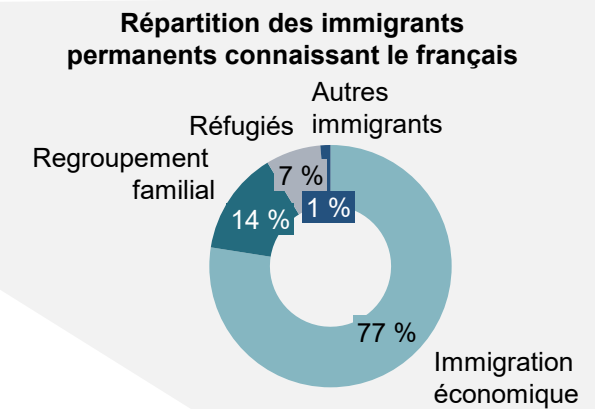
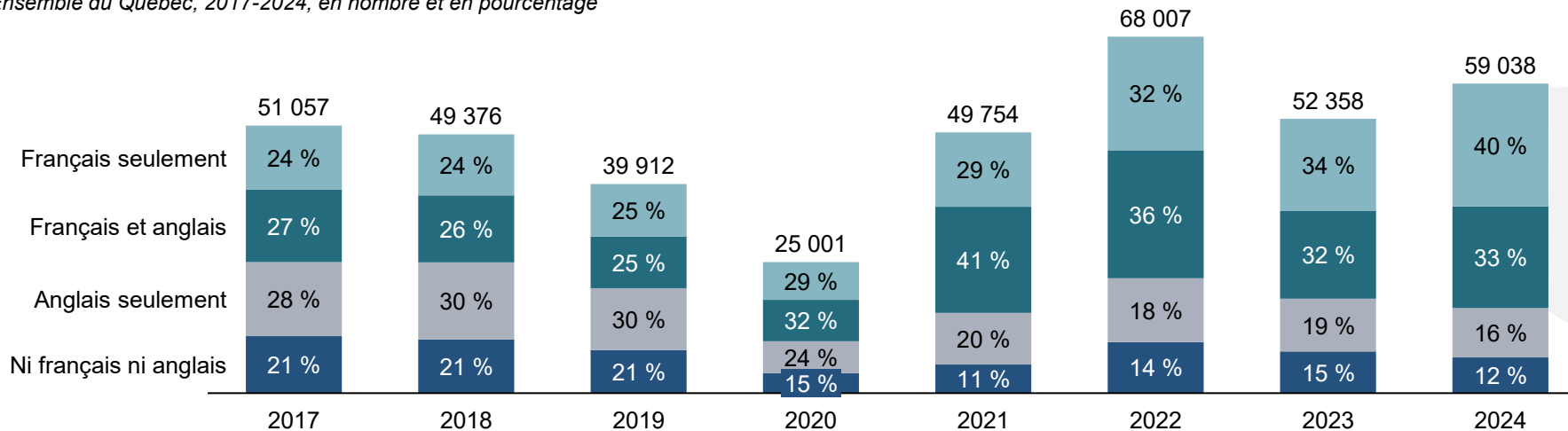
La connaissance du français progresse également dans le Grand Montréal

Parmi les immigrants permanents admis entre 2014 et 2023 qui résidaient dans le Grand Montréal en janvier 2025, 63 % connaissaient le français, une proportion inférieure à celle observée pour l'ensemble du Québec

- Cette part est toutefois passée de 59 % chez les personnes admises entre 2014 et 2018 à 67 % parmi celles admises entre 2019 et 2023, témoignant d'une progression de la connaissance du français dans les régions qui composent le Grand Montréal.

Connaissance des langues officielles des immigrants permanents¹

Ensemble du Québec, 2017-2024, en nombre et en pourcentage



(1) Les immigrants dont la connaissance des langues n'est pas déclarée sont exclus.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

La connaissance du français comme facteur de rétention des immigrants

Plus de 80 % des immigrants admis entre 2014 et 2023 qui connaissaient le français lors de leur admission étaient toujours établis au Québec en janvier 2025

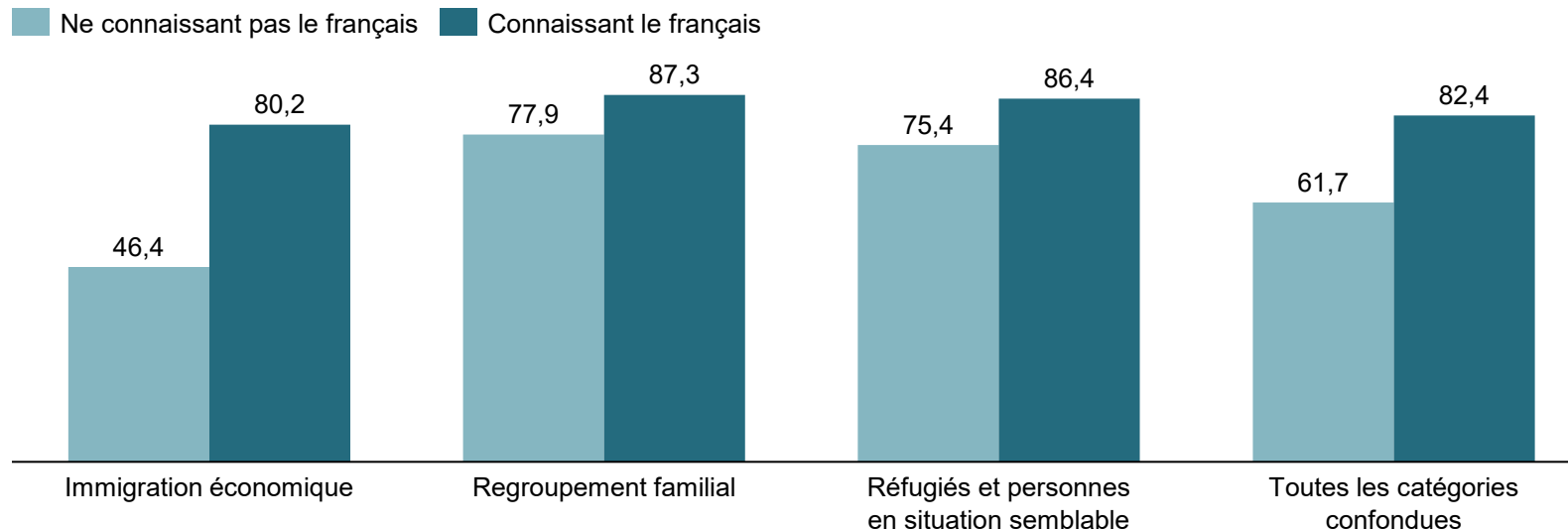
– À l'inverse, le taux de rétention n'était que de 61,7 % chez les immigrants qui ne connaissaient pas le français.

Cette différence suggère que la maîtrise préalable du français constitue un facteur important de rétention, facilitant l'intégration au marché du travail et le développement d'un réseau social

– L'effet est particulièrement marqué chez les immigrants économiques, pour qui les perspectives d'emploi et d'intégration professionnelle jouent un rôle central dans la décision de demeurer au Québec.

Taux de présence des personnes immigrantes admises au Québec de 2014 à 2023 selon la connaissance du français déclaré lors de l'admission et la catégorie d'immigration

Ensemble du Québec, janvier 2025, en pourcentage



Un constat inverse est observé parmi les immigrants connaissant l'anglais

Environ 70 % des immigrants qui connaissaient l'anglais avant leur admission étaient toujours établis au Québec en janvier 2025 comparativement à près de 80 % pour ceux ne connaissant pas la langue

– La connaissance de l'anglais facilite l'immigration interprovinciale, élargissant les possibilités d'emploi et d'établissements ailleurs au Canada.

La maîtrise du français semble ainsi favoriser un ancrage plus durable au Québec, où elle constitue un atout déterminant pour l'intégration économique et sociale.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Les immigrants économiques et qualifiés sont davantage en emploi

Les immigrants économiques, sélectionnés pour leurs compétences, affichent le plus haut taux d'emploi parmi les catégories d'admission

- Du fait de leur plus jeune âge moyen, ils présentent même un taux d'emploi supérieur à celui des personnes nées au Canada
- Les réfugiés et les immigrants issus du regroupement familial, dont la sélection répond à des objectifs de protection et de réunification, affichent pour leur part des taux d'emploi beaucoup plus faibles.

Taux d'emploi des immigrants admis entre 2016 et 2021 selon la catégorie d'admission

RMR de Montréal; 2021; en pourcentage

	Taux d'emploi
Immigrants économiques	72,0 %
Immigrants parrainés par un membre de la famille	54,2 %
Réfugiés	51,7 %
Autres immigrants	63,8 %
Personnes nées au Canada	61,1 %

Le niveau de scolarité favorise fortement l'intégration en emploi, peu importe la catégorie d'immigration

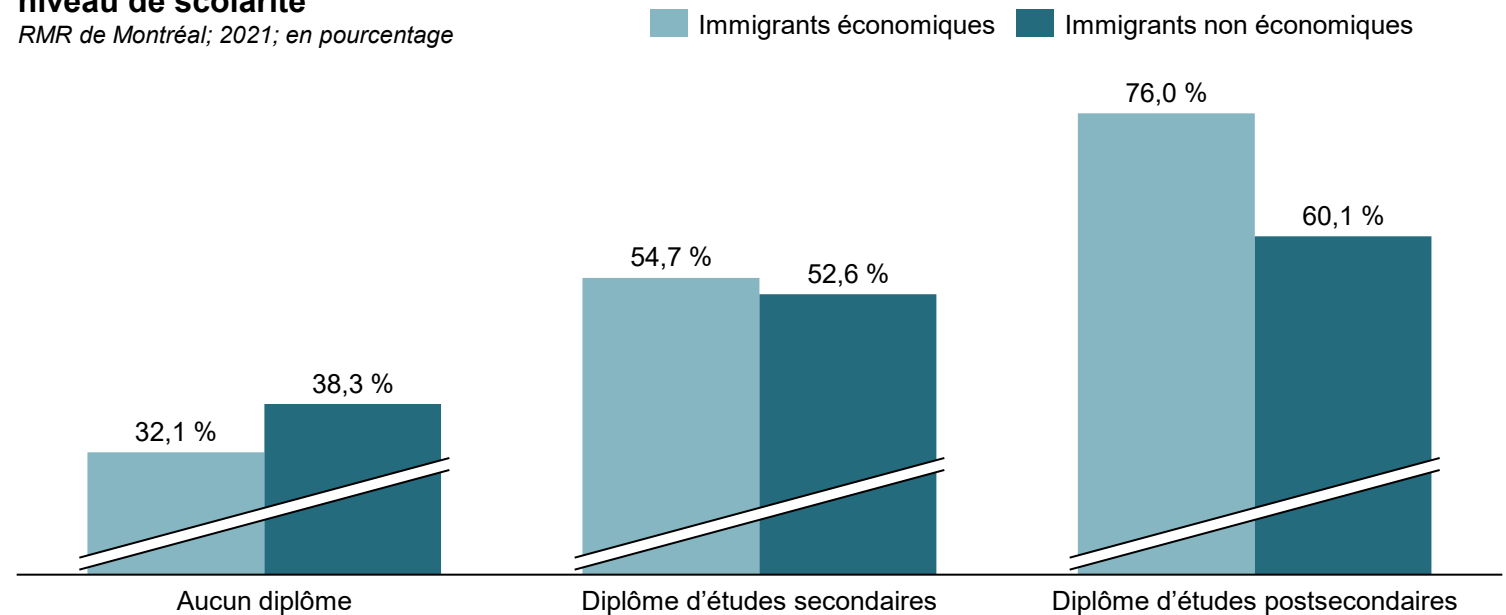
- Parmi les immigrants économiques admis entre 2016 et 2021, le taux d'emploi en 2021 passe de 32,1 % chez les personnes sans diplôme à 76,0 % chez celles détenant un diplôme postsecondaire
- La même relation s'observe chez les immigrants non économiques.

À niveau de scolarité comparable, les immigrants économiques affichent toutefois généralement de meilleurs taux d'emploi, à l'exception de ceux ne détenant aucun diplôme

- Cet écart est cohérent avec une sélection davantage fondée sur les compétences et le potentiel d'intégration au marché du travail.

Taux d'emploi des immigrants admis entre 2016 et 2021 selon la catégorie d'admission et le niveau de scolarité

RMR de Montréal; 2021; en pourcentage



Sources : Statistique Canada (Tableau 98-10-0441-01), 2021; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

PORTRAIT DE L'IMMIGRATION

Un travailleur sur cinq est un immigrant permanent dans 80 % des secteurs d'activité

Les immigrants permanents sont donc largement présents dans le marché du travail montréalais, même si leur poids varie selon les secteurs

- Leur proportion est la plus élevée dans les services administratifs et de soutien et le transport et l'entreposage (33 %), ainsi que dans la fabrication et la santé et l'assistance sociale (32 %)
- Ils sont également bien représentés dans plusieurs secteurs faisant appel à des compétences spécialisées, notamment les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que la finance et les assurances (28 %)
- À l'inverse, leur présence est plus faible dans la construction (15 %), les arts, les spectacles et les loisirs (15 %), ainsi que l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (16 %)
- Dans la construction, les exigences de qualification et de reconnaissance des compétences peuvent notamment limiter l'accès des travailleurs immigrants malgré des besoins de main-d'œuvre importants.

Dans l'ensemble, les immigrants permanents représentent 27 % des travailleurs de la RMR de Montréal, et leur présence dépasse 20 % dans 80 % des secteurs d'activité, ce qui témoigne de leur intégration généralisée à l'économie métropolitaine.

Proportion d'immigrants permanents, selon le secteur d'activité

RMR de Montréal, 2021, en pourcentage



Six grands constats émergent du portrait de l'immigration

Principaux constats sur le portrait de l'immigration

Grand Montréal, 2026



La concentration de l'immigration dans le Grand Montréal reflète son rôle de métropole :

Les grandes métropoles agissent comme moteurs économiques et attirent naturellement les immigrants. Leur croissance profite également aux territoires avoisinants.



L'immigration temporaire recule sous l'effet de nouvelles restrictions : Après une forte progression, particulièrement chez les TET peu qualifiés, l'immigration temporaire connaît un recul en raison des restrictions touchant le volet des bas salaires et les étudiants internationaux.



Les bassins de recrutement des TET reflètent les besoins sectoriels et influencent leur profil linguistique : Le Guatemala et le Mexique constituent les principaux bassins en raison du secteur agricole, mais ils contribuent à la faible connaissance du français chez les TET.



Le Québec tire peu parti de son bassin de résidents temporaires pour alimenter l'immigration permanente : Les taux de transition y sont plus faibles qu'ailleurs au Canada, malgré le fait que leur expérience locale facilite généralement leur intégration économique.



L'immigration permanente devient plus économique et plus francophone : La part de l'immigration économique et celle des immigrants francophones ont augmenté au cours des dernières années, mais la régionalisation a réduit progressivement la part du Grand Montréal.



Les immigrants permanents sont présents dans l'ensemble des secteurs d'activité : Ils sont particulièrement présents dans les services, la santé et le transport, mais peu dans le secteur de la construction où la reconnaissance des compétences constitue un frein.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



Un cadre d'analyse pour évaluer la capacité d'accueil du Grand Montréal

Étant fréquemment utilisé pour désigner différents aspects géographiques, économiques et sociaux, le concept se doit d'être défini.

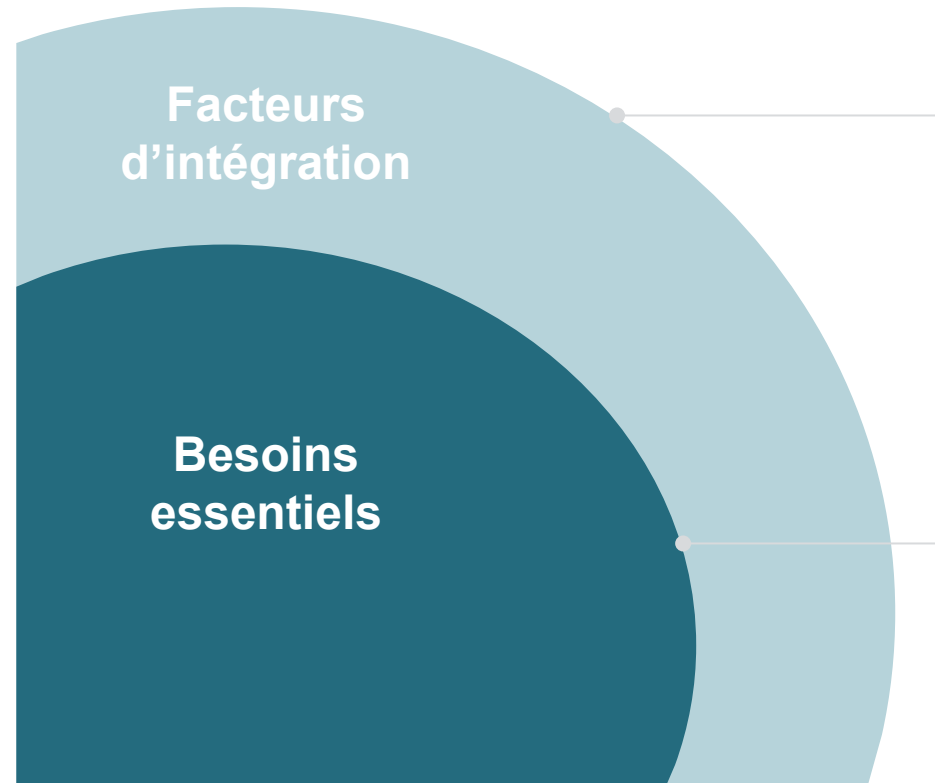
Aux fins du présent rapport, la capacité d'accueil est définie comme **l'aptitude d'un territoire à répondre aux besoins fondamentaux des personnes, à favoriser leur intégration, et à soutenir la croissance démographique.**

Dans un contexte de croissance démographique uniquement attribuable aux activités migratoires, les indicateurs sont alignés sur les besoins et orientés vers les réalités de ces populations concernées.

Note : Les nouveaux arrivants peuvent aussi renforcer la capacité d'accueil lorsqu'ils travaillent dans les secteurs concernés. Cet apport ne compense toutefois pas nécessairement la demande additionnelle qu'entraîne une population plus nombreuse, de sorte que la pression nette demeure à la hausse.

Schéma simplifié du cadre d'analyse de la capacité d'accueil

À titre illustratif



Conditions d'intégration

Ce qui permet de participer à la vie économique

- Éducation
- Services de garde
- Francisation
- Transport
- Emploi**

Conditions de vie

Ce dont une personne a besoin pour vivre sur le territoire

- Habitation
- Santé
- Alimentation*
- Sécurité*

*Bien que ces facteurs contribuent à la capacité d'accueil d'un territoire, ils ne constituent pas actuellement des facteurs sous tension au Québec. Ils ont donc été exclus du présent cadre d'analyse.

** Comme démontré dans la section «Besoins de main-d'œuvre», le territoire présente davantage d'opportunités d'emploi que de main-d'œuvre disponible. Cet enjeu ayant déjà été documenté et largement favorable à l'immigration, il n'est pas repris dans l'analyse de la capacité d'accueil.

Un cadre d'analyse adapté au contexte québécois

Thématique	Définition	Intégrée	Rationnel
Besoins essentiels			
Habitation	Capacité à offrir un nombre suffisant de logements accessibles et adaptés aux besoins de la population	✓	La disponibilité, contrainte notamment par la capacité des infrastructures en eau, et l'abordabilité du logement, constituent actuellement l'un des principaux facteurs limitant la capacité d'accueil du territoire
Santé	Capacité à répondre aux besoins de santé de la population et à offrir un accès adéquat aux soins et services de santé	✓	Les pressions exercées sur le système de santé peuvent influencer la capacité du territoire à répondre aux besoins d'une population croissante
Alimentation	Capacité à assurer un accès adéquat à des aliments abordables, diversifiés et de proximité	X	Bien que l'alimentation constitue un besoin essentiel, aucun enjeu de sécurité alimentaire n'est actuellement susceptible de limiter la capacité d'accueil
Sécurité	Capacité à offrir un environnement sécuritaire et à répondre efficacement aux besoins en sécurité	X	La sécurité ne constitue pas actuellement un facteur sous tension et n'a pas de réel impact sur la capacité d'accueil
Facteurs d'intégration			
Services de garde	Capacité à offrir suffisamment de places pour répondre aux besoins des familles et permettent aux parents de travailler	✓	L'accès difficile aux services de garde peut freiner la participation au marché du travail des parents de jeunes enfants
Éducation	Capacité du réseau scolaire à accueillir les enfants et à leur offrir des services éducatifs adéquats	✓	Les pressions exercées sur le système d'éducation peuvent limiter la capacité du réseau à absorber une hausse de la population scolaire
Francisation	Capacité à soutenir l'apprentissage du français et l'intégration linguistique des nouveaux arrivants	✓	L'accès aux services de francisation constitue un levier déterminant de l'intégration des nouveaux arrivants
Transport	Capacité des réseaux de transport à permettre les déplacements des personnes vers les lieux de résidence, de travail, d'études et de services	✓	La croissance démographique exerce une pression sur les réseaux de transport, dont la capacité influence l'accès à l'emploi, aux services et aux lieux de résidence
Emploi	Capacité du marché du travail à offrir des opportunités d'emploi correspondant aux compétences de la population	X	Cet enjeu ayant déjà été documenté dans la section «Besoins de main-d'œuvre», il n'est pas repris dans l'analyse de la capacité d'accueil

An aerial photograph of the Montreal skyline, featuring a mix of modern glass skyscrapers and historic stone buildings. The St. Paul's Cathedral with its large dome is prominent in the lower right. A wide, tree-lined boulevard runs through the center. A semi-transparent white box with black text is overlaid on the right side of the image.

**Les fiches suivantes
détaillent les différents
indicateurs
déterminants de la
capacité d'accueil du
Grand Montréal**

Le taux d'inoccupation a rejoint son niveau d'équilibre, mais des tensions demeurent parmi les logements de plus grande taille

Après plusieurs années sous le seuil d'équilibre de 3 %, dans un contexte de forte demande alimentée notamment par l'immigration et un accès plus difficile à la propriété, le taux d'inoccupation du Grand Montréal est remonté graduellement pour atteindre 2,9 % en 2025

- Ce niveau, bien qu'encore légèrement sous le seuil d'équilibre, témoigne d'un relâchement récent des pressions sur le marché locatif
- Le taux d'inoccupation est désormais plus élevé dans le Grand Montréal que dans le reste du Québec, indiquant une plus grande disponibilité relative des logements locatifs et, ainsi, une meilleure capacité à absorber une demande additionnelle
- Le portrait varie toutefois selon la taille des logements : les petites unités affichent des taux supérieurs au seuil d'équilibre, tandis que les logements de trois chambres et plus demeurent plus rares.

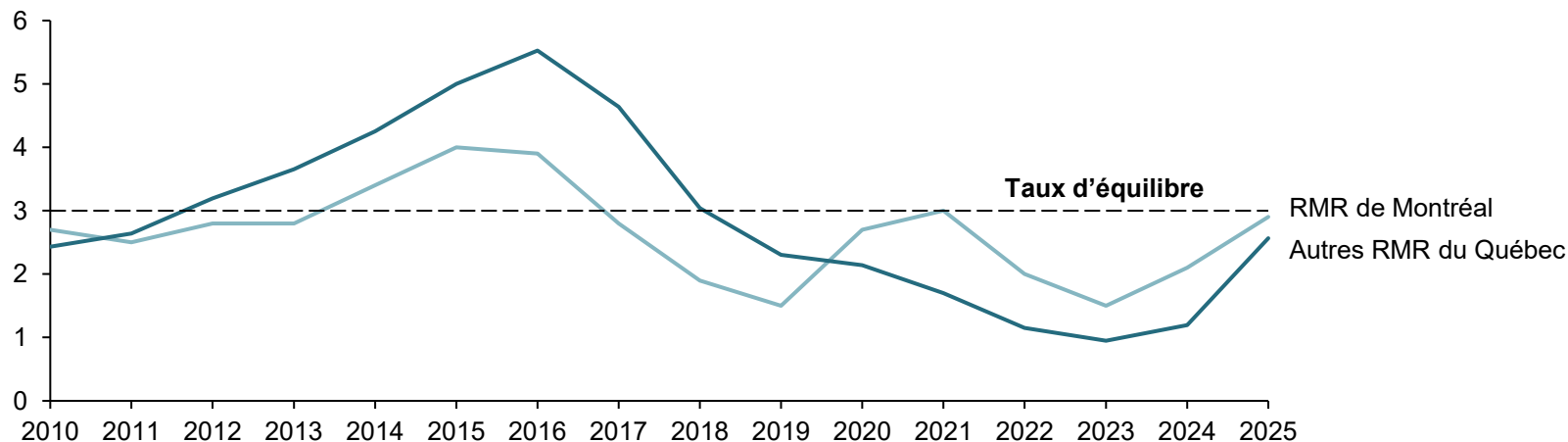


Le marché locatif montréalais devrait poursuivre sa trajectoire

Selon la SCHL, le taux d'inoccupation dans la RMR de Montréal devrait continuer d'augmenter pour atteindre 4,5 % en 2028. Cela s'explique en partie par le ralentissement démographique et par l'augmentation de l'offre de logements découlant des mises en chantier des dernières années.

Taux d'inoccupation

RMR de Montréal et autres RMR du Québec, octobre 2010-2025; en pourcentage



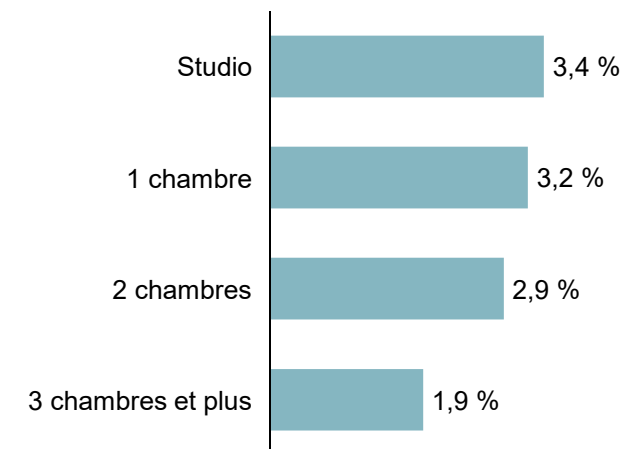
Sources : SCHL, 2026; Observatoire Grand Montréal, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Taux d'inoccupation selon la taille du logement

RMR de Montréal; octobre 2025; en pourcentage

TCAC

0 %
0 %



Les tensions sur le marché de l'habitation du Grand Montréal touchent avant tout les ménages à plus faible revenu

Malgré une hausse comparable des loyers depuis 2010, le coût du logement demeure plus élevé dans le Grand Montréal, où le loyer moyen dépasse de 9 % celui des autres RMR québécoises

Ce constat est cohérent avec son statut de métropole, mais il engendre des enjeux d'abordabilité pour les ménages à plus faible revenu

- Le taux d'inoccupation est ainsi nettement plus élevé parmi les ménages à haut revenu, atteignant 5,9 % pour ceux dont le revenu annuel se situe entre 76 000 \$ et 112 000 \$
- À l'inverse, il s'établit à moins de 2 % parmi les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 52 000 \$
 - La construction de près de 3 400 logements sociaux d'ici 2035 devrait permettre d'alléger la pénurie de logements abordables dans le Grand Montréal.

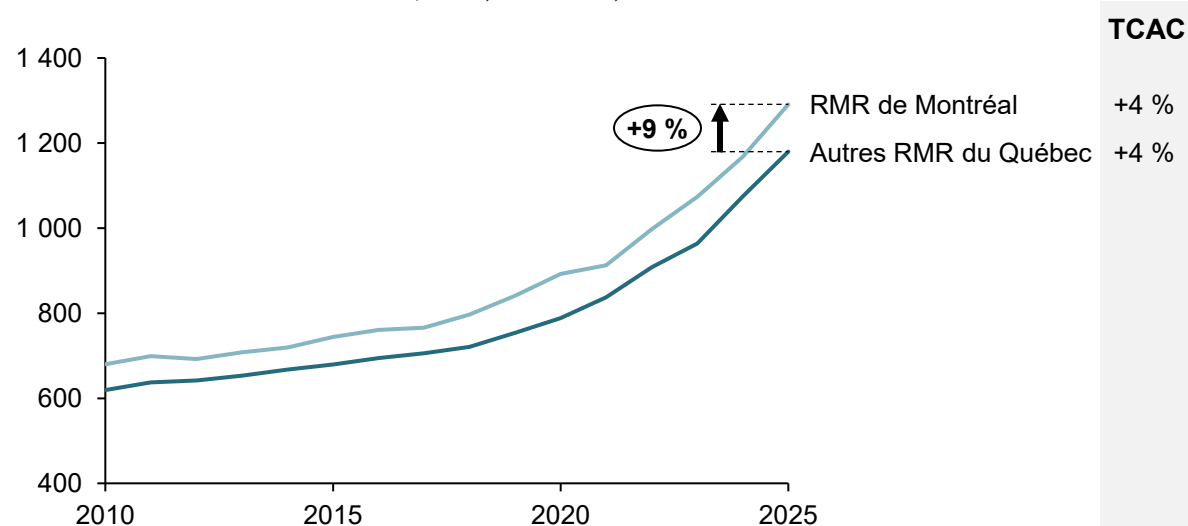


Le loyer moyen devrait continuer de croître d'ici 2028

La SCHL prévoit que le loyer moyen d'un logement de deux chambres dans la RMR de Montréal passera de 1 346 \$ en 2025 à 1 500 \$ en 2028, **soit une hausse de 11,4 %**. Cette augmentation s'explique par une demande qui demeure soutenue, ainsi que par la mise en marché de nouveaux logements à des loyers plus élevés.

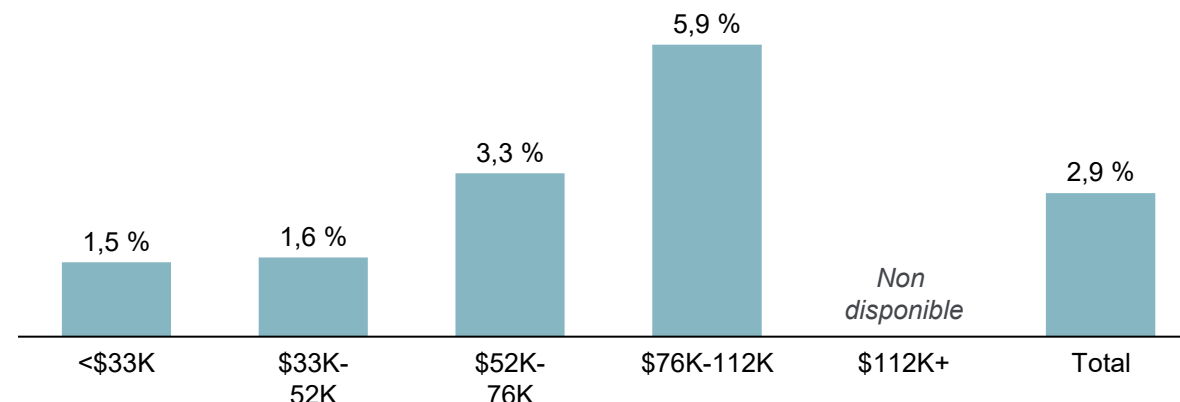
Loyer moyen

RMR de Montréal et autres RMR du Québec, 2010-2025, en dollars



Taux d'inoccupation des logements abordables* selon la tranche de revenu des ménages

RMR de Montréal, 2025, en pourcentage



*Un logement est considéré comme abordable lorsque le loyer représente moins de 30 % du revenu du ménage.

Le développement de nouveaux logements est freiné par la capacité limitée des infrastructures en eau du Grand Montréal

Depuis quelques années, la RMR de Montréal affiche un ratio de logements achevés par 1 000 nouveaux habitants supérieur à celui du reste du Québec, mais ce niveau demeure très faible comparativement aux années 2010

- La forte croissance démographique des dernières années a contribué à faire chuter ces ratios et les contraintes d'infrastructures limitent aussi le développement de nouveaux logements
 - Les besoins d'investissements dans les infrastructures en eau du Grand Montréal sont estimés à près de 22,3 G\$ d'ici 2032, mais le Plan québécois des infrastructures (PQI) en prévoit seulement 222 M\$, révélant un important déficit
 - Des municipalités comme Carignan, La Prairie et Marieville ont d'ailleurs dû imposer des moratoires sur les projets de construction, leurs infrastructures en eau étant insuffisantes pour répondre aux besoins actuels et soutenir la croissance
- Selon l'Union des municipalités du Québec (UMQ), ce sont près de 36 000 habitations qui ne peuvent pas être réalisées à cause d'un déficit de capacité des infrastructures d'eau.

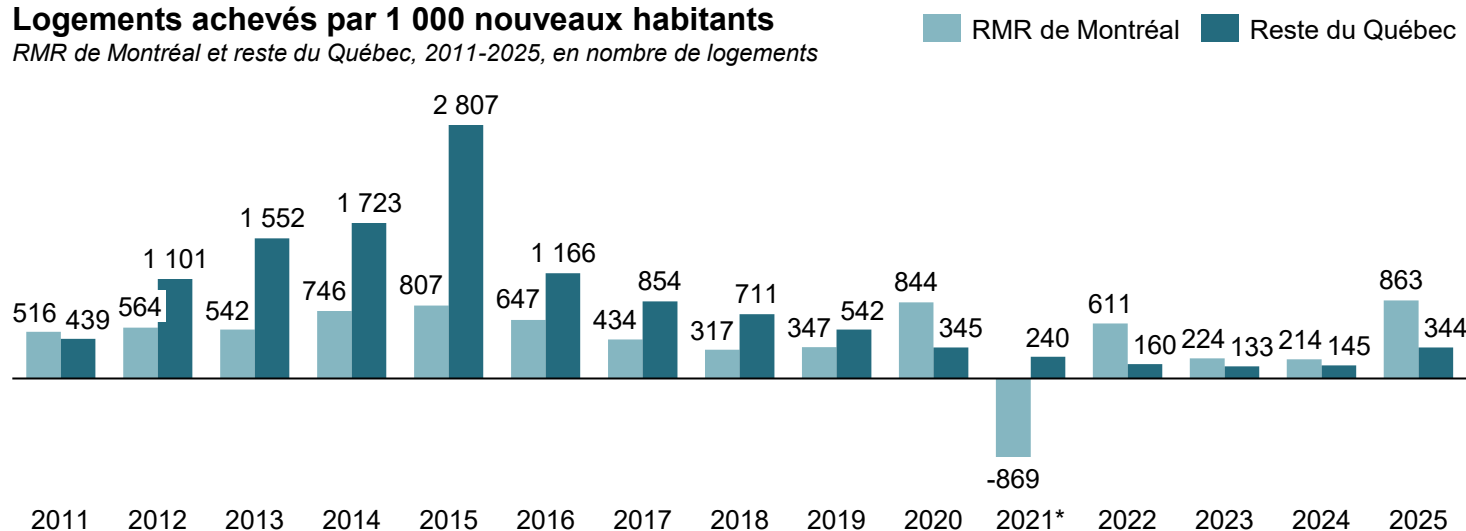


Une mobilisation des acteurs pour hausser l'offre résidentielle

Le Plan métropolitain d'aménagement et de développement 2026-2046 (PMAD) identifie un potentiel d'accueil de 447 400 nouveaux logements dans le Grand Montréal d'ici 2046, mais la réalisation de ce potentiel dépend notamment de la capacité des infrastructures à soutenir cette croissance, alors que la part des investissements du PQI destinée aux municipalités est en baisse.

Logements achevés par 1 000 nouveaux habitants

RMR de Montréal et reste du Québec, 2011-2025, en nombre de logements



*La baisse de population observée en 2021 dans la RMR de Montréal explique le ratio négatif.

Sources : MAMH, 2023; CERIU, 2025; CMM, 2026; Gouvernement du Québec — PQI 2025-2035, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Estimation des besoins d'investissement pour les infrastructures en eau

Municipalités de la CMM, 2023-2032p, p= prévision, en milliards de dollars



La hausse du nombre de personnes prises en charge pourrait permettre un meilleur accès aux services de première ligne

Le nombre de personnes inscrites au Guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF) qui ont été prises en charge augmente légèrement plus rapidement dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec

- Dans la région, cette hausse repose surtout sur l'inscription auprès de groupes de médecine de famille (GMF), alors qu'une plus faible proportion des personnes prises en charge est directement attirée à un médecin de famille
- La notion de «prise en charge» demeure toutefois administrative : elle indique qu'une personne est inscrite auprès d'un médecin, d'un GMF ou d'une IPS, sans garantir qu'elle puisse obtenir facilement ou rapidement un rendez-vous
 - Ainsi, une hausse de la prise en charge ne se traduit pas automatiquement par une amélioration de l'accès aux soins.

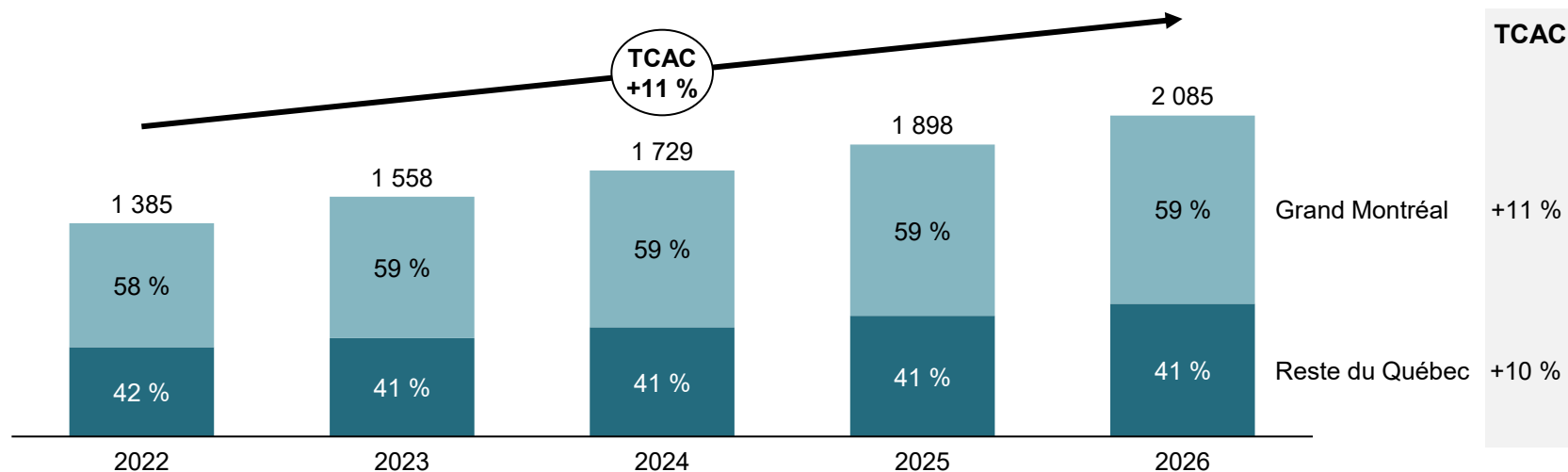


Une hausse de la prise en charge qui pourrait améliorer l'accès

Les mesures incitatives mises en place ont permis d'atteindre plus rapidement la cible de 500 000 nouvelles prises en charge. Cette progression pourrait améliorer la couverture de la population à moyen terme, mais ses effets sur l'accès réel aux soins de première ligne dépendront de la capacité des équipes à offrir davantage de rendez-vous.

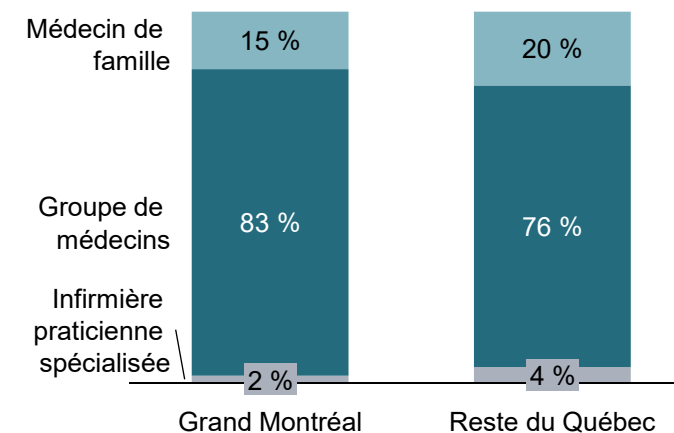
Personnes inscrites au GAMF qui ont été prises en charge

Grand Montréal et reste du Québec, avril 2022-2026, en milliers et en pourcentage



Variation des personnes inscrites au GAMF selon le professionnel ou l'équipe attirée

Grand Montréal et reste du Québec, écart entre 1^{er} août 2025 et 2026, en pourcentage



Les régions administratives du Grand Montréal rapportent les temps d'attente aux urgences les plus importants au Québec

La capacité hospitalière apparaît particulièrement sous pression dans le Grand Montréal

- Les régions administratives qui affichent les durées médianes d'attente les plus élevées à l'urgence sont toutes situées dans le Grand Montréal, avec des attentes allant de 6 h 27 à Montréal à 8 h à Laval, ce qui témoigne de tensions importantes sur la capacité hospitalière.

Les listes d'attente pour une chirurgie sont légèrement moins élevées dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec (14,8 contre 16,1 personnes par 1 000 habitants)

- Cet avantage disparaît toutefois lorsqu'on considère uniquement les personnes en attente depuis plus de six mois, dont le nombre par 1 000 habitants est comparable dans les deux territoires.

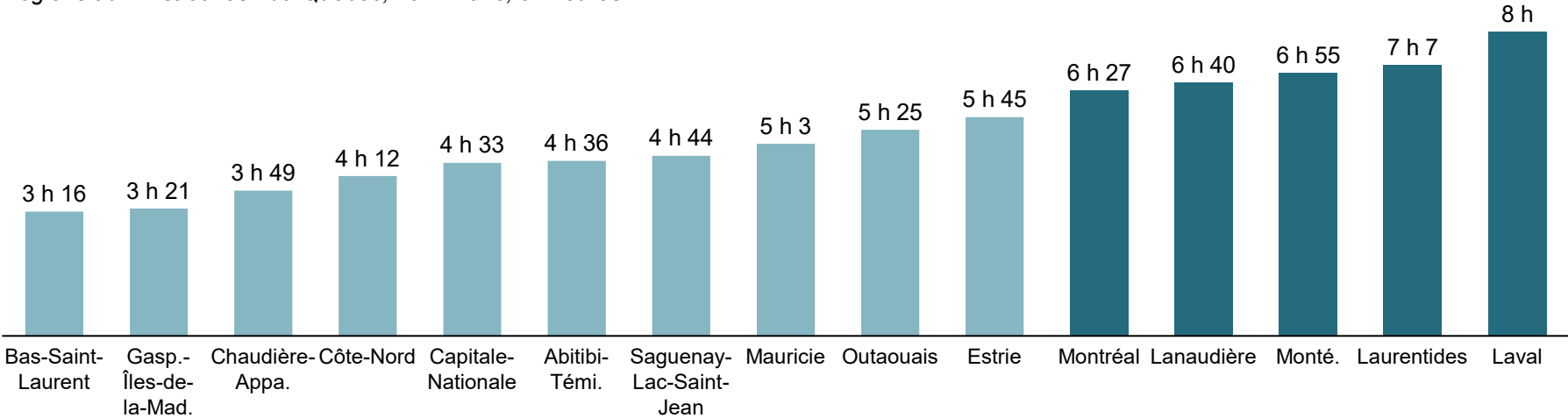


Plus de capacité, mais aussi davantage de besoins

Des investissements majeurs devraient accroître la capacité hospitalière dans le Grand Montréal, notamment avec la modernisation de Maisonneuve-Rosemont et la construction de l'hôpital de Vaudreuil-Soulanges. Ces gains se matérialiseront toutefois progressivement, alors que les pressions sont déjà élevées et que le vieillissement continuera d'accroître la demande.

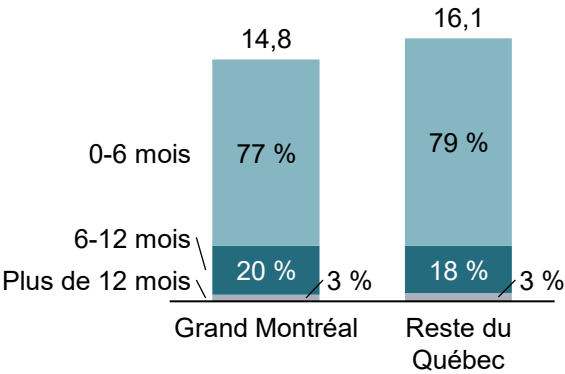
Durée d'attente médiane aux urgences

Régions administratives¹ du Québec, 2024-2025; en heures



Personnes en attente d'une chirurgie par 1 000 habitants, selon le délai

Régions administratives du Grand Montréal et reste du Québec, mars 2026; en nombre



(1) Les données pour le Nord-du-Québec et le Centre-du-Québec ne sont pas disponibles.

Sources : Gouvernement du Québec, 2025; Santé Québec, 2026; Statistique Canada, 2026; Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Le manque de personnel persistant limite la capacité d'absorption du réseau de la santé dans le Grand Montréal

Aux pressions sur la capacité hospitalière s'ajoutent d'importants besoins de main-d'œuvre, le Grand Montréal regroupant généralement plus de la moitié des postes vacants du secteur de la santé et de l'assistance sociale au Québec

- Malgré une amélioration récente, les difficultés de recrutement et de rétention persistent, alors que les postes vacants demeurent élevés
- À court terme, dans la RMR de Montréal, près des trois quarts des professions de la santé seraient en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre, selon Emploi-Québec
 - Ces pénuries touchent l'ensemble du parcours de soins, de la médecine générale et des soins infirmiers aux soins spécialisés, en passant par les services diagnostiques et connexes.
- Ces défis contribuent à limiter la capacité d'absorption du réseau de la santé.

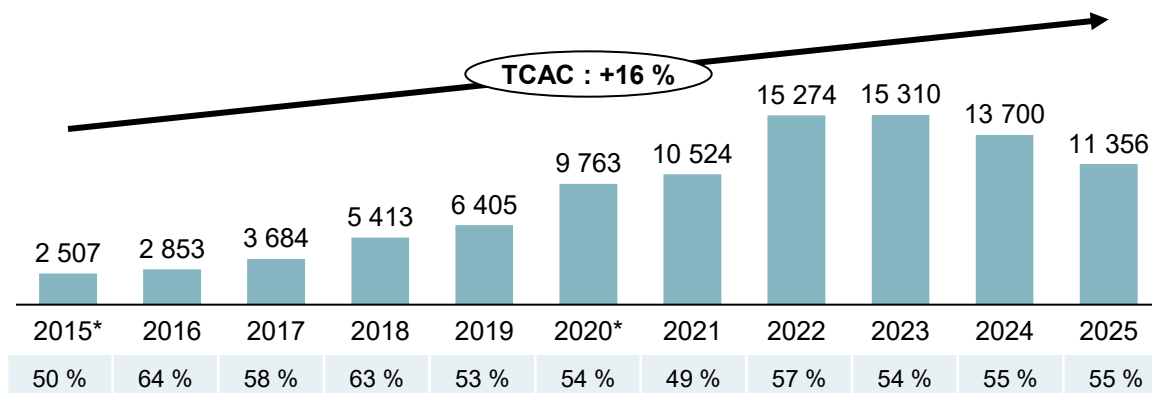


Des tensions appelées à persister à moyen terme

Selon les diagnostics de main-d'œuvre à moyen terme (2029), les déficits et légers déficits de main-d'œuvre devraient se maintenir parmi les professions de la santé, tandis que le vieillissement de la population continuera d'accroître la demande de soins. Les conditions de travail difficiles pourraient continuer de compliquer le recrutement et la rétention des travailleurs.

Nombre de postes vacants dans le secteur de la santé

Régions administratives du Grand Montréal, 2015-2025, en nombre et en pourcentage



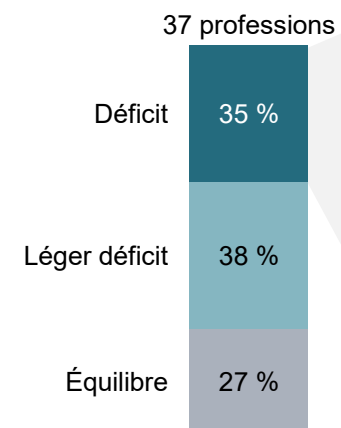
Part des postes vacants des régions administratives du Grand Montréal dans l'ensemble du Québec

* Moyenne estimée à partir des données du deuxième trimestre de 2015 en raison d'une faible fiabilité des données. Pour 2020, les estimations sont faites à partir du premier et dernier trimestre, l'enquête ayant été mise sur pause au plus fort de la pandémie.

Sources : Gouvernement du Québec, 2025; Santé Québec, 2026; Statistique Canada, 2026; Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Diagnostic de main-d'œuvre en santé à court terme (2026)

RMR de Montréal, 2026, en pourcentage



Professions de la santé en déficit à court terme

Médecine générale	Omnipraticiens et médecins de famille
Soins infirmiers	Infirmières, aides-infirmières, préposés aux bénéficiaires
Soins spécialisés	Spécialistes en chirurgie, en médecine clinique et de laboratoire
Services diagnostiques	Technologue de laboratoires médicaux, en radiation médicale, en cardiologie et en électrophysiologie, inhalothérapeutes, perfusionnistes
Services connexes	Pharmaciens, physiothérapeutes, psychologues, hygiénistes dentaires

CAPACITÉ D'ACCUEIL

La capacité d'accueil du Grand Montréal est plus favorable en services de garde que dans le réseau scolaire

Dans les services de garde, le taux de couverture moyen est plus élevé dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec, un avantage qui devrait se maintenir d'ici 2028

- Bien que l'offre soit globalement supérieure à la demande, des besoins demeurent : les listes d'attente au guichet unique restent importantes, même si la pression est moins forte qu'ailleurs au Québec.

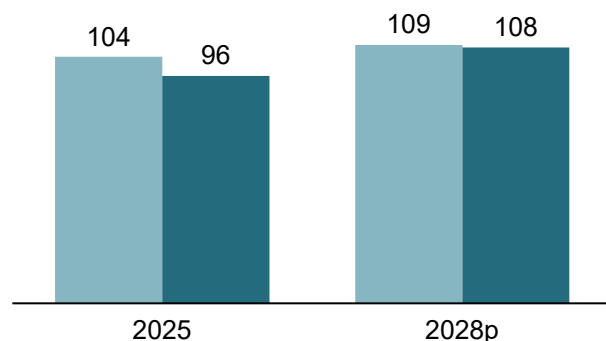
Le réseau scolaire montre davantage de signes de saturation, comme en témoigne l'explosion du recours aux classes modulaires avec une hausse particulièrement forte dans le Grand Montréal

- Depuis cinq ans, leur nombre a été multiplié par 20 au centre de services scolaires (CSS) des Patriotes en Montérégie, par 3 au CSS de Laval et par 4 au CSS des Samares dans Lanaudière
- Combinée à des taux d'occupation supérieurs à 100 % dans plusieurs secteurs, cette progression témoigne d'un manque de capacité physique pour absorber la croissance des effectifs.

Taux de couverture moyen en services de garde éducatifs à l'enfance

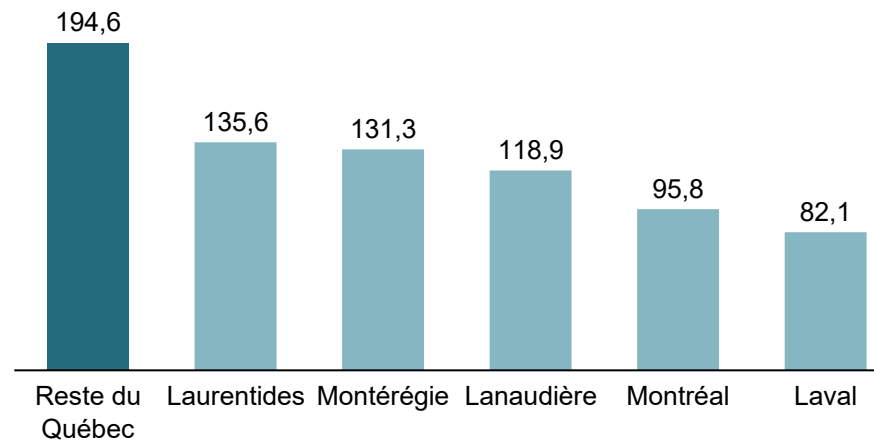
Ensemble du Québec, 2025-2028p, ratio offre/demande, base 100

■ RMR de Montréal ■ Reste du Québec



Enfants en attente au guichet unique par 1 000 enfants âgés de 0 à 4 ans

Régions du Grand Montréal et reste du Québec, mai 2025, en nombre

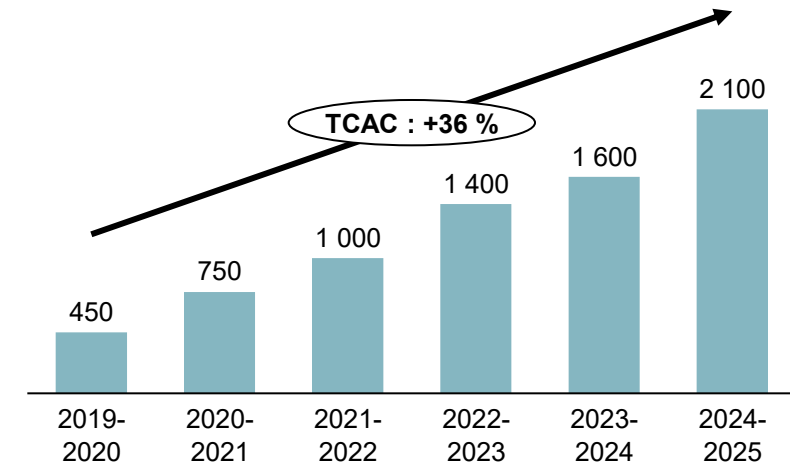


Des investissements concentrés dans le Grand Montréal

Le PQI prévoit 1,9 G\$ d'investissements dans les infrastructures scolaires du Grand Montréal, soit 63 % des investissements prévus au Québec. Parmi les 23 projets recensés, six visent la construction de nouvelles écoles et les autres concernent l'agrandissement d'établissements existants, ce qui devrait contribuer à améliorer la capacité d'accueil.

Nombre de classes dans des locaux modulaires

Ensemble du Québec, 2019-2025, en nombre



CAPACITÉ D'ACCUEIL

Des enjeux de recrutement et de rétention amplifient les tensions, de l'éducation à la petite enfance jusqu'au secondaire

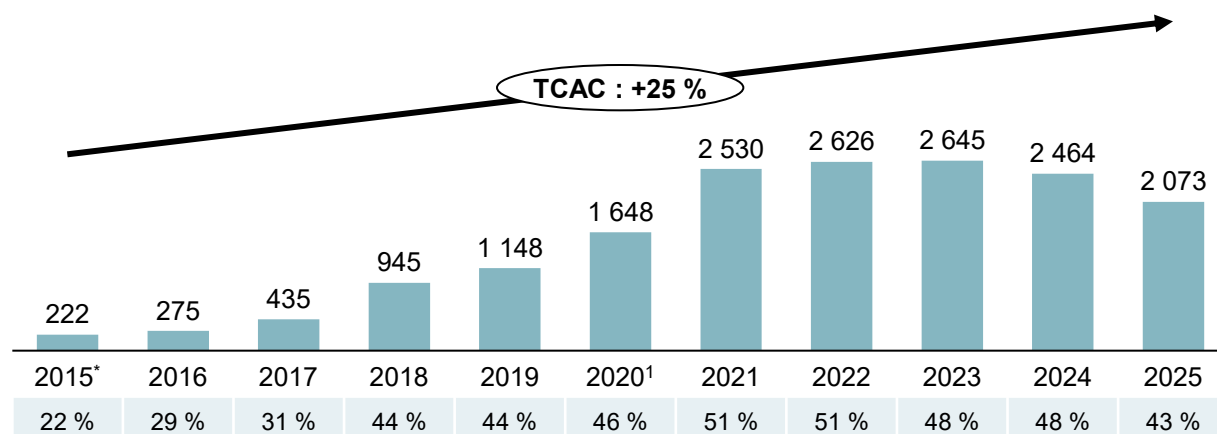
Les enjeux de main-d'œuvre sont importants dans les services de garde comme dans le réseau scolaire, comme en témoigne le nombre élevé de postes vacants

- Le nombre de postes vacants dans les professions liées à l'éducation a fortement augmenté depuis 2015 dans le Grand Montréal, qui concentre désormais une part importante des postes vacants du Québec
- Bien qu'une baisse soit observée depuis le sommet de 2023, la situation demeure critique alors que des déficits de main-d'œuvre sont actuellement observés dans la RMR de Montréal au niveau des éducateurs et aides-éducateurs à la petite enfance, ainsi que du personnel enseignant de niveau préscolaire, primaire et secondaire.

Ces pénuries pourraient limiter la capacité à accroître l'offre de services, même lorsque les infrastructures ou les places sont disponibles.

Nombre de postes vacants dans les professions liées à l'éducation

Régions administratives du Grand Montréal, 2015-2025



Part des postes vacants des régions administratives du Grand Montréal dans le Québec

* Moyenne estimée à partir des données du deuxième trimestre de 2015 en raison d'une faible fiabilité des données. Pour 2020, les estimations sont faites à partir du premier et dernier trimestre, l'enquête ayant été mise sur pause au plus fort de la pandémie. Sources : Gouvernement du Québec, 2026; Statistique Canada, 2026; Analyses Aviséo Conseil, 2026.

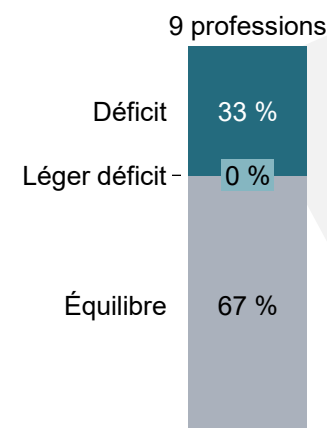


Des déficits de main-d'œuvre persistants en éducation

Malgré une bonne couverture actuelle des services de garde, des déficits de main-d'œuvre sont prévus d'ici 2029 chez les éducateurs de la petite enfance. Le réseau scolaire restera lui aussi sous pression, avec des déficits anticipés chez les enseignants du primaire, du préscolaire et du secondaire. Les niveaux supérieurs ne font toutefois pas face à un manque de main-d'œuvre.

Diagnostic de main-d'œuvre en éducation à court terme (2026)

RMR de Montréal, 2026, en pourcentage



Professions de l'éducation en déficit à court terme

Services de garde

Éducateurs et aides-éducateurs à la petite enfance

Réseau scolaire

Enseignants au niveau primaire et préscolaire, enseignants au niveau secondaire

CAPACITÉ D'ACCUEIL

Une capacité de francisation sous tension, en voie d'équilibre, soutenue par un financement accru et une baisse de la demande

La demande de francisation a fortement augmenté depuis 2018-2019, le nombre de participants aux cours de français offerts par le MIFI atteignant 71 869 personnes en 2023-2024

- Bien que la croissance ait été particulièrement rapide dans le reste du Québec, le Grand Montréal concentrait encore 69 % des participants en 2023-2024
- La pression s'est toutefois nettement relâchée récemment en raison du recul de l'immigration temporaire
 - **Après avoir dépassé 33 000 personnes en attente en février 2025, la liste d'attente a diminué à un peu plus de 6 000 en février 2026**
- La baisse de la demande commence maintenant à se traduire par une réduction de l'offre, le financement des services étant directement lié au nombre de personnes inscrites et en attente
 - Le nombre de cours offerts par les centres de services scolaires devrait ainsi diminuer de plus de 40 % en 2026.

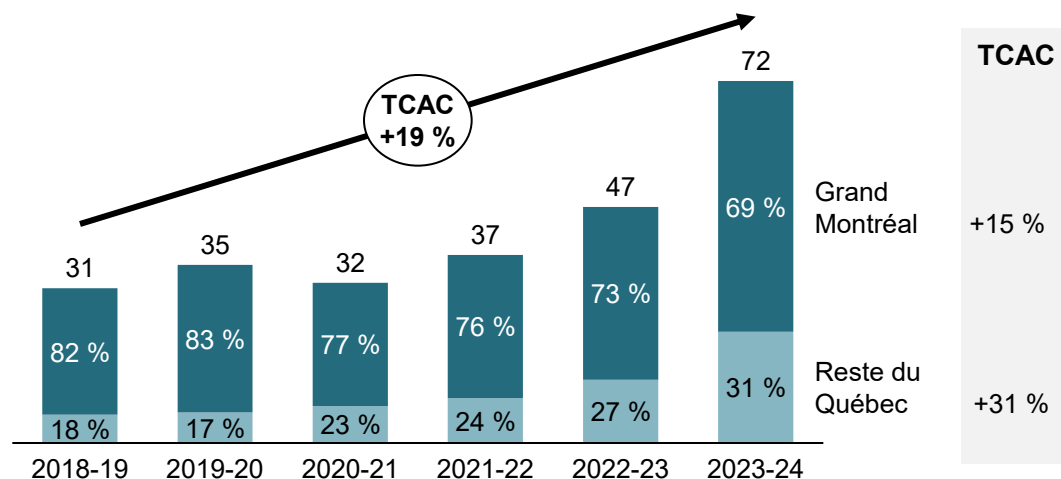


La capacité de francisation dépendra du financement public

À moyen terme, le réseau devrait être en mesure d'ajuster son offre à l'évolution de la demande si le financement suit. En cas de forte hausse de la demande en francisation, des ressources suffisantes seront nécessaires pour ouvrir rapidement des groupes, maintenir le personnel enseignant et éviter une nouvelle hausse des délais d'accès.

Nombre de participants aux cours de français offerts par le MIFI¹

Grand Montréal et reste du Québec, 2016-2017 à 2023-2024, en milliers de personnes



(1) La participation à temps plein, à temps partiel, en personne et en ligne est comprise.

Sources : MIFI, 2025; La Presse, 2026; Le Devoir, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Taux de personnes ayant commencé leur cours de français dans les délais

Québec, 2023-2024 à 2024-2025, en pourcentage et en nombre de jours

Commencer le cours à temps complet dans un délai maximal de 50 jours ouvrables après la réception de la demande d'admission

2023-24	Taux de réponse dans le délai	48,5 %
2024-25	Taux de réponse dans le délai	27,8 %
	Cible	80 %
	Délai moyen	86,2 jours

En 2024-2025, la cible de 80 % n'a pas été atteinte. Parmi les 11 366 élèves ayant commencé leur cours, seulement 27,8 % l'ont démarré à l'intérieur du délai cible de 50 jours ouvrables (délai moyen étant de 86,2 jours).

La forte demande pour les cours de français (près de 300 demandes d'admission par jour à hauteur de 7 jours par semaine) a mis les capacités de francisation sous pression. Des difficultés financières dans le réseau de l'éducation ont entraîné des réductions de services, auxquelles le gouvernement (Francisation Québec) a répondu rapidement par un financement additionnel de 10 M\$.

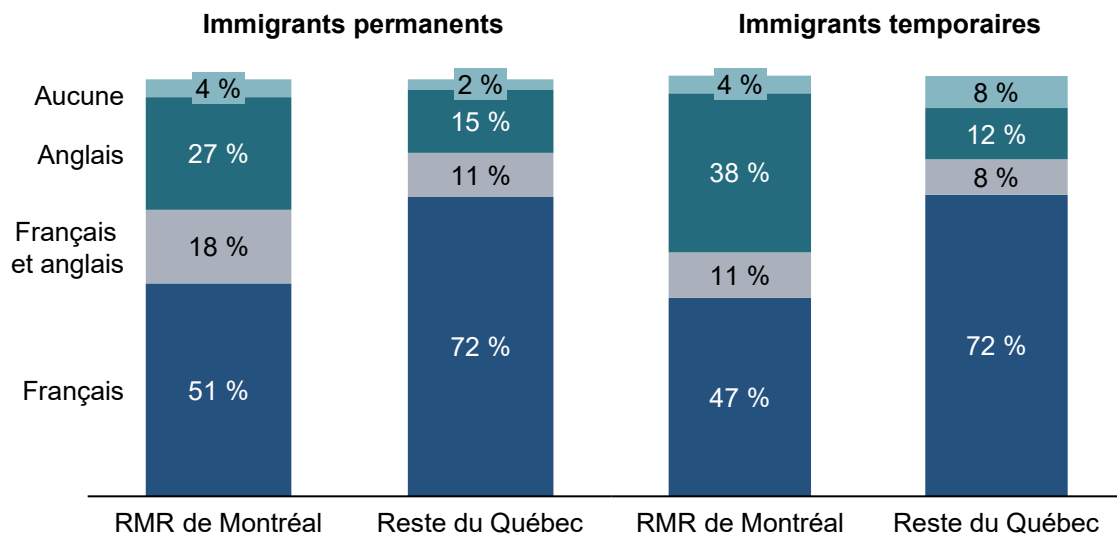
Les immigrants de la RMR de Montréal ont plus souvent l'anglais comme première langue officielle parlée qu'ailleurs au Québec

L'anglais est aussi plus prévalant chez les immigrants temporaires que chez les permanents

- Parmi les immigrants temporaires, 38 % ont l'anglais seulement comme première langue officielle parlée, contre 27 % chez les permanents
 - Cette différence se reflète également dans la connaissance du français, plus faible chez les immigrants temporaires que ceux permanents
- Ce contraste ne s'observe pas dans le reste du Québec, où le français seulement comme première langue officielle parlée est aussi répandu chez les immigrants temporaires que chez les permanents (72 %).

Première langue officielle parlée, selon le type d'immigrants

RMR de Montréal et reste du Québec, 2021, en pourcentage



L'utilisation exclusive du français dans l'espace public a légèrement reculé dans la RMR de Montréal

L'utilisation exclusive du français dans l'espace public est ainsi passée de 69 % en 2016 à 68 % en 2022

- Ce léger recul ne s'est toutefois pas fait au profit de l'anglais, dont l'utilisation exclusive a baissé de 17 % à 13 %, mais plutôt du bilinguisme (14 % à 18 %)
- L'utilisation exclusive du français est toutefois moins prévalente sur l'Île de Montréal (60 %) que dans les couronnes (76 %).

L'état du français est multidimensionnel et ne se résume pas à un seul indicateur

L'état du français dans le Grand Montréal peut être apprécié à partir de plusieurs indicateurs (connaissance du français, première langue officielle parlée, langue utilisée dans l'espace public, etc.), qui doivent être interprétés conjointement. **Cette diversité d'indicateurs ne change toutefois pas l'importance de la maîtrise du français**, qui demeure un facteur important d'intégration économique et sociale au Québec. Le maintien du français comme langue commune est aussi essentiel : **plus il est possible de vivre et de travailler sans l'utiliser, moins les incitatifs à l'apprendre sont forts.**

L'état du français n'est ainsi pas, en soi, un indicateur de capacité d'accueil, mais son évolution souligne **l'importance de maintenir une capacité de francisation suffisante**. Un suivi fondé sur des indicateurs communs et complémentaires demeure nécessaire pour établir un diagnostic précis.

Un réseau sous tension, nécessitant des investissements majeurs pour assurer le maintien des actifs avant son expansion

Le réseau de transport collectif du Grand Montréal est confronté au vieillissement de ses actifs, alors que 31 des 68 stations de métro sont en mauvais ou très mauvais état et 30 % des actifs du réseau d'autobus se trouvent dans une situation similaire

- La fiabilité technique ne semble toutefois pas se dégrader : les incidents liés au matériel et aux équipements sont en baisse, tout comme les interruptions de métro pour causes techniques ou opérationnelles
- Le réseau de transport montre toutefois des signes croissants de saturation, alors que les déplacements en autobus en situation d'entassement sont en hausse
- Les enjeux de main-d'œuvre contribuent aussi aux difficultés d'exploitation : en 2022-2023, Exo a déjà dû ajuster des horaires et certains tracés pour améliorer la fiabilité du service, tandis qu'Emploi-Québec prévoit que les conducteurs d'autobus et opérateurs de métro demeureront en léger déficit de main-d'œuvre d'ici 2029.



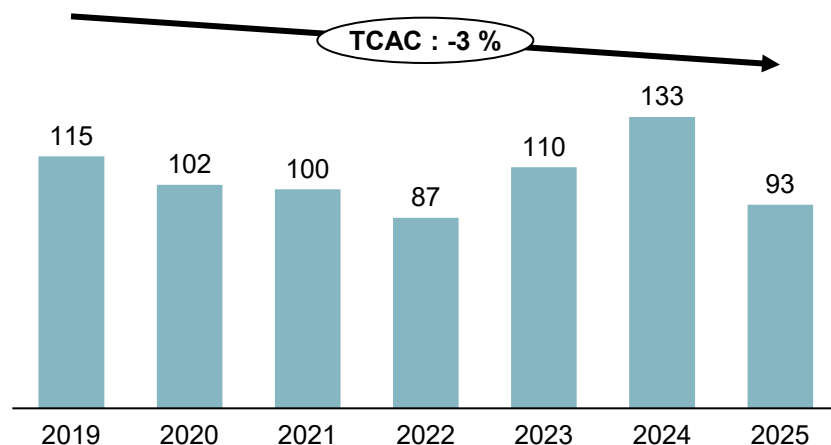
Un réseau sous tension accentué par un déficit d'investissement

La STM estime à 25,8 G\$ les investissements nécessaires d'ici 2034, mais seulement 800 M\$ sont confirmés au PQI pour le maintien du métro

- Les besoins demeurent donc importants pour éviter une dégradation du réseau existant
- Plusieurs projets d'expansion (ex. : prolongement de la ligne bleue, expansion du REM, etc.) pourraient néanmoins bonifier la capacité à moyen terme.

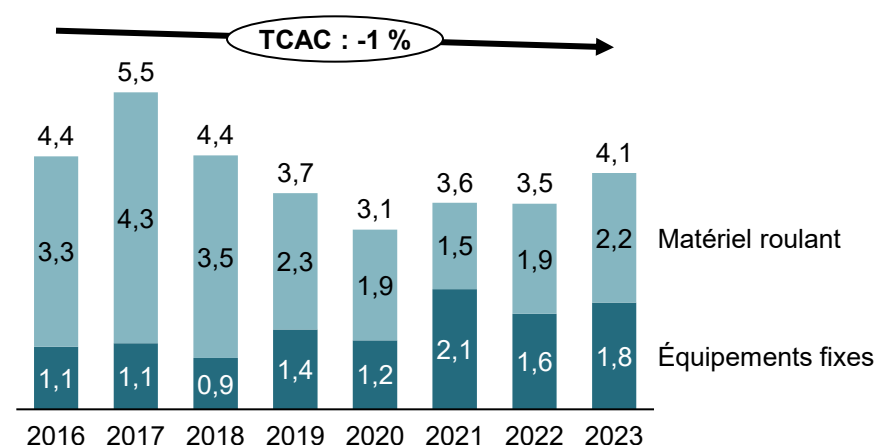
Nombre d'interruptions de service de métro de 10 min et plus pour causes techniques ou opérationnelles

Réseau de la STM, 2019-2025, en nombre



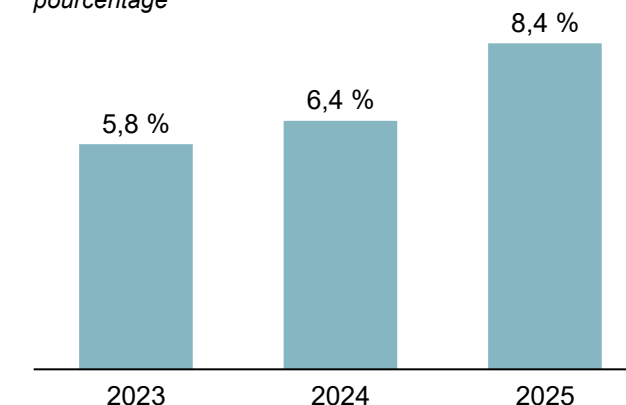
Nombre d'incidents de 5 min et plus causés par le matériel roulant ou les équipements par million de km

Réseau de la STM, 31 mars 2019-31 mars 2026, en nombre



Déplacements en autobus effectués en situation d'entassement en période de pointe

Réseau de la STM, 31 mars 2023-31 mars 2026, en pourcentage



Un réseau routier également sous tension, qui sera accentuée par la croissance des déplacements

Le réseau routier du Grand Montréal demeure également sous pression :

- Selon l'indice de rugosité international (IRI) qui mesure le confort au roulement, la proportion du réseau routier supérieur présentant une déficience est plus faible dans la CMM que dans le reste du Québec
 - La situation est toutefois plus préoccupante sur le réseau local de la Ville de Montréal, où environ 40 % des rues et 30 % des artères étaient en mauvais ou très mauvais état en 2024
- Le réseau routier métropolitain présente des signes de saturation, alors que Montréal constitue désormais la RMR canadienne la plus congestionnée au pays, avec 63 heures perdues par automobiliste en 2025 (+11 %)
 - Les coûts de la congestion atteignent 6,1 G\$, soit 2,1 % du PIB, et pourraient croître à près de 10 G\$ d'ici 2030
 - Cette pression pourrait se maintenir, voire s'accroître, puisque le parc automobile croît plus rapidement que la population, ajoutant des véhicules à un réseau déjà très sollicité.

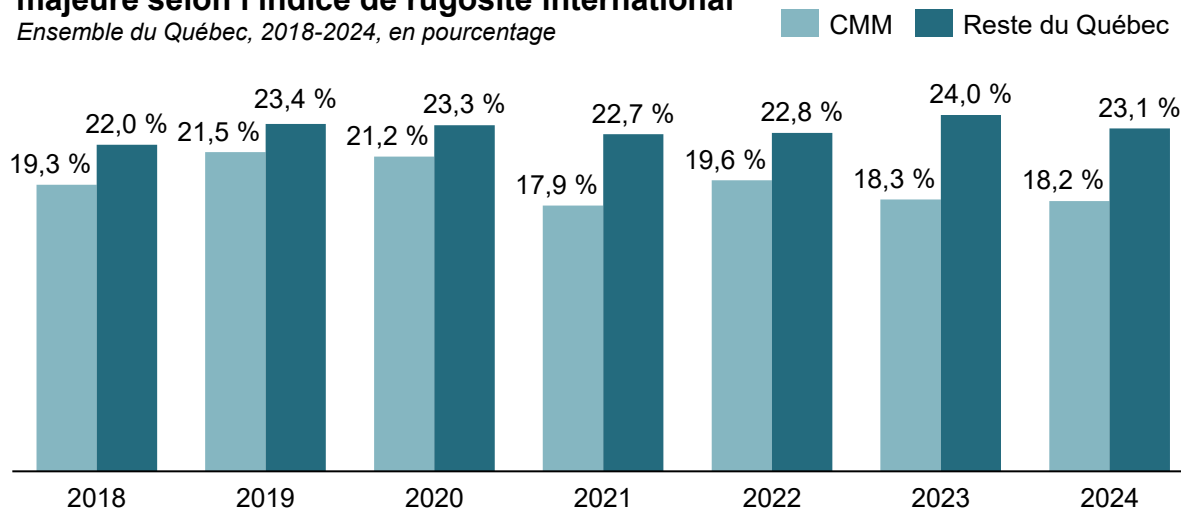


Un déficit d'investissements qui continue de croître

Le déficit de maintien des actifs du réseau routier supérieur de la CMM a augmenté de 8 % par année depuis 2018, pour atteindre 939 M\$ en 2025. Si les investissements demeurent insuffisants, l'état des infrastructures pourrait continuer de se détériorer, ajoutant une pression supplémentaire à un réseau déjà congestionné.

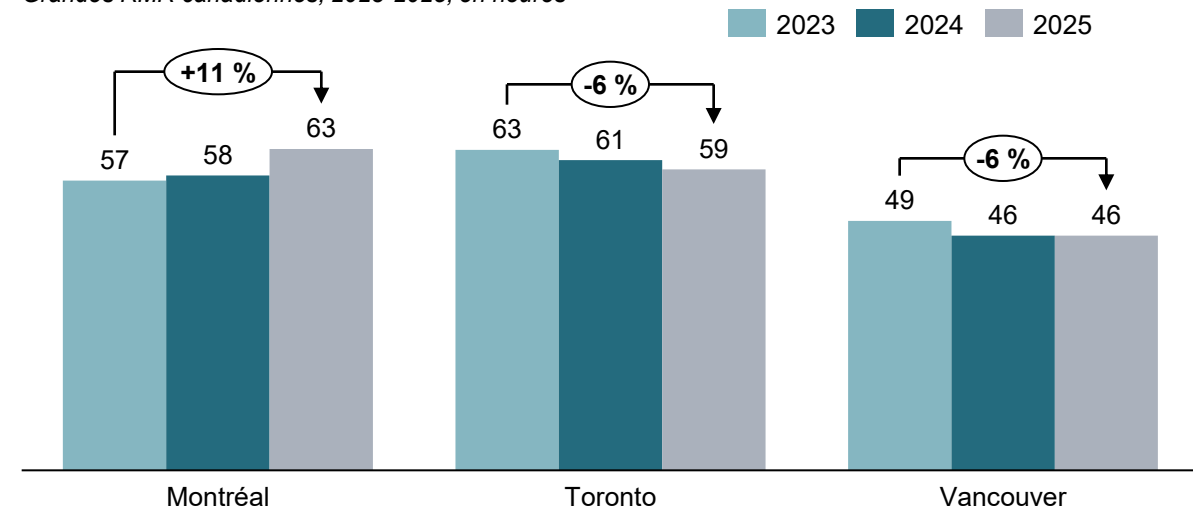
Proportion du réseau routier supérieur ayant une déficience mineure ou majeure selon l'indice de rugosité international

Ensemble du Québec, 2018-2024, en pourcentage



Heures perdues dans la congestion routière par automobiliste par année

Grandes RMR canadiennes, 2023-2025, en heures



La capacité d'accueil du Grand Montréal est particulièrement sous pression dans la santé et les infrastructures de transport

Thématique	Capacité d'accueil	Évolution récente	Évolution anticipée	Principaux constats et positionnement du Grand Montréal
Besoins essentiels				
Habitation		↗	↗	– Capacité de développement limitée par le vieillissement des infrastructures d'eau – Enjeu davantage lié à l'abordabilité qu'au volume de logements disponibles – Leviers déjà actionnés pour accroître l'offre abordable et optimiser le parc existant
Santé		↔	↔	– Manque critique de personnel et capacité hospitalière sous tension – Aucune garantie d'accès rapide à un médecin de famille malgré la hausse du nombre de patients pris en charge – Projets d'investissements pouvant permettre d'augmenter la capacité
Facteurs d'intégration				
Services de garde		↗	↗	– Meilleure couverture des besoins en services de garde dans le Grand Montréal par rapport au reste du Québec – Listes d'attente toujours présentes, mais moins qu'ailleurs au Québec
Éducation		↗	↔	– Difficultés persistantes de recrutement et de rétention du personnel enseignant – Manque de capacité dans les écoles pour accueillir de nouveaux élèves – Investissements prévus concentrés dans le Grand Montréal
Francisation		↗	↔	– Allègement des listes d'attente avec le recul de l'immigration temporaire – Diminution de l'offre de cours en réaction à la demande plus faible pouvant mener à des pressions supplémentaires en cas de hausse de l'immigration – Perte de vitalité du français dans le Grand Montréal selon certains indicateurs, bien que des analyses plus poussées doivent être réalisées
Transport		↘	↔	– Déficit d'investissement augmentant les pressions sur les actifs vieillissants – Signes de saturation croissants lors des déplacements en transport collectif, accentués par le manque de main-d'œuvre, et lors des déplacements en auto – Projets d'expansion du transport collectif pourrait augmenter la capacité

Très favorable Favorable Sous tension Défavorable Très défavorable ↗ Amélioration ↔ Stable ou incertain ↘ Dégradation

Note : La notation de la capacité d'accueil constitue une appréciation à haut niveau fondée sur une sélection d'indicateurs disponibles jugés pertinents. Elle ne repose pas sur une grille d'évaluation scientifique ou sur des seuils normatifs établis. La capacité d'accueil demeure aussi évolutive et peut être renforcée par des investissements.

Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Un manque de logements abordables affectant les ménages à faible revenu et une situation difficile généralisée dans la santé

Thématique	Dimension évaluée	Situation actuelle	Principaux constats et positionnement du Grand Montréal
Besoins essentiels			
Habitation	Disponibilité des logements		– Amélioration du taux d'inoccupation pour atteindre l'équilibre – Situation plus favorable dans le Grand Montréal que dans le reste du Québec – Faible taux d'inoccupation persistant pour les logements de grande taille et ceux abordables
	Abordabilité		– Loyer plus élevé que dans le reste du Québec, mais croissance au même rythme – Pénurie de logements abordables qui engendre des enjeux pour les ménages à plus faible revenu
	Capacité de développement		– Faible taux de logements achevés pour la croissance de population, mais plusieurs dizaines de milliers de nouveaux logements sont prévus au PMAD – Déficit d'investissements dans les infrastructures en eau qui limite la capacité de développer de nouveaux logements
Santé	Accès aux services de première ligne		– Diminution des listes d'attente au GAMF et amélioration de la prise en charge – Moins grande proportion de personnes prises en charge attitrées à un médecin de famille comparativement au reste du Québec – Aucune garantie d'obtenir un rendez-vous médical rapidement
	Capacité hospitalière		– Durée d'attente aux urgences supérieure dans le Grand Montréal que dans le reste du Québec – Intensité des listes d'attente pour une chirurgie légèrement inférieure dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec, sauf chez les personnes en attente depuis plus de six mois – Investissements prévus pour augmenter la capacité qui pourraient alléger la pression
	Disponibilité de la main-d'œuvre		– Niveau de postes vacants dans la santé toujours élevé malgré une amélioration récente – Surreprésentation du Grand Montréal parmi les postes vacants dans le secteur de la santé – Déficit ou léger déficit de main-d'œuvre dans la plupart des professions de la santé, tant à court terme qu'à moyen terme

● Très favorable ● Favorable ● Sous tension ● Défavorable ● Très défavorable

La capacité du réseau scolaire est sous tension, tandis que les services de francisation profitent d'une baisse de la demande

Thématique	Dimension évaluée	Situation actuelle	Principaux constats et positionnement du Grand Montréal
Facteurs d'intégration			
Services de garde	État de la capacité		– Moins d'attente et meilleure couverture des services de garde dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec
	Disponibilité de la main-d'œuvre		– Niveau élevé de postes vacants dans les professions liées à l'éducation et peu d'amélioration récente par rapport à d'autres secteurs – Déficits de main-d'œuvre à court et moyen terme concentrés parmi les éducateurs à la petite enfance
Éducation	État de la capacité		– Enjeux de capacité des infrastructures scolaires avec l'explosion du recours aux classes modulaires et un taux d'occupation qui dépasse 100 % dans plusieurs secteurs
	Disponibilité de la main-d'œuvre		– Niveau élevé de postes vacants dans les professions liées à l'éducation et peu d'amélioration récente par rapport à d'autres secteurs – Déficits de main-d'œuvre à court et moyen terme concentrés parmi le personnel enseignant
	Capacité de développement		– Concentration dans le Grand Montréal des investissements prévus dans le réseau scolaire qui pourrait atténuer les enjeux de capacité – Six projets de construction de nouvelles écoles et 17 projets d'agrandissement

● Très favorable ● Favorable ● Sous tension ● Défavorable ● Très défavorable

Un réseau de transport dans une situation défavorable, autant pour les usagers du transport collectif que pour les automobilistes

Thématique	Dimension évaluée	Situation actuelle	Principaux constats et positionnement du Grand Montréal
Facteurs d'intégration			
Francisation	Participation aux cours		– Forte augmentation de la participation aux cours de français offerts par le MIFI au cours des dernières années, mais moins rapide dans le Grand Montréal qu'ailleurs au Québec – Réduction massive des listes d'attente en raison du recul de l'immigration temporaire
	Accès aux services		– Faible proportion de personnes commençant leurs cours de français dans les délais prévus – Réduction de l'offre de cours qui pourrait engendrer des enjeux de capacité dans le futur – Possibilité d'absorber une hausse de la demande par un financement additionnel
	État du français		– Utilisation exclusive du français dans l'espace public en baisse au profit du bilinguisme – Plus forte prévalence de l'anglais comme première langue officielle parlée par les immigrants dans la RMR de Montréal qu'ailleurs au Québec
Transport	Transport collectif		– Réseau de transport collectif en mauvais état, mais la fiabilité du réseau ne semble pas se dégrader malgré les actifs vieillissants – Signes croissants de saturation dans les autobus – Enjeux de main-d'œuvre qui exigent une réallocation des ressources
	Réseau routier		– Réseau routier en meilleur état que dans le reste du Québec à l'échelle métropolitaine, mais importants enjeux au niveau du réseau local de la Ville de Montréal – Congestion routière la plus importante parmi les RMR canadiennes entraînant d'importants coûts économiques
	Capacité de développement		– Énorme déficit d'investissements pour le maintien des actifs de transport collectif, mais plusieurs projets d'expansion en cours de réalisation ou à l'étude – Déficit de maintien des actifs du réseau routier métropolitain croissant et qui pourrait être amplifié par une croissance du parc automobile supérieur à la croissance démographique

● Très favorable ● Favorable ● Sous tension ● Défavorable ● Très défavorable

Le vieillissement transformera les pressions sur la capacité d'accueil d'ici 2051, sans les alléger globalement

D'ici 2051, selon le scénario de référence de l'ISQ, la population de la RMR de Montréal devrait diminuer légèrement (-3 %), mais aussi fortement vieillir

- Le nombre de personnes de 65 ans et plus devrait croître de 31 % et celui de personnes de 85 ans et plus de 130 % d'ici 2051, accentuant les besoins en santé et en services aux aînés.

Sur le marché de l'habitation, la libération graduelle des maisons unifamiliales détenues par les baby-boomers déplacera la demande vers d'autres types d'unités (RPA, hébergement de longue durée, logements locatifs et plus petits logements)

- Malgré la baisse de population, selon l'ISQ, les besoins en logement dans la RMR augmenteront de 3,7 %, en raison de la hausse du nombre de ménages, notamment unipersonnels.

À l'inverse, la population de 0 à 19 ans devrait diminuer de 16 %, ce qui pourrait réduire les tensions sur le réseau scolaire et les services de garde.

La capacité d'accueil ne devrait donc pas connaître de détente généralisée d'ici 2050

- Alors que la population de 20 à 64 ans devrait diminuer de 9 %, maintenant d'importants besoins de main-d'œuvre, le vieillissement accroîtra parallèlement la demande de soins de santé et de services.

Les choix en matière d'immigration devront ainsi être pensés en parallèle des investissements nécessaires pour renforcer durablement la capacité d'accueil, sans présumer que les pressions actuelles se résorberont naturellement avec le temps.



Six grands constats émergent de l'analyse de la capacité d'accueil

Principaux constats sur la capacité d'accueil

Grand Montréal, 2026



La capacité d'accueil demeure un concept mal défini : Les analyses factuelles reposant sur des indicateurs communs sont encore rares, ce qui laisse une large place aux interprétations politiques. Cette étude propose ainsi un premier cadre pour objectiver la capacité d'accueil.



La capacité d'accueil varie selon les régions et les profils d'immigration : Les contraintes ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre ni selon l'âge, la situation familiale, le statut ou le profil socioéconomique des personnes accueillies.



Des variations rapides de l'immigration peuvent fragiliser la capacité d'accueil : Des changements fréquents de seuils ou de règles compliquent la planification des services, des infrastructures et de la main-d'œuvre nécessaires pour augmenter la capacité d'accueil.



La capacité d'accueil n'est pas figée et peut être renforcée grâce à des investissements : Les choix d'investissement en logement, en infrastructures, en transport et dans les services publics peuvent accroître la capacité d'un territoire à accueillir une population additionnelle.



Le vieillissement déplacera les pressions plutôt qu'il ne les fera disparaître : Le vieillissement devrait accentuer les besoins en santé, mais réduire les enjeux de capacité du réseau scolaire. Certaines pressions pourraient donc diminuer, mais d'autres s'intensifier.



Une lecture trop politique ou trop court-termiste peut mener à de mauvaises décisions : La planification gagnerait à s'appuyer sur un cadre d'analyse plus précis et permettant de comparer les régions et les profils d'immigration sur une base factuelle.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



Pour construire des scénarios réalistes, il convient d'abord de les replacer dans le cadre du contexte démographique, de l'évolution récente des politiques d'immigration et des enseignements de la littérature économique

Les pages suivantes rappellent donc les principaux éléments ayant guidé leur élaboration : les tendances démographiques et migratoires, les seuils prévus pour 2026-2029, les volumes récents du PEQ, les mécanismes de sélection de l'immigration économique, ainsi que les principaux effets économiques documentés dans la littérature.

Les nouveaux seuils d'immigration resserrent l'accès à la résidence permanente en particulier pour les travailleurs qualifiés

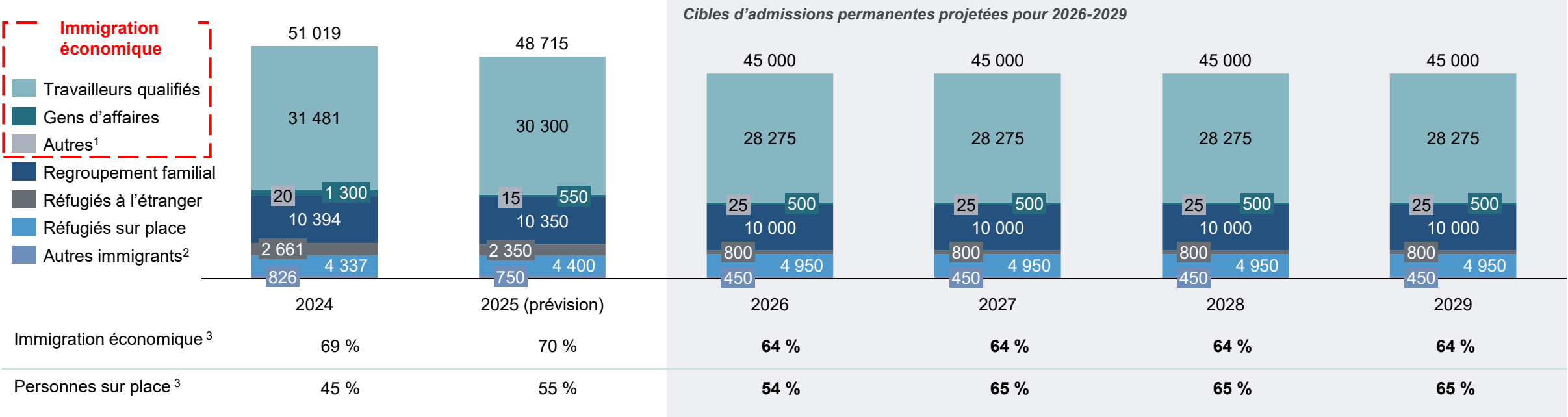
Les nouveaux seuils d'admission des résidents permanents ont été fixés à 45 000 personnes par année dans le cadre de la Politique d'immigration 2026-2029

– Il s'agit d'une diminution de 8 % par rapport aux prévisions de 2025, qui estiment l'admission de 48 715 nouveaux résidents permanents au Québec, excluant les admissions hors cibles régulières, avec une part de sélection québécoise représentant 75 % de l'ensemble des admissions permanentes.

La réduction des seuils d'immigration touche principalement les travailleurs qualifiés et les réfugiés à l'étranger, dont les admissions diminuent respectivement de 2 025 personnes et de 1 550 personnes par rapport aux prévisions de 2025.

Cibles d'immigrations permanentes 2024-2025 et projections 2026-2029

en nombre de personnes et en pourcentage



(1) Inclus les autres catégories économiques et les aides familiaux. (2) Inclus les immigrants admis pour des motifs humanitaires ou d'intérêt public. (3) La période 2024-2025 inclut les admissions hors cibles régulières (PEQ volet diplômé et inventaire des gens d'affaires). Sources : Gouvernement du Québec, 2026; La Presse, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

La prévisibilité au cœur de l'attrait du Programme de l'expérience québécoise

Créé en 2010, le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) vise à favoriser l'établissement durable au Québec en offrant un accès accéléré (moins de 6 mois) au certificat de sélection du Québec (CSQ) aux étudiants étrangers diplômés au Québec et aux travailleurs étrangers temporaires qualifiés

- Une des principales particularités du PEQ réside dans l'absence de système de pointage, de quotas ou de tirages. Dès lors qu'un candidat satisfait aux critères d'admissibilité, l'obtention du CSQ est généralement automatique
- Ce programme comprend deux volets qui partagent des critères d'admissibilité communs, **notamment la maîtrise du français**, une présence légale¹ au Québec lors du dépôt de la demande et un âge minimal de 18 ans, auxquels s'ajoutent des conditions propres à chaque volet :



Volet diplômés : Avoir obtenu un diplôme admissible (au moins 1 800 heures) au Québec dans les trois ans précédant la demande.

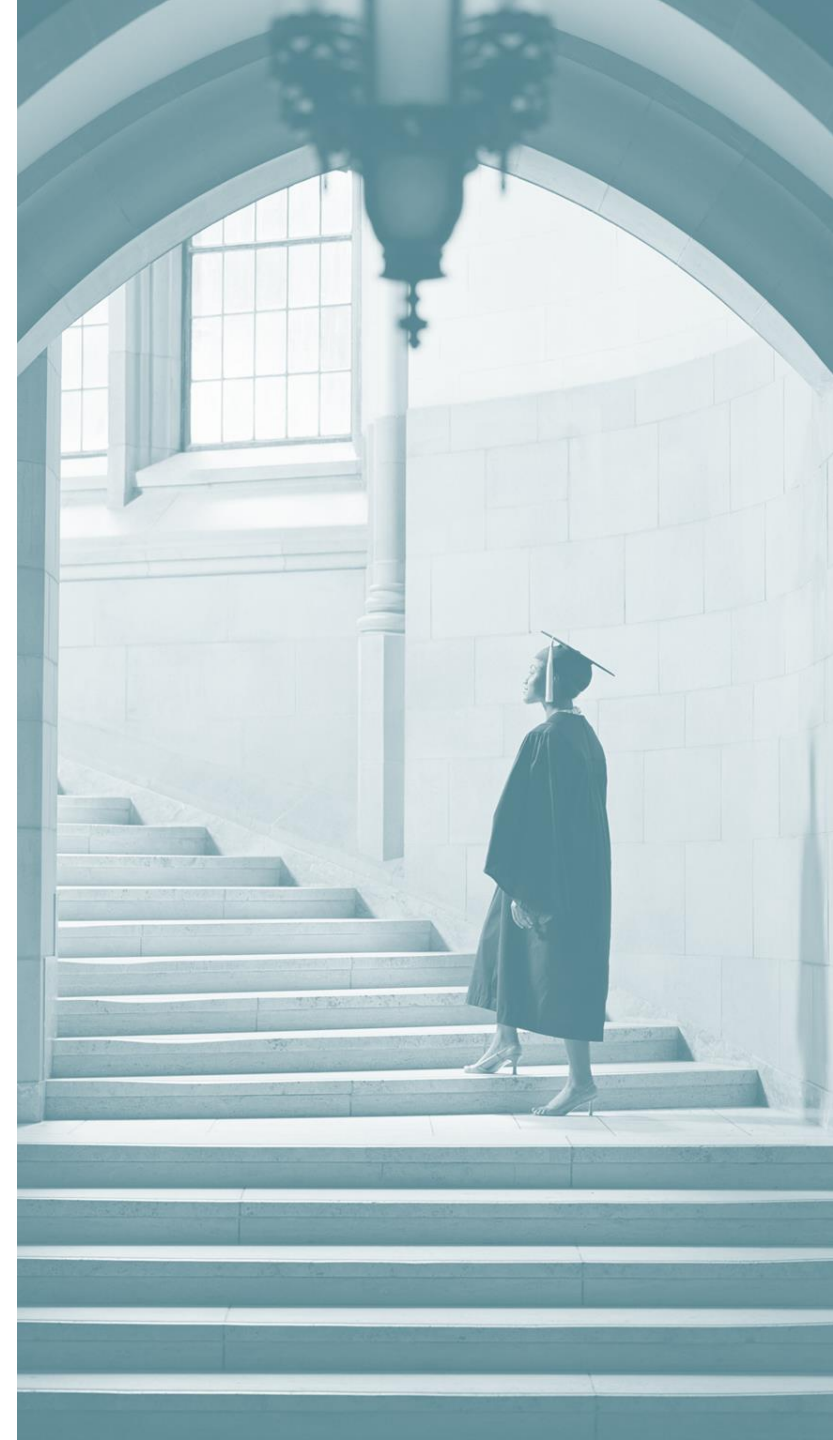


Volet travailleurs qualifiés : Occuper un emploi à temps plein (catégorie FEER 0, 1, 2, 3)² lors du dépôt; avoir au moins deux ans d'expériences cumulées à temps plein (catégorie FEER 0, 1, 2, 3) au cours des trois dernières années.

Très prisé pour sa simplicité et sa rapidité, le PEQ repose sur l'idée que les personnes maîtrisant le français ayant déjà étudié ou travaillé au Québec présentent un plus fort potentiel d'intégration sociale et de contribution économique que les candidats recrutés directement à l'étranger.

(1) La demande au PEQ ne donne pas droit à un statut de séjour. Les candidats doivent donc détenir un permis valide au Québec au moment du dépôt de leur demande.

(2) Les travailleurs occupant des emplois qui n'exigent pas de diplôme d'études postsecondaires sont exclus du programme.



Une succession de réformes a progressivement transformé le PEQ, jusqu'à sa fermeture en 2025

Entre 2018 et 2025, le programme du PEQ a mené à la délivrance de plus de 120 000 CSQ, soit **une moyenne d'environ 15 000 par année**, témoignant de son importance dans le système d'immigration québécois

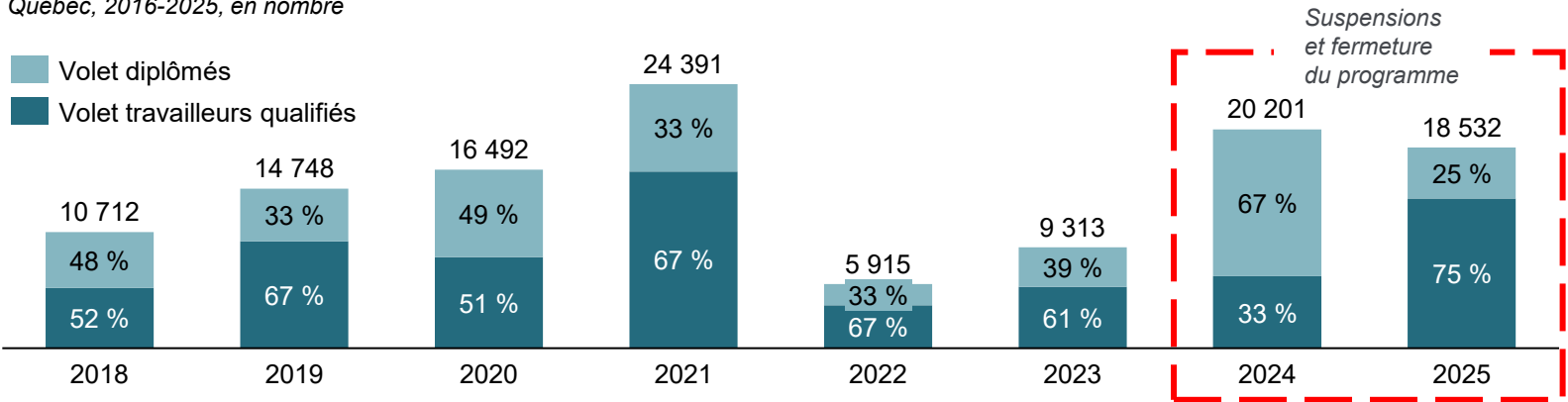
- Les travailleurs qualifiés ont historiquement constitué la majorité des admissions au PEQ, mais cette tendance s'est temporairement inversée en 2024 à la suite de l'abolition de l'exigence d'expérience de travail pour les diplômés.

La suspension soudaine du PEQ en novembre 2025 aurait laissé **près de 275 000 résidents temporaires sans voie d'accès claire à la résidence permanente**, alors que plusieurs avaient planifié leur parcours migratoire autour du programme

- Le PEQ a été rouvert temporairement en 2026, mais uniquement pour les personnes qui étaient déjà admissibles au 19 novembre 2025. Les personnes devenues admissibles après demeurent donc exclues de cette mesure
- Plusieurs travailleurs, y compris dans des secteurs en pénurie, restent ainsi sans voie de transition équivalente et certains ont dû quitter le Québec à l'expiration de leur permis.

CSQ délivrés par le gouvernement du Québec pour le programme du PEQ

Québec, 2016-2025, en nombre



Février 2010	Lancement du PEQ
2010-2019	Décennie d'or du PEQ avec plus de 70 000 CSQ délivrés
Novembre 2019	Première grande réforme du PEQ : restriction d'accès à une liste de professions en demande
Mai 2020	Deuxième réforme : exigence de 12 mois d'expérience de travail post-diplomation
Novembre 2023	Troisième réforme : Suppression de l'expérience de travail pour les diplômés d'un programme francophone
31 octobre 2024	Suspension des nouvelles demandes du volet Diplômés
5 juin 2025	Suspension des nouvelles demandes du volet Travailleurs étrangers
Novembre 2025	Fermeture permanente du PEQ
Fin avril 2026	Annnonce du «relancement politique de deux ans» du PEQ
2 juillet 2026 au 31 octobre 2026	Ouverture des demandes pour les personnes admissibles aux deux volets en date du 19 novembre 2025

 **À retenir**

Depuis sa réouverture temporaire, le **PEQ est désormais comptabilisé dans les seuils d'immigration permanente** déterminés par la politique du gouvernement du Québec.

L'accès à la résidence permanente s'est complexifié, avec des critères favorisant les régions au détriment de la CMM

La réouverture du PEQ étant conditionnelle à l'admissibilité en date du 19 novembre 2025, le PSTQ constitue désormais le principal canal d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs qualifiés. Contrairement au PEQ, le PSTQ fonctionne selon un système de classement et d'invitations, ce qui rend les parcours moins directs et plus dépendants des critères retenus lors de chaque ronde.

Un système de pointage qui avantage l'établissement hors CMM

Les candidats accumulent des points selon leur profil, alors que deux critères accordent une bonification explicite aux personnes établies hors de la CMM

- Cette orientation s'inscrit dans la volonté gouvernementale de régionaliser l'immigration, alors que la part des immigrants permanents dans le Grand Montréal est déjà passée d'environ 85 % avant la pandémie à 65 % en 2024.

Des possibilités de transition réduites pour les personnes déjà établies dans le Grand Montréal

La fermeture du PEQ a réduit les possibilités d'accès à la résidence permanente pour des travailleurs déjà établis dans le Grand Montréal

- Pourtant, leur connaissance du français, leur expérience locale, leur intégration au marché du travail et leur connaissance du Québec en font des candidats particulièrement bien positionnés pour une transition vers la permanence.

(1) Notée sur 180 points, la section «facteurs d'adaptation» comprend la durée du séjour d'études sans diplôme au Québec, la parenté avec un résident permanent ou citoyen, et le profil de l'époux ou conjoint de fait.

Sources : Gouvernement du Québec, 2026; Radio-Canada, 2026; La Presse, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Critères de pointage dans le cadre du PSTQ

(hors facteurs d'adaptation ¹⁾)

Critères	Pointage maximal	Profil favorisé
Connaissance du français	200 points	Forte connaissance du français
Âge	120 points	30 ans et moins
Durée de l'expérience de travail	70 points	48 mois et plus
Niveau de scolarité	130 points	Universitaire spécialisation médicale 2 ^e ou 3 ^e cycle
Diagnostic de main-d'œuvre (durée de l'expérience)	120 points	Profession évaluée en déficit
Diplôme du Québec	200 points	Universitaire spécialisation médicale 2 ^e ou 3 ^e cycle
Durée de l'expérience de travail au Québec	160 points	48 à 60 Mois
Durée du séjour à l'extérieur de la CMM	120 points	48 Mois et plus
Offre d'emploi à l'extérieur de la CMM	50 points	Extérieur de la CMM
Reconnaissance du diplôme	50 points	Diplôme reconnu

Critères offrant une bonification explicite hors CMM

L'immigration est essentielle à la croissance de Montréal

Selon un mémoire de la CMM dans le cadre des consultations sur la planification de l'immigration, la stabilité démographique et économique de la métropole repose largement sur l'immigration

Elle estime qu'environ **60 000 immigrants permanents** par année seraient nécessaires au Québec pour soutenir cette stabilité

Les efforts de régionalisation de l'immigration ont notamment contribué à réduire le poids des admissions dans le Grand Montréal, accentuant les besoins migratoires.

Les scénarios de l'ISQ illustrent la sensibilité de la croissance démographique au niveau d'immigrants retenus

- Bien que la variation de l'immigration permanente ne soit qu'un des facteurs qui distinguent les scénarios démographiques ¹, elle reflète les orientations gouvernementales en matière de politique migratoire.

Les projections de l'ISQ indiquent que le **seuil actuel d'environ 45 000 immigrants permanents par année serait insuffisant** pour soutenir la croissance démographique du Grand Montréal à long terme

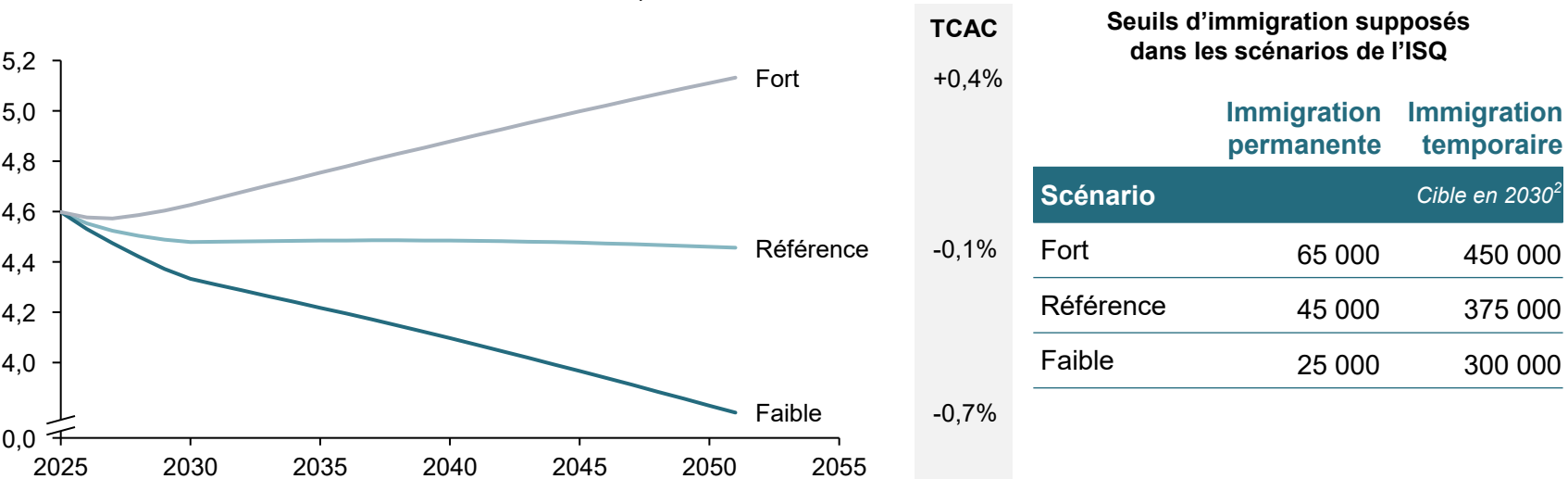
- Cela aurait comme effet d'accentuer les tensions déjà observées sur le marché du travail.

À l'opposé, le scénario fondé sur des niveaux d'immigration plus élevés se traduit par une croissance plus soutenue de la population

- Ces résultats laissent entrevoir qu'un seuil minimal permettant de maintenir la viabilité démographique et économique de la métropole se situerait au-dessus de 45 000, mais à moins de 65 000 immigrants permanents.

Projection de la croissance démographique selon le scénario

RMR de Montréal, 2025-2051, scénarios de 2026; en millions de personnes



(1) D'autres facteurs comme l'immigration temporaire, la fécondité, la mortalité et la migration interprovinciale fluctuent également selon le scénario.

(2) Après l'atteinte de la cible des résidents non permanents en 2030, l'ISQ suppose un maintien de leur nombre pour le reste de la projection.

Sources : CMM, 2025; ISQ, 2026; Analyses Aviséo Conseil, 2026.

L'immigration non économique, dont l'importance est en déclin, demeure plus difficile à anticiper

La part relative de l'immigration non économique a diminué au cours des dernières années

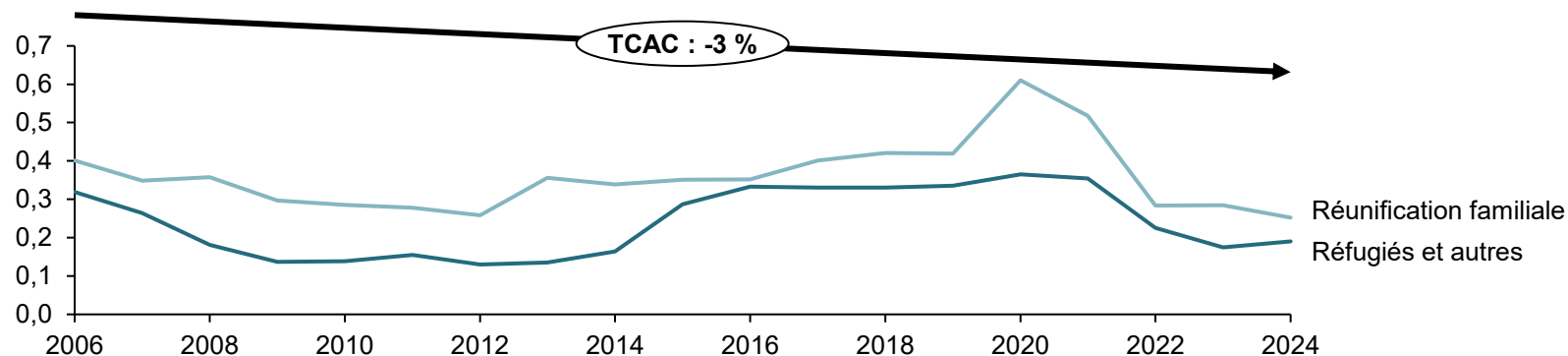
- En 2024, le Québec comptait environ 0,44 immigrant non économique admis pour chaque immigrant économique, un ratio en baisse depuis 2020. L'estimation des retombées économiques de l'immigration non économique s'avère difficile en raison de l'hétérogénéité de cette classe d'immigrants.

Cette immigration répond par ailleurs à des logiques différentes de l'immigration économique

- Les réfugiés et les personnes admises au titre de la réunification familiale ne sont pas sélectionnés en fonction de leur profil professionnel ou des besoins du marché du travail, ce qui se traduit par des profils plus hétérogènes
- Leurs volumes sont également plus difficiles à prévoir, puisqu'ils dépendent notamment des crises internationales, de la composition familiale des immigrants économiques admis et des politiques relevant du gouvernement fédéral.

Ratio d'immigrant non économique par immigrant économique selon la catégorie d'admission

Québec, 2006-2024, en nombre d'immigrant non économique par immigrant économique



La réunification familiale

Le regroupement familial représente un volume nettement inférieur à l'immigration économique : au cours des trois dernières années, on comptait environ 0,3 immigrant parrainé pour chaque immigrant économique admis.

Ce programme, de compétence fédérale, permet aux personnes admissibles établies au Canada de parrainer certains membres de leur famille, notamment leur conjoint, leurs enfants à charge, leurs parents et leurs grands-parents. Dans certaines situations, d'autres membres de la famille peuvent aussi être admissibles.

Le parrainage des parents et des grands-parents est toutefois suspendu depuis le 15 juillet 2026, ce qui pourrait limiter temporairement cette composante de la réunification familiale.

Les coûts publics associés aux immigrants parrainés sont également atténués par l'engagement financier du parrain, qui doit subvenir à leurs besoins pendant une période déterminée et rembourser certaines prestations d'aide sociale reçues durant cette période.

Les effets économiques de l’immigration sont complexes et variables

La littérature économique montre que les effets de l’immigration ne sont ni uniformes ni automatiques : ils varient selon les caractéristiques des immigrants, le contexte économique et la capacité d’absorption du pays d’accueil

- Les travaux recensés portent notamment sur ses effets sur la performance économique, le marché du travail, le logement et les habitudes de consommation
- Afin de tirer des enseignements pertinents pour le Québec, l’analyse privilégie les études réalisées dans des économies développées comparables au Québec et au Canada.

Les résultats demeurent toutefois partagés sur plusieurs dimensions

- Les études empiriques aboutissent à des conclusions divergentes selon les pays, les périodes et les populations étudiées, ce qui appelle à une lecture nuancée des effets économiques de l’immigration.

Ces divergences s’expliquent notamment, mais sans s’y limiter, par les facteurs suivants :

Caractéristiques du pays d’accueil	Profil des immigrants	Effet causal	Manque de données
Les comparaisons entre pays sont complexes en raison des différences de contexte économique, de fiscalité et d’offre de services publics.	Le profil des personnes immigrantes est très hétérogène, notamment en ce qui concerne les compétences, le niveau de scolarité et les secteurs d’activité.	Il est ardu d’isoler les effets propres à l’immigration dans les analyses économiques, en raison de l’influence simultanée de nombreux facteurs externes.	Les données demeurent limitées ou incomplètes pour certains groupes d’immigration, ce qui restreint la portée des analyses.

Sources : Borjas, G., 2019; Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels, 2019; Banque du Canada, 2023; OCDE, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

La note analytique de la Banque du Canada



La Banque du Canada a publié en 2023 une note analytique sur les effets de la hausse de l’immigration sur l’économie et l’inflation au Canada

- L’étude analyse les effets macroéconomiques de l’immigration à partir de la littérature scientifique et de plusieurs outils méthodologiques
- Trois principaux canaux sont examinés : l’offre de main-d’œuvre, le logement et la consommation.

Cette publication sert de point de référence pour interpréter les résultats des études recensées dans les pages suivantes

- Ses conclusions y sont reprises afin de nuancer les résultats observés dans d’autres pays à la lumière du contexte canadien, tout en reconnaissant que celui-ci ne reflète qu’imparfaitement les particularités du Québec

Les effets de l'immigration sur l'économie varient, mais ne se matérialisent pleinement que sur le long terme

L'immigration soutient la croissance du PIB sous l'effet combiné d'une hausse de la consommation et d'un élargissement de l'offre de travail, mais ses effets sur le PIB par habitant et les finances publiques sont nuancés.

Un effet négatif à court terme sur le PIB par habitant, qui tend à devenir positif à mesure que l'économie s'ajuste

À court terme, une hausse rapide de la population peut entraîner une dilution du capital, puisque les infrastructures, les logements, les équipements et les services disponibles n'augmentent pas immédiatement au même rythme

- Cette situation peut temporairement freiner la productivité et entraîner une diminution du PIB par habitant.

À plus long terme, les entreprises et les gouvernements ajustent leurs investissements à la croissance de la main-d'œuvre et du rendement du capital, réduisant progressivement l'effet de dilution

- Comme les immigrants sont davantage concentrés dans les groupes d'âge actif (25 à 54 ans), leur arrivée peut également améliorer le ratio de dépendance
- Ainsi, des travaux du FMI et de l'OCDE rapportent qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part des immigrants dans la population adulte accroît le PIB par habitant jusqu'à 2 % à long terme. Ces résultats sont toutefois dépendants du contexte économique et social et des profils d'immigrants.

Un impact fiscal qui dépend fortement du profil et de l'intégration des immigrants admis

À court terme, les nouveaux arrivants peuvent représenter un coût net pour les finances publiques lorsque leur participation au marché du travail ou leurs revenus sont encore faibles, alors qu'ils utilisent déjà certains services publics

- Cet effet varie toutefois fortement selon le profil des immigrants, notamment leur âge, leur niveau de qualification, leur situation familiale et leur rapidité d'intégration en emploi.

À plus long terme, la contribution fiscale tend à augmenter à mesure que les immigrants s'intègrent au marché du travail et que leurs revenus convergent vers ceux des natifs

- Dans le contexte canadien, les travaux disponibles suggèrent toutefois que modifier les seuils d'immigration aurait un effet relativement limité sur le solde budgétaire à long terme, les coûts et les revenus supplémentaires ayant tendance à évoluer conjointement.

L'immigration soutient la croissance à long terme à condition d'une intégration réussie au marché du travail

Des effets différents selon le profil des immigrants

Les profils plus qualifiés génèrent généralement des retombées économiques plus favorables

- Ils soutiennent davantage la productivité, l'innovation et la diffusion des connaissances
- Leur intégration plus rapide en emploi et leurs revenus plus élevés se traduisent par une contribution plus forte au PIB par habitant et aux finances publiques
 - Au Québec, les demandeurs principaux de l'immigration économique permanente se démarquent nettement : ceux admis en 2021 affichaient, un an après leur arrivée, un revenu 36 % supérieur à la médiane québécoise.

Malgré un effet économique plus mitigé, les profils moins qualifiés peuvent répondre à des besoins de main-d'œuvre dans certains secteurs essentiels

- Une offre abondante de main-d'œuvre peu qualifiée peut toutefois réduire les incitatifs à investir dans des technologies améliorant la productivité
- Leurs effets sur le PIB par habitant et les finances publiques sont généralement plus limités lorsque les revenus demeurent faibles.

L'intégration au marché du travail est déterminante

Une population immigrante très scolarisée ne garantit pas une contribution économique maximale

- Le Canada accueille une population immigrante parmi les plus scolarisées de l'OCDE, mais une partie de ce potentiel est perdue en raison de la non-reconnaissance des diplômes et de la sous-utilisation des compétences
 - Le Québec peine particulièrement à valoriser les compétences de sa population immigrante. Malgré un niveau de scolarité élevé, les immigrants y ont historiquement affiché des niveaux de surqualification parmi les plus élevés de l'OCDE, réduisant les gains potentiels de productivité, de PIB par habitant et de recettes fiscales
 - Ces barrières peuvent aussi restreindre l'accès à des secteurs essentiels en pénurie de main-d'œuvre, comme la construction, où la reconnaissance des compétences constitue un frein important

L'immigration en deux étapes donne toutefois de meilleurs résultats pour plusieurs profils qualifiés

- Les étudiants étrangers diplômés au Québec et les travailleurs temporaires qui accèdent ensuite à la résidence permanente bénéficient de leur expérience locale et affichent généralement une intégration économique plus rapide.

Au Québec, le potentiel économique de l'immigration dépend autant des profils sélectionnés que de la capacité à reconnaître les compétences et à accélérer l'intégration dans les secteurs où les besoins sont les plus importants.

Trois scénarios qui donnent la priorité au PEQ dans le calcul des seuils d'immigration permanente

Composantes de l'immigration incluses dans les modélisations

	Immigrants	Définition	Intégrée	Rationnel
Immigration permanente	Économiques	Travailleurs qualifiés, gens d'affaires	✓	- Directement liée aux besoins du marché du travail - Sélection en fonction des compétences et des besoins sectoriels
	Candidats admis via le PEQ <i>inclus avec les immigrants économiques</i>	Volets diplômés du Québec et travailleurs qualifiés	✓	- Bassin déjà établi au Québec, maîtrisant le français et intégré à la société - Pressions limitées sur la capacité d'accueil, puisqu'ils sont déjà logés et intégrés
	Non économiques	Réunification familiale, réfugiés et autres immigrants	X	- Répond à des objectifs de réunification ou de protection plutôt qu'aux besoins du marché du travail - Profil hétérogènes - Arrivée déterminée par des facteurs externes et imprévisibles
Immigration temporaire	Temporaires	TET, étudiants étrangers et demandeurs d'asile	X	- Hors seuils d'immigration permanents - Intégré lorsqu'ils accèdent à la résidence permanente via le PEQ ou les autres programmes d'immigration

Scénarios de politiques d'immigration permanente

		Scénario Statu quo	1 Hausse légère	2 Hausse modérée	3 Hausse considérable
Seuils annuels	Économiques	28 800	33 800	43 800	53 800
	Non-économiques ¹	16 200	13 500	17 200	21 500
	Permanents	45 000	47 300	61 000	75 300
Totaux modélisés ²	(Économiques — statu quo)	S.O.	5 000	15 000	25 000

En bleu : Inclus dans les modélisations

(1) Dans le scénario de statu quo, le gouvernement du Québec estime, pour la période 2026-2029, l'immigration non économique à 16 200 immigrants par année, soit un ratio de 0,56 immigrant non économique par immigrant économique. En 2024, au Québec, ce ratio a toutefois diminué à 0,44. Dans une perspective de limiter l'immigration non économique, un ratio de 0,4 par immigrant économique a été appliqué aux trois différents scénarios élaborés.

(2) Les totaux modélisés correspondent à l'écart du nombre d'immigrants économiques par rapport au scénario de statu quo.

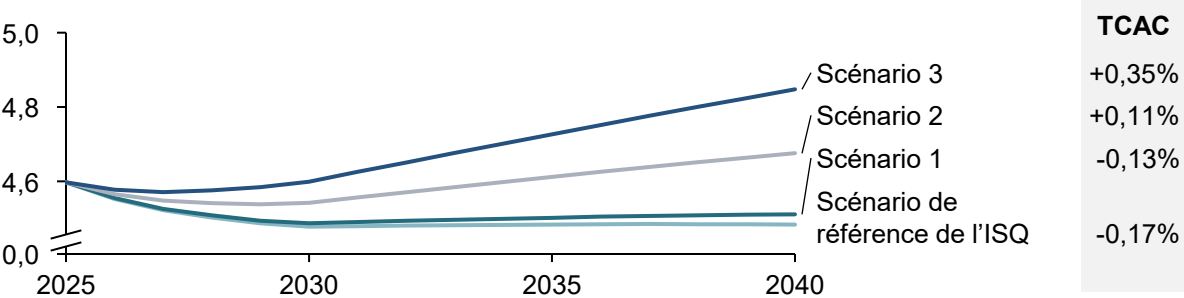
Sources : Gouvernement du Québec, 2025; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Une hausse modérée de l’immigration permanente permettrait d’éviter le déclin démographique du Grand Montréal

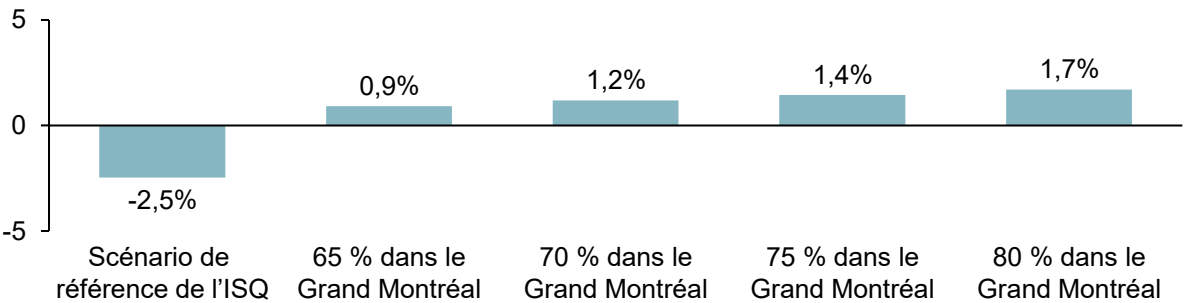
Afin d’illustrer la trajectoire démographique du Grand Montréal, les trois scénarios d’immigration permanente ont été intégrés aux projections de l’ISQ. Au niveau de l’immigration temporaire, ces projections s’arriment aux orientations restrictives du gouvernement du Québec en vigueur actuellement. Nos trois scénarios épousent donc le statu quo en matière d’immigration temporaire.

- En supposant que 80 % des nouveaux immigrants permanents du Québec s’établissent dans le Grand Montréal, soit la moyenne des dix dernières années, une hausse modérée de l’immigration permanente apparaît nécessaire pour soutenir la croissance du Grand Montréal
- À l’inverse, le scénario de hausse légère (scénario 1) ne suffirait pas à éviter le déclin démographique, tandis qu’une hausse considérable (scénario 3) exercerait des pressions nettement plus fortes sur la capacité d’accueil de la région.
 - Une régionalisation plus forte atténuerait la croissance démographique, sans nécessairement entraîner un déclin, comme le montre le graphique de droite.

Illustration de l’impact des différents scénarios sur la trajectoire démographique de la RMR de Montréal ^{1, 2, 3}
RMR de Montréal, 2025-2040, scénarios de 2026; en millions de personnes; hypothèse : 80 % des immigrants additionnels vont s’installer dans le Grand Montréal



Croissance démographique totale de la RMR de Montréal d’ici 2040 selon l’hypothèse de régionalisation de l’immigration permanente ^{1, 2, 3}
RMR de Montréal, variation 2025-2040, scénarios de 2026 et scénario 2; en pourcentage



(1) Les estimations servent uniquement illustrer l’effet des différents scénarios sur la population de la RMR de Montréal. Contrairement aux projections de l’ISQ, elles ne tiennent pas compte de facteurs démographiques tels que la fécondité, l’émigration et la migration interprovinciale. (2) Les estimations reposent sur l’écart entre la cible actuelle de 45 000 immigrants permanents du gouvernement du Québec et le nombre total de résidents permanents projetés dans chaque scénario. (3) La méthodologie des estimations, le détail des hypothèses d’immigration temporaire, ainsi que d’autres hypothèses de taux d’immigrants s’installant dans le Grand Montréal, sont disponibles en annexe.
Sources : ISQ, 2026; Analyses Aviseo Conseil, 2026.

Un modèle capable de produire une estimation réaliste des retombées économiques de l’immigration

Retombées économiques (modèle d’équilibre général calculable)¹

L’analyse des effets du scénario s’appuie sur un modèle d’équilibre général calculable (EGC) dynamique du Québec qui simule les effets d’une hausse de l’offre de travail des immigrants et estime les retombées économiques et fiscales pour l’ensemble du Québec

- Le modèle contient quatre regroupements de compétences selon la scolarité de la main-d’œuvre. Chaque secteur d’activité demande de la main-d’œuvre des quatre bassins de manière selon les caractéristiques qui lui sont propres.

Les trois scénarios sont modélisés en deux étapes distinctes afin de mieux refléter les mécanismes d’ajustement de l’économie :

1. Effets sur la production et l’activité économique

- La trajectoire de revenu est calibrée à partir de *Statistique Canada (2015)* et *Boudarbat et Lemieux (2014)*, selon lesquels les revenus des immigrants atteignent entre 82 et 92 % de ceux des natifs ¹.

2. Augmentation des dépenses publiques associées à l’utilisation accrue des services par les nouveaux arrivants

- Bien que non modélisé dans le présent exercice, l’immigration peut entraîner des effets de congestion sur les services publics.

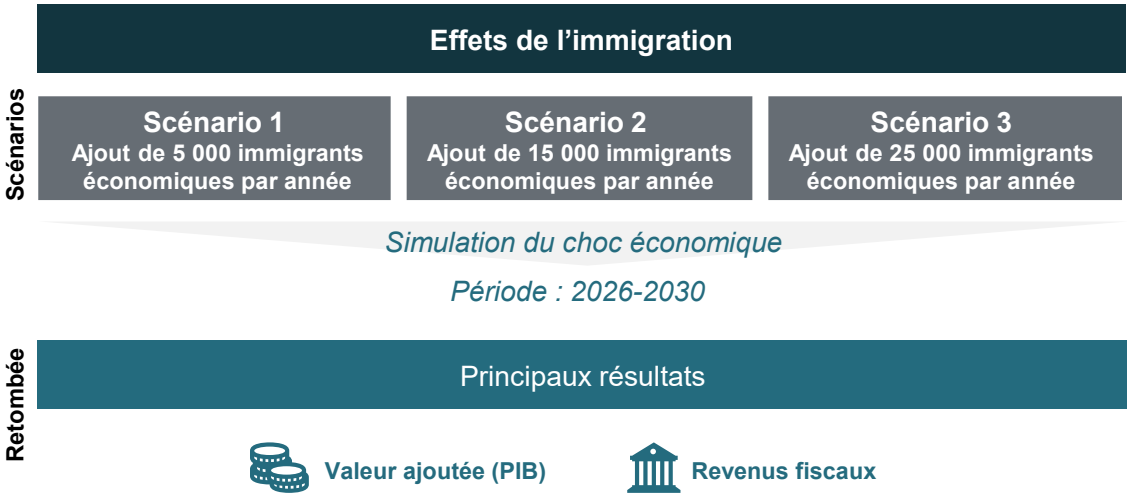
L’utilisation d’un modèle dynamique permet de représenter les ajustements de l’économie au fil du temps, en distinguant les effets transitoires et permanents

- Il capte plus fidèlement l’évolution démographique, l’accumulation du capital et l’intégration progressive des immigrants au marché du travail.

La sophistication du modèle contribue à produire des résultats plus réalistes en reproduisant les dynamiques d’ajustement observées dans l’économie.

Cadre d’analyse des retombées économiques et fiscales découlant de l’immigration

À titre illustratif



Qu’est-ce qu’un scénario de statu quo?

Le scénario de statu quo décrit l’évolution probable de l’économie sur l’horizon d’analyse en l’absence de nouvelles interventions ou investissements. Il est généralement nécessaire dans l’analyse de l’impact de scénarios réalisés dans un modèle dynamique. Les résultats des scénarios 1 à 3 sont donc nets des résultats du scénario de statu quo.

(1) Le lecteur est invité à consulter l’annexe 2 pour les détails méthodologiques du modèle EGC et des hypothèses utilisés dans les modélisations.

(2) Dans un modèle EGC, les variations mesurées englobent toutes les retombées (directes, indirectes et induites). Les résultats représentent donc les effets nets et totaux.

Source : Analyses Aviseo Conseil, 2026.

La hausse de l'immigration mène directement à une croissance du PIB

L'immigration accroît mécaniquement l'offre de travail, ce qui stimule la production et l'activité économique

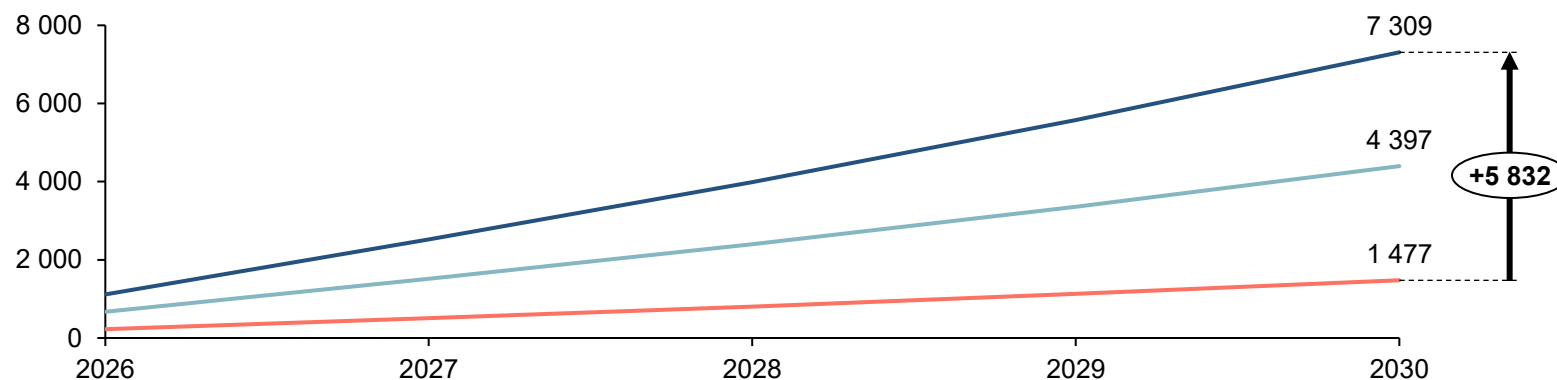
- Toutefois, les défis d'intégration au marché du travail peuvent limiter temporairement la contribution économique des immigrants, notamment en raison d'un arrimage parfois imparfait entre leurs compétences et les emplois occupés à leur arrivée.
- À mesure que les barrières à l'intégration s'estompent, la participation au marché du travail, les revenus d'emploi et l'adéquation entre les compétences et les emplois s'améliorent.

L'immigration génère ainsi des retombées économiques croissantes dans le temps, tributaires du fait que de nouveaux immigrants arrivent chaque année et que l'écart entre les revenus d'emplois moyens des immigrants et ceux des natifs s'amenuise.

Impacts nets sur le PIB réel des différents scénarios d'immigration ¹

Québec, 2026-2030, en millions de dollars

— + 5 000 immigrants économiques — + 15 000 immigrants économiques — + 25 000 immigrants économiques



(1) Les résultats excluent l'immigration non économique. Leur inclusion produirait des résultats moins favorables.



Des retombées nettes pour le Québec

Les retombées présentées correspondent **aux gains additionnels par rapport au scénario de statu quo**, qui prévoit l'admission de 28 800 immigrants économiques par année.

Elles mesurent ainsi les retombées économiques générées par les admissions supplémentaires propres à chaque scénario, au-delà de ce qui serait observé dans le scénario de statu quo.

Une contribution au PIB par habitant inférieure à celui de l'ensemble du Québec

Dans les premières années, l'intégration graduelle au marché du travail et des revenus plus faibles limitent la contribution des nouveaux arrivants.

Le PIB par habitant croît dans le temps, mais les gains temporels pourraient être atténués par les pressions sur les infrastructures et les services publics.

Il convient de mentionner que la contribution en termes de PIB par habitant serait plus faible si les immigrants non économiques avaient été pris en compte, car leur participation au marché du travail est en moyenne plus faible.

En 2024, le PIB réel par habitant du Québec s'élevait à 53 812 \$²

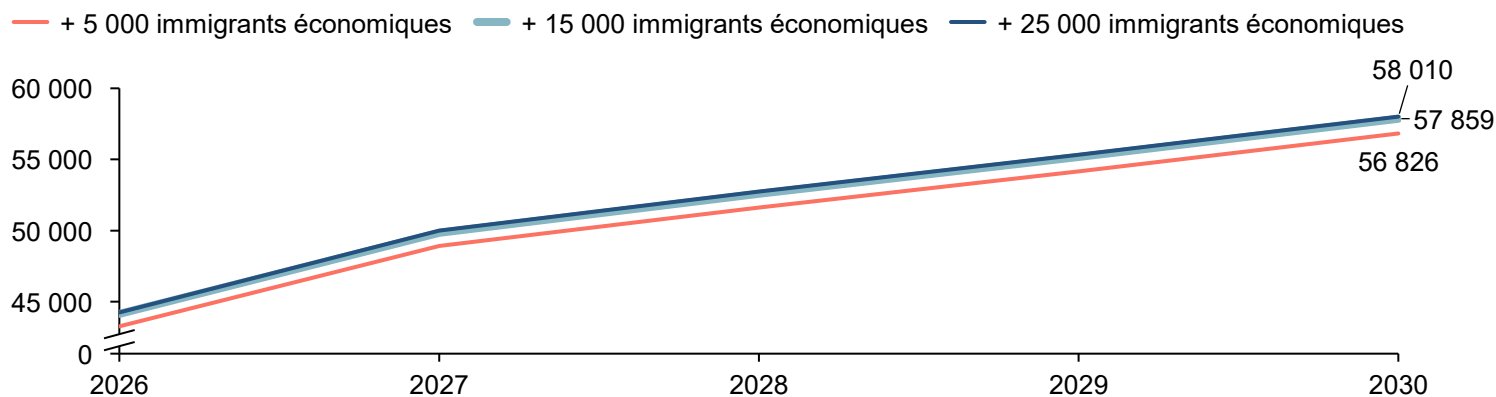
- Dans tous les scénarios simulés, l'arrivée de nouveaux immigrants entraîne d'abord un PIB par habitant inférieur au niveau de référence, puis un effet essentiellement neutre à long terme.

Les écarts entre les scénarios tiennent surtout à la répartition sectorielle des nouveaux immigrants et aux effets d'équilibre général ³

- Dans le scénario de hausse légère, ceux-ci sont prioritairement dirigés vers des secteurs qui renforcent la capacité d'accueil et atténuent les pressions sur les services publics
- À mesure que les admissions augmentent, une part croissante est orientée vers des secteurs répondant davantage aux besoins économiques du secteur privé, notamment dans des secteurs où la contribution au PIB et à la productivité est généralement plus élevée
- On observe peu d'écart entre les scénarios de hausse modérée et hausse considérable, notamment en raison des effets d'équilibre général.

Impacts sur le PIB réel net par habitant additionnel des différents scénarios d'immigration ¹

Québec, 2026-2030, en dollars



(1) Il s'agit de l'impact en PIB des scénarios d'immigration et non de l'impact sur le PIB réel du Québec. De plus, les résultats excluent l'immigration non économique. Leur inclusion produirait des résultats moins favorables.

(2) Dollars enchaînés de 2017.

(3) Le détail des hypothèses de répartition des travailleurs est disponible en annexe.

Sources : Institut de la statistique du Québec, 2026; Analyses Aviseo Conseil basées sur les simulations du modèle d'équilibre général calculable du Québec, 2026.

L'intégration progressive des immigrants améliore les retombées fiscales, bien qu'elles demeurent modestes

Les coûts d'accueil et d'intégration excèdent les revenus générés au cours de la première année, mais l'immigration produit des retombées fiscales nettes positives dès la deuxième année

- Ces gains augmentent progressivement avec l'amélioration de l'intégration au marché du travail et la croissance des revenus des nouveaux arrivants
- Les bénéfices fiscaux se matérialisent donc principalement à moyen et long terme, alors que plusieurs coûts sont engagés dès l'arrivée.

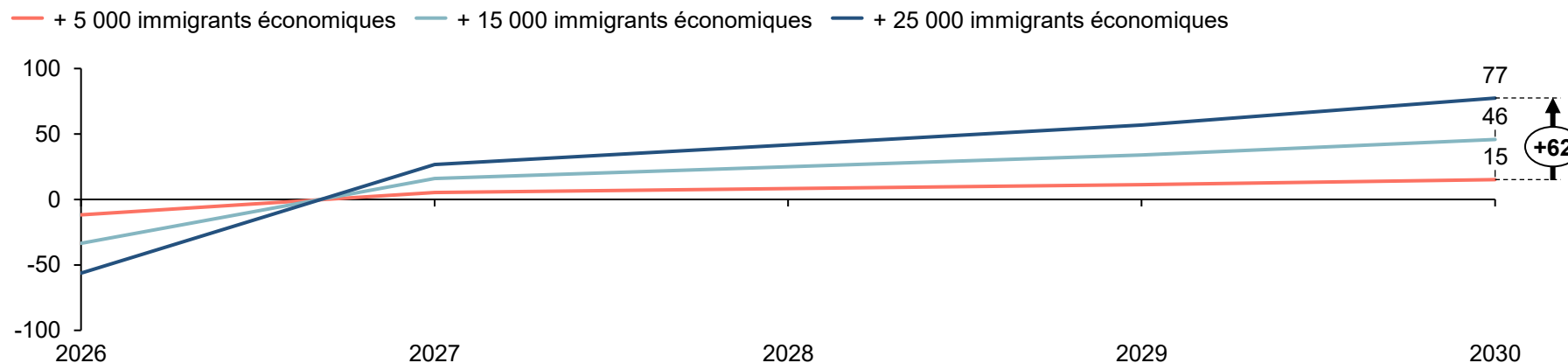
Le gouvernement du Québec devrait néanmoins assumer une part importante des dépenses additionnelles liées à l'accueil des immigrants en raison des champs de compétence qui lui sont propres

- Les besoins en santé, en éducation et en infrastructures tendent à se manifester rapidement lorsque la croissance démographique s'accélère.

Ces résultats sont d'ailleurs en adéquation avec la littérature récente sur le sujet.

Impacts fiscaux nets des différents scénarios d'immigration ^{1 2 3}

Québec, 2026-2030, en millions de dollars



Distinction entre les paliers gouvernementaux

Aucune distinction n'est réalisée entre les revenus fiscaux perçus par le gouvernement du Québec et celui du Canada. Le modèle ne permet pas non plus de dégager les impacts fiscaux pour le palier municipal.

Le partage des responsabilités en matière de services publics complique l'estimation de la répartition des coûts associés à la croissance démographique entre les ordres de gouvernement.

(1) Les impacts fiscaux sont présentés de façon agrégée et ne font pas la distinction entre les paliers gouvernementaux.

(2) Les résultats excluent l'immigration non économique. Leur inclusion produirait des résultats moins favorables.

(3) Les impacts fiscaux sont présentés par rapport au scénario de statu quo.

Source : Analyses Aviseo Conseil basées sur les simulations du modèle d'équilibre général calculable du Québec, 2026.

La hausse de l'immigration engendre des retombées croissantes à long terme

Les résultats montrent que l'immigration soutient la croissance du PIB en augmentant l'offre de travail disponible

- Toutefois, la contribution en termes de PIB par habitant est inférieure à celle de l'ensemble du Québec.
- L'impact sur le PIB par habitant de l'ensemble du Québec serait toutefois négligeable.

Les retombées fiscales suivent une trajectoire similaire, avec des gains croissants, mais modestes à long terme selon les hypothèses de modélisation retenues

L'intégration au marché du travail et le recours à une main-d'œuvre qualifiée apparaissent comme les principaux déterminants des bénéfices économiques associés à l'immigration.

Impacts économiques et fiscaux des modifications des seuils d'immigration ¹

Québec, 2026 et 2030, en dollars et en millions de dollars

		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
		Hausse légère	Hausse modérée	Hausse considérable
PIB réel (en millions de dollars)	2026	225,0	671,0	1 115,0
	2030	1 477,5	4 397,3	7 309,3
PIB réel par habitant (en dollars)	2026	43 269	44 145	44 246
	2030	56 826	57 859	58 010
Revenus nets pour les gouvernements (en millions de dollars)	2026	-11,8	-33,5	-56,3
	2030	15,1	45,8	77,4

(1) Le détail complet des retombées est disponible à l'annexe 2.

Source : Analyses Aviseo Conseil basées sur les simulations du modèle d'équilibre général calculable du Québec, 2026.



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes



Treize recommandations pour assurer une meilleure planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal (1/4)

1. Planification et vision stratégique

Assurer la mise en place de politiques et de seuils d'immigration **qui renverseront le déclin démographique prévu de la région métropolitaine de Montréal, en s'appuyant sur le scénario deux comme base de réflexion**

- L'immigration est devenue la seule source de croissance démographique et d'emploi dans le Grand Montréal
- Des seuils trop faibles pourraient entraîner des fermetures d'entreprises clés et une destruction de valeur, dont les conséquences économiques se répercuteraient sur l'ensemble du Québec
- Le seuil actuel de 45 000 immigrants permanents apparaît insuffisant pour soutenir la croissance démographique de la métropole et même le scénario 1 de hausse légère ne permettrait vraisemblablement pas d'éviter un déclin
- Tout comme le scénario 2, le scénario 3 permet de freiner la baisse démographique de la métropole, mais exercerait de plus fortes pressions sur la capacité d'accueil sans pour autant hausser de façon significative le PIB par habitant.

Tenir des États généraux sur l'avenir démographique du Québec regroupant la société civile afin d'établir une vision concertée, une stratégie nationale et un plan d'action spécifique pour renverser le déclin démographique du Grand Montréal

- Les projections démographiques pointent vers un déclin démographique du Grand Montréal
- L'immigration n'est toutefois qu'un des déterminants de cette trajectoire : la natalité, les décès, les migrations interrégionales, les départs vers l'extérieur du Québec et la rétention de la population jouent également un rôle important
- Une réflexion démographique doit donc considérer l'ensemble des leviers susceptibles d'influencer la croissance de la population
- Des États généraux permettraient de faire converger les acteurs de la société civile (villes, chambres de commerce, syndicats, organismes communautaires, etc.) autour d'un diagnostic partagé et d'établir une vision cohérente à long terme pour le Québec et sa métropole.

Adopter une vision à long terme dans l'élaboration des politiques d'immigration

- Les effets économiques de l'immigration se matérialisent à long terme, à mesure que les immigrants s'intègrent au marché du travail
- À l'inverse, des changements fréquents de politiques peuvent accroître l'incertitude et nuire à une planification efficace
- Parallèlement, la capacité d'accueil ne devrait pas connaître de détente généralisée, mais plutôt évoluer sous l'effet du vieillissement
- La capacité d'accueil n'est toutefois pas figée : elle peut être renforcée ou fragilisée selon les choix collectifs et les investissements réalisés
- La planification de l'immigration doit donc dépasser une logique de court terme et s'inscrire dans une vision démographique de long terme cohérente avec les besoins économiques et l'évolution de la capacité d'accueil.

Standardiser les concepts et méthodes utilisés pour mesurer l'immigration temporaire afin de mieux réconcilier les données, suivre l'évolution réelle des volumes et établir une planification fondée sur un diagnostic commun

- Les données d'IRCC et de Statistique Canada reposent sur des définitions, populations couvertes et périodes de référence différentes
- Il demeure ainsi difficile d'établir avec précision combien de résidents non permanents se trouvent réellement sur le territoire et comment leur nombre évolue
- Cette absence de mesure commune complique le suivi des objectifs de réduction et l'évaluation des effets des politiques mises en place
- Des concepts harmonisés et des passerelles entre les sources permettraient d'établir un diagnostic partagé et factuel, essentiel pour une prise de décision éclairée

Treize recommandations pour assurer une meilleure planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal (2/4)

2. Profils prioritaires

Prioriser l'immigration économique, qualifiée et francophone, et l'arrimer aux besoins du marché du travail

- Les besoins de main-d'œuvre demeureront importants dans le Grand Montréal, notamment dans plusieurs professions déjà en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre
- Les retombées économiques de l'immigration sont généralement plus fortes lorsque les immigrants sont qualifiés et s'intègrent rapidement au marché du travail, notamment en raison d'une productivité et de revenus plus élevés
- Une bonne adéquation entre les profils admis et les besoins réels du marché du travail permettrait aussi de réduire les enjeux d'intégration au marché du travail, à condition que les compétences acquises à l'international soient reconnues
- La maîtrise du français facilite par ailleurs l'intégration professionnelle et sociale et contribue à concilier les objectifs économiques avec la pérennité du français au Québec.

Veiller à ce que la diminution du nombre d'immigrants temporaires soit moins rapide et moins dirigée vers les étudiants étrangers, pour éviter de fragiliser davantage le leadership mondial de Montréal en tant que pôle de haut savoir

- La forte croissance de l'immigration temporaire justifie un resserrement des volumes, mais les changements réglementaires récents semblent entraîner un recul plus rapide que prévu particulièrement chez les étudiants étrangers, notamment dans plusieurs établissements montréalais
- Or, les étudiants internationaux contribuent au rayonnement du Grand Montréal et à l'écosystème de recherche et d'innovation
- Ils constituent également un bassin de candidats qualifiés déjà formés et intégrés au Québec, dont la transition vers la résidence permanente peut être plus rapide et efficace
- Une réduction trop forte de cette population risque donc de fragiliser à la fois le positionnement de Montréal comme pôle de haut savoir et son bassin futur de talents qualifiés, alors que les besoins de main-d'œuvre demeurent élevés.

Treize recommandations pour assurer une meilleure planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal (3/4)

3. Capacité d'accueil

Mettre en place un cadre d'analyse québécois indépendant de la capacité d'accueil (définition commune, indicateurs, outils de mesure, etc.), afin d'en mesurer l'évolution selon les régions et les profils d'immigration

- La capacité d'accueil varie selon les régions et les profils accueillis : les besoins ne sont pas les mêmes selon l'âge, la qualification ou la situation familiale
- Les pressions évoluent aussi dans le temps, ce qui rend insuffisante une évaluation ponctuelle
- Des analyses récurrentes permettraient de suivre les principaux goulots d'étranglement, comparer les régions et mesurer l'effet des investissements et des politiques mises en place
- Une méthodologie transparente et indépendante fournirait une base factuelle commune pour éclairer les décisions, en réduisant la politisation du concept.

Accorder la priorité aux travailleurs immigrants qui contribueront à alléger la capacité d'accueil (ex. : construction, santé et services sociaux, éducation et services de garde) **ainsi qu'à ceux qui sont essentiels aux secteurs stratégiques de l'économie** (ex. : agriculture, minéraux critiques)

- Plusieurs dimensions de la capacité d'accueil sont sous pression comme l'habitation, la santé, l'éducation et le transport, notamment en raison d'un manque de main-d'œuvre
- Cibler davantage les travailleurs susceptibles d'accroître directement l'offre dans ces secteurs permettrait de réduire certaines contraintes de capacité tout en répondant aux besoins de main-d'œuvre
- Certains secteurs moins directement liés à la capacité d'accueil et qui nécessitent un grand volume de main-d'œuvre peu qualifiée demeurent néanmoins essentiels au fonctionnement de l'économie (ex. : agriculture, minéraux critiques)
- Le ciblage de l'immigration doit ainsi préserver une place pour certains profils moins qualifiés lorsque ceux-ci répondent à des besoins essentiels de l'économie, et ce, même si les profils qualifiés demeurent prioritaires.

Mettre en place un chantier prioritaire pour simplifier les processus et accélérer la reconnaissance des compétences des travailleurs dans les secteurs prioritaires

- Le Québec accueille des travailleurs qualifiés dont les compétences sont sous-utilisées en raison de délais, d'exigences ou de processus de reconnaissance complexes
- Ces obstacles sont particulièrement problématiques lorsqu'ils touchent des secteurs où le manque de main-d'œuvre limite directement l'accroissement de la capacité d'accueil, comme la santé, l'éducation ou la construction
- Lorsque certains écarts doivent être comblés, des passerelles plus accessibles permettraient d'accélérer l'accès aux professions visées
- Simplifier la reconnaissance et les parcours de mise à niveau permettrait ainsi de réduire la déqualification et de mobiliser plus rapidement une main-d'œuvre déjà présente sur le territoire

Évaluer et, au besoin, rééquilibrer le partage des revenus et des coûts liés à l'accueil et l'intégration des immigrants entre les différents ordres de gouvernement

- L'immigration génère à la fois des revenus fiscaux et des coûts additionnels en logement, transport, infrastructures et services publics, mais ceux-ci ne sont pas nécessairement assumés par les mêmes ordres de gouvernement (municipal, Québec et Canada)
- Un exercice de quantification permettrait de déterminer s'il existe un déséquilibre structurel entre les revenus perçus et les dépenses engagées par chacun des ordres de gouvernement
- Si un tel déséquilibre est confirmé, les mécanismes de transferts ou de partage des revenus pourraient être ajustés afin de mieux arrimer les revenus fiscaux aux responsabilités réellement assumées.

Treize recommandations pour assurer une meilleure planification de l'immigration au Québec et dans le Grand Montréal (4/4)

4. Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

Augmenter la proportion d'immigrants permanents issue du bassin de résidents temporaires

- Le Québec transforme moins efficacement ses résidents temporaires en permanents que l'Ontario et la Colombie-Britannique
- Ces personnes constituent pourtant un bassin particulièrement stratégique, puisqu'elles disposent déjà d'une expérience locale, ce qui favorise une intégration économique plus rapide après l'admission permanente
- Comme elles sont déjà présentes sur le territoire, elles n'engendrent pas de pressions additionnelles sur la capacité d'accueil
- Enfin, une plus grande transition vers la permanence permettrait de mieux rentabiliser les efforts déjà consacrés à leur formation, leur intégration et leur francisation.

Maintenir le PEQ et en faire un vecteur prioritaire de l'immigration permanente, afin de favoriser la rétention de personnes déjà établies au Québec et de soutenir une immigration davantage francophone et mieux intégrée

- Le PEQ cible précisément des personnes déjà établies au Québec, souvent avec une expérience de travail ou d'études locale et une excellente maîtrise du français
- Ces profils présentent généralement moins de barrières d'intégration, peuvent contribuer plus rapidement au marché du travail et n'engendrent pas de pressions additionnelles sur la capacité d'accueil
- En faire une voie prioritaire permettrait donc de favoriser une immigration qualifiée, davantage francophone et mieux intégrée.

Mener un exercice de révision des critères d'admissibilité du PEQ afin d'optimiser l'arrimage avec les besoins du marché du travail et pour que le volume de résidents permanents admis à travers ce programme puisse être compatible avec la capacité d'accueil

- Le maintien d'une voie rapide vers la permanence ne signifie pas nécessairement que tous les profils doivent y avoir accès dans les mêmes conditions
- Les critères pourraient être ajustés afin de mieux tenir compte des besoins du marché du travail et de la capacité d'accueil
- Une telle révision permettrait de préserver les avantages du PEQ tout en maintenant les volumes dans une trajectoire compatible avec les capacités du territoire
- L'objectif serait donc de mieux cibler plutôt que de restreindre uniformément, en conservant une voie attractive pour les profils les plus susceptibles de contribuer durablement au Québec.

Les besoins de main-d'œuvre plaident pour davantage d'immigration, mais la capacité d'accueil demeure sous tension

Des besoins de main-d'œuvre majeurs...

Le sondage réalisé auprès des entreprises confirme que les travailleurs immigrants sont déjà essentiels au maintien et au développement de leurs activités, dans un contexte où les difficultés de recrutement devraient persister dans plusieurs secteurs

- Au-delà du secteur privé, les besoins de main-d'œuvre dans les secteurs liés aux services publics, comme la santé et l'éducation, sont tous aussi importants
- Le déclin démographique prévu sous les politiques actuelles toucherait particulièrement le principal bassin de travailleurs (20 à 64 ans), ce qui pourrait accentuer les tensions sur le marché du travail.

...Mais une capacité d'accueil limitée

La hausse des seuils d'immigration pour répondre aux besoins doit toutefois être mise en balance avec la capacité d'accueil

- L'habitation, la santé, l'éducation, la francisation et les infrastructures de transport présentent toutes certaines contraintes, avec des tensions particulièrement marquées en santé et en transport.

Le scénario 2 pourrait permettre de répondre aux besoins de main-d'œuvre tout en limitant la pression sur la capacité d'accueil

	1 Hausse légère	2 Hausse modérée	3 Hausse considérable
Niveau d'admission 1	- 32 300 immigrants permanents, dont 18 800 immigrants économiques - 15 000 admissions additionnelles via le PEQ - Seuil total de 47 300 permanents - Cible gouv. : 375 000 immigrants temporaires	- 46 000 immigrants permanents, dont 28 800 immigrants économiques - 15 000 admissions additionnelles via le PEQ - Seuil total de 61 000 permanents - Cible gouv. : 375 000 immigrants temporaires	- 60 300 immigrants permanents, dont 38 800 immigrants économiques - 15 000 admissions additionnelles via le PEQ - Seuil total de 75 300 permanents - Cible gouv. : 375 000 immigrants temporaires
Impact sur la démographie	Faible baisse (-2 % d'ici 2051)	Faible hausse (+4 % d'ici 2051)	Hausse modérée (+11 % d'ici 2051)
Réponse aux besoins de main-d'œuvre			
Impact sur la capacité d'accueil			
Retombées économiques à terme	- PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme - Recettes fiscales : Impact quasi nul	- PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme - Recettes fiscales : Impact neutre ou faiblement positif	- PIB par habitant : Impact faiblement négatif et neutre à long terme - Recettes fiscales : Impact neutre ou faiblement positif

(1) Dans les trois scénarios, Aviséo retient les mêmes hypothèses d'immigration temporaire que le scénario de référence de l'ISQ, lui-même fondé sur les orientations du gouvernement du Québec en la matière

Une immigration mieux ciblée peut soutenir la prospérité tout en limitant les pressions sur la capacité d'accueil

La capacité d'accueil n'apparaît pas systématiquement meilleure ou pire dans le Grand Montréal que dans le reste du Québec; elle demeure sous tension dans les deux territoires. Dans ce contexte, une sélection ciblée des immigrants est essentielle.

Des gains économiques qui se matérialisent à long terme

Les trois scénarios génèrent des effets économiques positifs ou neutres à terme, mais l'impact sur le PIB par habitant est légèrement négatif dans les premières années

- Ces résultats ne tiennent par ailleurs pas compte de l'immigration non économique, dont l'intégration au marché du travail est généralement plus lente.

La qualification et l'intégration au marché du travail sont déterminantes

Le niveau de qualification ressort comme l'un des principaux facteurs qui influencent les retombées économiques, notamment par son effet sur la productivité et la valeur ajoutée

- La rapidité d'intégration au marché du travail compte aussi fortement, ce qui renforce l'importance de la reconnaissance des compétences et de l'expérience acquise.

Les profils ciblés peuvent aussi renforcer la capacité d'accueil

Privilégier des travailleurs dans les secteurs les plus contraints, notamment la santé, la construction, l'éducation et le transport, peut à la fois répondre aux besoins de main-d'œuvre et contribuer à alléger la capacité du territoire à accueillir une population supplémentaire.

Cette étude propose un premier cadre d'analyse pour objectiver la capacité d'accueil à partir d'indicateurs factuels.

L'exercice demeure nécessairement imparfait et tributaire des données disponibles, mais il permet néanmoins d'obtenir une appréciation d'ensemble de la situation et de **jeter les bases d'analyses ultérieures plus approfondies.**



Introduction

Besoins de main-d'œuvre

Portrait de l'immigration

Capacité d'accueil

Scénarios et retombées économiques

Recommandations et conclusion

Annexes





Annexe I

Approche méthodologique

Limites de l'étude

Aviso Conseil a réalisé les analyses du présent rapport en se basant sur les renseignements et données disponibles entre juin et août 2026. L'interprétation des résultats doit prendre en compte certaines limites rencontrées au cours de l'étude :

- **Nombre de répondants au sondage limité** : Le nombre de réponses relativement faible dans certaines régions du Grand Montréal limite la représentativité des résultats pour celles-ci.
- **Périmètres géographiques variables** : Si la RMR de Montréal est utilisée pour la majorité des indicateurs, les données sont parfois seulement disponibles pour les cinq régions administratives qui la composent
 - Comme la RMR ne couvre qu'une partie de certaines de ces régions (Montréal, Lanaudière et les Laurentides), cette approche entraîne une surestimation de l'indicateur dans la RMR.
- **Disparité au sein du Grand Montréal** : L'analyse des indicateurs de la capacité d'accueil à l'échelle du Grand Montréal ne permet pas de saisir les écarts entre les territoires qui le composent
 - Une analyse plus fine des différentes régions permettrait d'identifier celles qui sont davantage en mesure d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants.
- **L'effet et les besoins à long terme de l'immigration** : Le processus d'immigration, particulièrement dans le cas de l'immigration permanente, s'échelonne sur plusieurs années
 - Les besoins observés aujourd'hui peuvent différer de ceux qui prévaudront au moment de l'admission
 - Une analyse à plus long terme permettrait de mieux tenir compte de cette dynamique.

Cette étude s'appuie sur les données disponibles au moment de sa réalisation. Les résultats qu'elle présente pourraient évoluer si de nouveaux faits viennent modifier le contexte ou les informations initiales.



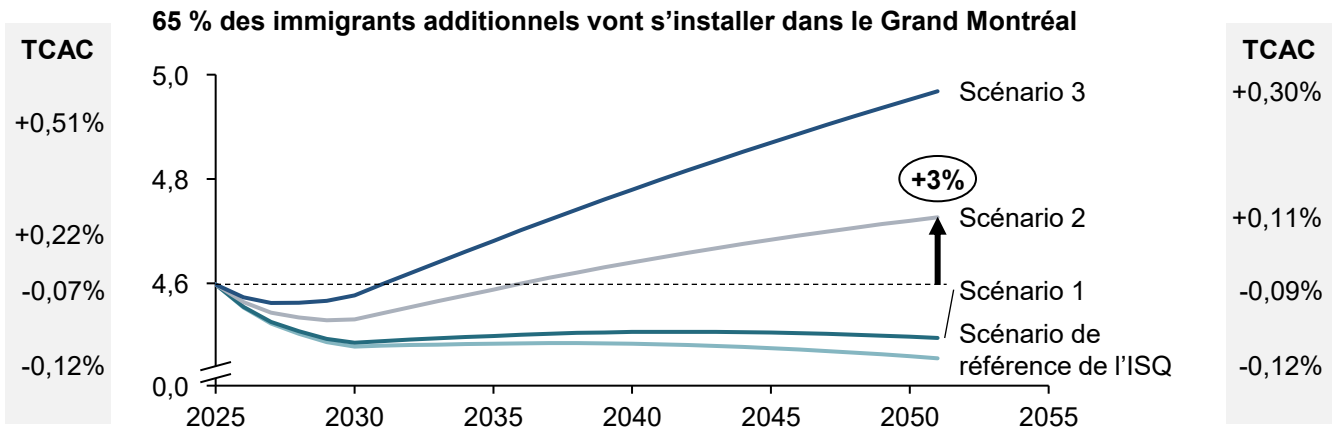
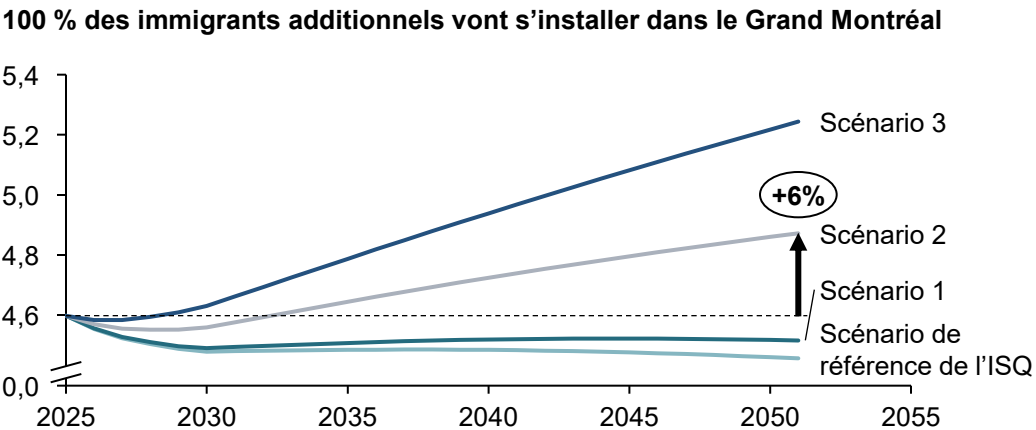
Selon la part des immigrants s’installant dans le Grand Montréal, le scénario 2 permettrait une croissance entre 3 et 6 % d’ici 2051

Cette illustration de la croissance démographique prévue pour le Grand Montréal se base sur une série d’hypothèses

- Tout d’abord, la proportion d’immigrants venant s’installer dans le Grand Montréal est variable
 - Assumer que 100 % des nouveaux arrivants s’installent dans le Grand Montréal est irréaliste, mais montre un effet maximal pour la région qui est somme toute peu contraignant pour la région dans le scénario 2. ²
- Ensuite, dans son scénario de référence, l’ISQ prévoit une immigration temporaire de 375 000 personnes en 2030, une hypothèse basée sur les orientations de Québec en matière d’immigration temporaire qui visent à ramener les volumes à 110 000 titulaires de permis d’études et 65 000 titulaires de permis de travail du PTET
 - Les 200 000 personnes restantes se répartiraient entre les demandeurs d’asile et les titulaires du PMI, selon une composition qui demeure incertaine
 - Cette baisse de l’immigration temporaire atténue les pressions sur la capacité d’accueil et limite l’effet marginal des admissions permanentes supplémentaires.
- Finalement, la croissance démographique est légèrement surestimée par l’absence de déplacements interrégionaux ou internationaux des nouveaux immigrants.

Impacts des différents scénarios sur la croissance démographique de la RMR de Montréal par rapport au scénario de référence de l’ISQ¹

RMR de Montréal, 2025-2051, scénarios de 2026; en millions de personnes



(1) Les estimations reposent sur l’écart entre la cible actuelle de 45 000 immigrants permanents et le nombre total de résidents permanents projetés dans chaque scénario, incluant la variation estimée des non économiques et le PEQ.

(2) Dans le scénario de référence de l’ISQ, la répartition régionale de l’immigration permanente prolonge la tendance observée entre 2015 et 2025, puis la régionalisation s’atténue progressivement avant de se stabiliser à partir de 2035. Dans la RMR de Montréal, la part des immigrants permanents passerait ainsi de 67,7 % en 2025 à 58,6 % en 2035, puis demeurerait stable. Pour l’immigration temporaire, la part régionale n’est pas publiée pour l’ensemble de la période, mais 82 % à 87 % de la baisse annuelle projetée jusqu’à l’atteinte de 375 000 résidents temporaires au Québec serait concentrée dans la RMR de Montréal.

L'estimation des retombées économiques exige la formulation d'hypothèses et la prise en compte de limites

Aviso a retenu une série d'hypothèses afin de réaliser l'estimation des retombées économiques associées aux différents scénarios d'immigration pour le Québec.

Les principales hypothèses émises sont les suivantes :

Participation et intégration au marché du travail

- La trajectoire de revenu des immigrants par rapport aux personnes nées au Canada est utilisée comme indicateur synthétique de leur contribution relative au marché du travail
 - Cette trajectoire reflète plusieurs dimensions de l'intégration économique, notamment les écarts de rémunération, de taux d'emploi et d'heures travaillées
- Cette trajectoire est documentée dans la littérature :
 - Statistique Canada (2015) observe que les cohortes immigrantes arrivées à la fin des années 1970 percevaient environ 85 % des gains des natifs à leur arrivée, proportion qui atteignait près de 92 % après 11 à 15 ans
 - Boudarbat et Lemieux (2014) démontrent que l'écart de rémunération varie notamment selon l'expérience, l'éducation et le pays d'origine
- Dans le modèle, un immigrant additionnel représente initialement 82 % de l'offre de travail effective d'une personne née au Canada, proportion qui augmente progressivement jusqu'à 92 % à la fin de l'horizon de projection
 - La vitesse d'adaptation est légèrement supérieure à celle observée dans la littérature afin de refléter une sélection accrue d'immigrants présentant des caractéristiques favorables à leur intégration économique
- Le modèle ne suppose donc pas que 100 % des immigrants additionnels occupent un emploi : l'écart par rapport aux natifs peut refléter aussi bien une rémunération plus faible qu'une participation ou une intensité de travail moindre.

Compétences et rémunération

- Les immigrants sont répartis entre quatre niveaux de compétences auxquels est associée une rémunération moyenne
 - 1) Niveau inférieur au diplôme d'études secondaires;
 - 2) Études secondaires terminées ou postsecondaires partielles;
 - 3) Diplôme ou certificat postsecondaire non universitaire;
 - 4) Diplôme ou certificat universitaire
- À niveau de qualification équivalent, aucune distinction salariale n'est appliquée entre les immigrants et les natifs. La trajectoire de revenu présentée précédemment permet toutefois d'intégrer les écarts observés à court et moyen terme
- Si les immigrants admis présentent des revenus supérieurs aux moyennes associées à leur niveau de qualification, les retombées estimées pourraient être plus importantes que celles présentées dans l'analyse
- De plus, une hausse de travailleurs dans un secteur diminuera nécessairement le salaire moyen dans une optique d'ajustement de l'offre et de la demande.

Répartition sectorielle

- La répartition sectorielle des immigrants varie selon les scénarios analysés
 - Dans le scénario de légère hausse, les immigrants additionnels sont attribués prioritairement aux secteurs contribuant à réduire les pressions sur la capacité d'accueil, notamment la santé, l'enseignement et l'administration publique québécoise
 - À mesure que les volumes d'immigrant augmentent, une part croissante des nouveaux arrivants est orientée vers les autres secteurs de l'économie afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises privées et de soutenir la croissance de la production.

La modélisation en EGC Aviseo comporte plusieurs avantages



Il s'agit d'un modèle de l'économie québécoise parmi les plus réalistes. Un expert international a d'ailleurs collaboré à son élaboration et à son développement en continu au cours des dernières années.

La modélisation en EGC inclut des comportements, des conditions d'équilibre sur les marchés et de nombreux prix relatifs, ce qui en fait une représentation plus complète des interactions dans l'économie que certains modèles classiques. C'est d'ailleurs pourquoi de nombreux gouvernements ainsi que le ministère des Finances du Québec en possèdent un.

Aviseo est transparent sur la méthodologie utilisée afin d'éviter tout effet de boîte noire. Les détails de la méthodologie employée, des scénarios élaborés ainsi que des hypothèses nécessaires peuvent être fournis sur demande.

Une modélisation réaliste des impacts économiques



En modélisant les impacts en EGC, les impacts estimés sont parfois différents que s'ils avaient été réalisés en input-output, car ils incluent les interactions et les effets prix et des contraintes

L'argent ne tombe pas du ciel, ni les travailleurs



En tenant compte du fonctionnement réel de l'économie, les résultats sont plus proches de la réalité et favorisent l'adhésion des parties prenantes



Annexe II

Détail des retombées économiques

Détail des retombées économiques

Résumé des retombées économiques nettes créées par les différents scénarios d'immigration

Ensemble du Québec, 2026; en dollars et en millions de dollars

	Produit intérieur brut réel net (M\$)				
	2026	2027	2028	2029	2030
Scénario 1	225,0	508,8	805,2	1 126,8	1 477,5
Scénario 2	671,0	1 515,2	2 397,6	3 354,2	4 397,3
Scénario 3	1 115,0	2 520,3	3 987,1	5 576,6	7 309,3

	Produit intérieur brut réel par habitant (\$)				
	2026	2027	2028	2029	2030
Scénario 1	43 269 \$	48 919 \$	51 618 \$	54 171 \$	56 826 \$
Scénario 2	44 145 \$	49 842 \$	52 579 \$	55 168 \$	57 859 \$
Scénario 3	44 246 \$	50 007 \$	52 740 \$	55 323 \$	58 010 \$

	Revenus fiscaux réels nets (M\$)				
	2026	2027	2028	2029	2030
Scénario 1	-11,8	5,4	8,3	11,2	15,1
Scénario 2	-33,5	16,0	24,9	33,8	45,8
Scénario 3	-56,3	26,6	41,7	56,9	77,4



Rappelons qu'il s'agit de retombées nettes pour le Québec

Les retombées présentées correspondent **aux gains additionnels par rapport au scénario de statu quo**, qui prévoit l'admission de 28 800 immigrants économiques.

Elles mesurent ainsi l'activité économique générée par les admissions supplémentaires propres à chaque scénario, au-delà de ce qui serait observé dans le scénario de statu quo.



Montréal

451 rue Sainte-
Catherine O. #301
514-667-0023



Québec

125 boul. Charest E,
#401
418-476-0185